

VILLE DE DUNKERQUE

**DOSSIER DE DEMANDE DE NOUVELLE CONCESSION DE PLAGE DU
DOMAINE PUBLIC MARITIME DUNKERQUE**



I. PRESENTATION GENERALE DE LA CONCESSION

1.1. Présentation de la commune et de la plage concédée

La commune de Dunkerque met en œuvre une politique de tourisme et offre des capacités d'hébergement pour l'accueil d'une population non résidente justifiant son classement en station de tourisme par décret en date du 5 mars 2019.

La commune de Dunkerque et la Communauté urbaine de Dunkerque ont initié ensemble un programme de réhabilitation du secteur balnéaire pour offrir des aménagements balnéaires répondant aux attentes des usagers (éclairage public, terrasses sur pilotis, nouveaux mobiliers, sécurité des cheminements) et pour lutter contre l'aléa de submersion marine (construction d'un muret anti submersion et fermeture par batardeaux).

Cette réhabilitation permet de dynamiser l'exploitation touristique et commerciale du secteur balnéaire tout en maintenant prioritairement l'accès public et gratuit de la plage.

Par arrêté en date du 23 septembre 2011, la ville de Dunkerque s'est vue renouveler l'exploitation de la plage de Dunkerque pour une durée de 9 ans, du 1^{er} juin 2010 jusqu'au 31 mai 2019. Cet arrêté a été prolongé de deux ans pour se terminer le 31 mai 2021.

Par délibération en date du 6 juin 2019, la ville de Dunkerque a décidé d'exercer son droit de priorité dans l'attribution de la concession de plage conformément aux dispositions de l'article L2124-4 du code général des collectivités territoriales.

La nouvelle concession est prévue du 1^{er} juin 2021 au 31 mai 2033.

1.2. Superficie et délimitation de la zone de concession

La surface concédée est de 250 000 m² pour une longueur de 5000 mètres sur une profondeur de 50 m conformément au plan de situation annexé (**Annexe 1**).

Le domaine public maritime de la plage pouvant faire l'objet d'une exploitation commerciale ou de loisirs représente une superficie de 13424 m² pour un linéaire de 700 m soit 5.37 % de la superficie totale concédée.

1.3. Accès à la plage

L'accès à la plage est organisé selon plusieurs modalités conformément à la cartographie jointe (**Annexe 2**)

- Tout piéton : 1100 mètres
- Semi piéton en saison : 1500 mètres
- Ouvert à la circulation : 1200 mètres

- Les déplacements en vélo s'effectuent sur chaussée avec double sens cyclable le long des digues des Alliés, de la Mer et Nicolas 2 et sur piste aménagée le long de la digue du Vent
- 12 emplacements PMR correspondant à 36 places PMR sont disponibles en bordure de plage pour un total de 81 places à Malo les bains
- rampe pour les personnes à mobilité réduite à l'ouest du poste central de secours
- 5 déposes minutes sont disponibles en bord de digue

En haute saison, le cheminement des piétons est renforcé et sécurisé sur toute la digue. Pour des raisons de sécurité et pour favoriser l'attractivité de la plage, l'accès des véhicules est limité aux riverains, aux livraisons et aux services publics.

Depuis 2017, la Communauté urbaine de Dunkerque a entrepris des travaux de consolidation des digues pour lutter contre les submersions marines et également pour renforcer l'attractivité du secteur balnéaire.

Toute la longueur des digues est placée sous vidéo protection avec report des images au centre de commandement opérationnel de la police municipale et fonctionne 24h/24.

L'usage libre et gratuit des usagers constitue la destination fondamentale des plages et la continuité du passage piétons d'au moins 10 mètres le long du littoral doit être en permanence assurée.

1.4. Entretien et rechargement de la plage

L'entretien est confié à un syndicat de communes, le **Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre (SIDF)**.

Le SIDF est en charge de la propreté des plages de Dunkerque, Leffrinckoucke, Zuydcoote et Bray-Dunes.

Dans ce cadre, il procède au nettoyage des plages et des digues par ramassage mécanique, au nettoyage des rejets maritimes et des espaces dunaires par ramassage manuel, à la collecte des poubelles de bord de mer.

Les prestations d'entretien sont confiées opérationnellement au service propreté de la ville de Dunkerque dans le cadre d'une convention entre la ville de Dunkerque et le SIDF, ce dernier prenant en charge l'ensemble des coûts en fonctionnement et investissement correspondant à cette activité, ceci pour quatre communes membres.

L'entretien de la plage de Dunkerque a correspondu en 2019 à 14562 heures de travail dans le cadre de l'organisation suivante :

	Hiver	Avant saison	Saison estivale
Périodicité/fréquence	7 jours sur 7 toute l'année		
Horaires du service propreté mécanique (Ville et SIDF)	Équipe 1 : Du lundi au vendredi du matin (6h à 13h30) ou de journée (de 7h30 à 12h et de 14h à 17h) Équipe 2 : du mardi au samedi du matin ou de journée comme l'équipe 1 avec un horaire différent le samedi (de 6h à 11h et de 14h à 16h30) – HS le dimanche de 7h à 11h	Équipe 1 et Équipe 2 : idem que l'hiver – HS le dimanche de 6h à 11h	Équipe 1 et Équipe 2 : idem que l'hiver. Une équipe de 5 agents saisonniers les après-midi de 14h à 21h sur les digues de Dunkerque Malo et Leffrinckoucke 7 jours sur 7 (Jobs été et CDD) HS le dimanche de 6h à 11h Renfort de 15 agents « Jobs été » et 6 agents de propreté CDD (Conducteurs PL/SPL)

Sur le plan technique, le SIDF met en œuvre un important parc de matériel constitué **de 3 tracteurs, 4 nettoyeuses de plage, un porte benne, 3 balayeuses mécaniques et aspiratrices, 3 camions benne et 2 chargeuses.**

L'entretien de la plage de Dunkerque s'est effectué avec la **préoccupation permanente de l'amélioration continue et du développement durable : gestion douce en bord de mer, distribution de sacs de déchets, utilisation de moyens écologiques (Un véhicule électrique pour interventions en après-midi ...).**

Le coût global de propreté plage est chiffré, pour Dunkerque, à 342 000 euros (RH, fonctionnement technique, frais de gestion).

Les services de la collectivité interviennent au quotidien au moyen de tracteurs et chargeuses afin d'assurer les opérations de déblaiement-remblaiement et de nivellement de la plage requises ainsi qu'au désensablement de la digue.

Une brigade de propreté composée de 12 agents assure des missions de médiation, pédagogie, distribution de cendriers.

Le ramassage manuel des déchets est effectué régulièrement par l'association « Eco Flandre ».

Les rechargements structurels sont réalisés par la Communauté urbaine de Dunkerque par convention du 29/11/2018 mettant à disposition la digue des Alliés depuis le 01/01/2019.

1.5. Eaux de baignade

La qualité des eaux de baignade fait l'objet d'une gestion active et dynamique de la part de la collectivité. L'étude annexée au présent rapport détaille le **profil de vulnérabilité des eaux de baignade locales (Annexe 3).**

Les eaux de baignade sont par ailleurs sous le **contrôle de l'ARS** qui procède à ses relevés et analyses tout au long de la période juin à septembre **(Annexe 4).**

1.6. Poste de secours - Casino

Le service de sécurité des plages est administré par le SIDF. Il est actif sur le littoral de l'ensemble de ses membres et à Dunkerque est organisé selon les modalités suivantes.

- ouvert en pleine saison : 10H/19H 7/7J
- Recrutement de sauveteurs pour la plage de Dunkerque par le SIDF. 10 CRS sont venus compléter ces équipes à l'échelle de l'ensemble du littoral SIDF.

1.7. Plan de balisage

Il est composé d'une série d'arrêtés parmi lesquels **l'arrêté du préfet maritime n°66/2019 du 12 juillet 2019** réglementant la navigation et les activités nautiques sur la bande littorale des 300 mètres bordant la commune de Dunkerque ainsi que de **l'arrêté municipal n°2016/1251 du 29 mars 2016 modifié par arrêté 2017/5036 du 26 juin 2017** qui abroge et remplace l'arrêté n°2015/2788 du 03 juin 2015 du maire de la commune de Dunkerque réglementant les zones en périodes de baignade ainsi que les chenaux traversiers sur les plages de la commune de Dunkerque.

A l'échelle du SIDF, il est par ailleurs matérialisé par une **convention entre l'Etat, le SIDF et chacune des communes membres (Annexes 5).**

II. LES AMENAGEMENTS

2.1. Accessibilité PMR

- 36 places PMR sont disponibles en bordure de plage pour un total de 81 places à Malo les bains
- 1 Ponton aménagé avec rampe pour l'accès à la plage des personnes à mobilité réduite
- 5 déposes minutes sont disponibles en bord de digue

2.2. Signalétiques

Les informations relatives à la qualité des eaux de baignade et aux conditions météorologiques sont affichées sur les postes de secours. Le site www.lesdunesdeflandre.fr donne également accès à ces informations.

III. INSTALLATIONS

3.1. L'EXPLOITATION DE LA PLAGE

La commune propose chaque année une offre de :

- **kiosques (cabines) de plage (lot 1 – Annexe 6)**
- **Aires de jeux**, trampolines et activités de loisirs en régie ou par convention d'exploitation (**lots 17 à 19 – Annexe 6**)
- **Activités sportives** ex espaces Beach Sports (terrains de beach Volley, beach hand, beach rugby etc ..exploitée en régie ou par des associations sportives (**lot 20 – Annexe 6**)
- **Des terrasses de plage** exploitées par des commerçants qui sont disponibles sur la période du 15 mars au 15 novembre maximum. Ces terrasses sont exploitées dans le cadre de sous-traités (**lots 2 à 16 Annexe 6**).

Les installations et aménagements sont repris en **annexe 7**

3.2. Activités sportives et culturelles

La commune propose une large gamme d'activités tout au long de l'année et plus encore en période estivale, ceci aussi bien dans le domaine sportif, culturel que festif.

Est également disponible une offre d'activité sportive : une aire de jeux Ludo Park, deux trampolines, 6 terrains de Beach volley, sports occasionnels sur sable : Beach

soccer, Beach hand, Beach rugby

Enfin, les services animation et culture de la ville organisent chaque été un programme estival de manifestations culturelles et festives.

3.3. Découpage des lots

La plage comprend 18 lots faisant l'objet d'une convention d'exploitation :

LOT	DESCRIPTIF	EXPLOITANT	LONGEUR en m	LARGEUR en m	SURFACE en m ²	% SURFACE 250 000 m ²	% LINEAIRE 5000 m
1	195 kiosques	commune de Dunkerque via office de tourisme	390	2	780	0,31%	7,80%
2	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	10	15	150	0,06%	0,20%
3	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	10	16	160	0,06%	0,20%
4	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	14	15	210	0,08%	0,28%
5	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	10	10	100	0,04%	0,20%
6	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	10	15	150	0,06%	0,20%
7	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	11	15	165	0,07%	0,22%
8	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	4	10	40	0,02%	0,08%
9	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	10	10	100	0,04%	0,20%
10	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	11	10	110	0,04%	0,22%
11	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	7,5	10	75	0,03%	0,15%
12	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	9	7	63	0,03%	0,18%
13	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	6	15	90	0,04%	0,12%
14	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	9	14	126	0,05%	0,18%
15	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	15	15	225	0,09%	0,30%
16	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	11,3	15	169,5	0,07%	0,23%
17	Activités récréatives pour enfants : ludo parc	commune de Dunkerque	15	10	150	0,06%	0,30%
18	Jeux de plage : trampoline 1	personne privée	12	10	120	0,05%	0,24%
19	Jeux de plage : trampoline 2	personne privée	12	10	120	0,05%	0,24%
20	Espace de Beach Sports	commune de Dunkerque	120	86	10320	4,13%	2,40%
		TOTAL	696,8	310	13423,5	5,37%	13,94%

Superficie exploitable totale d'environ 13424 m² sur un linéaire total de 700 mètres

3.4. Matériaux utilisés

La commune de Dunkerque est attentive à l'intégration des matériaux aux caractéristiques paysagères du site et privilégie des matières naturelles ainsi que la transparence visuelle.

Seules les installations démontables ou transportables ne présentant aucun élément de nature à les ancrer durablement au sol sont autorisées.

3.5. Mode de gestion

L'exploitation des activités est réalisée soit en régie, soit avec des sous-traitants par convention d'exploitation.

3.6. Durée

Ces activités sont exploitées pendant la saison balnéaire du 15 mars au 15 novembre (8 mois) de chaque année puis sont retirées par les exploitants. Cette durée inclut la mise en place, l'exploitation et le démontage des installations.

3.7. Respect des principes liés à l'usage du service public

L'exploitation des activités ne doit pas interrompre ou gêner la libre circulation du public

Les conventions d'exploitation ne peuvent être constitutives de droits réels sur la plage.

IV. INVESTISSEMENTS

Dans le périmètre de la concession, la collectivité ne prévoit pas d'investissement hormis le renouvellement des matériels de nettoyage.

V. DISPOSITIF PORTE A CONNAISSANCE

L'information relative à la concession de plage sera disponible pour le public en mairie.

VI. EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

La plage de Dunkerque est intégrée dans le périmètre du Site Natura 2000 Dunes de la plaine maritime flamande par arrêté du Ministre de l'écologie et du développement durable en date du 13 avril 2007. La Ville de Dunkerque veillera à conserver la plage

dans son état naturel et mesurera l'impact de son intervention et de celle des tiers au regard des objectifs définis.

- Une occupation limitée dans le temps et l'espace
- Une occupation soucieuse du respect de la qualité du milieu
- La protection des espaces dunaires (plantation de végétaux pour conserver l'espace dunaire, lutte contre les déchets

Formulaire en annexe n°8

ANNEXES


- 1. Plan de situation**
- 2. Accès**
- 3. Etude eaux de baignade**
- 4. Contrôle ARS**
- 5. Balisage**
- 6. Lots**
- 7. Plan des aménagements**
- 8. Formulaire Natura 2000**



oteis

 dunkerque

 AGENCE DE L'EAU
ARTOIS - PICARDIE

 Etablissement public du Ministère chargé
du développement durable



Une ingénierie créative au service des équipements et
infrastructures durables

Commune de Dunkerque

Révision n°1 du profil de vulnérabilité des eaux de
baignade

Synthèse de la gestion active

GEI MM13.G0010

Contact : OTEIS
Direction « Environnement & Ingénierie Maritime »
19 avenue de Pythagore 33700 Mérignac
T +33 (0)5 56 56 69 60 - F +33 (0)5 56 56 69 70

Date : Janvier 2017

Présentation des auteurs



Pierre-Emmanuel Fouque

Direction *Environnement & Ingénierie Maritime*

19 avenue de Pythagore

33700 Mérignac

Tel. : (33) 5 56 56 69 60

Fax : (33) 5 56 56 69 70

Version	Date	Modifications	Auteurs	Validé par
01	26/01/2017	Création	Pierre Emmanuel Fouque	Vincent Salbert

1	Introduction.....	4
2	La gestion active des eaux de baignade.....	5
3	Particularité de la gestion active des eaux de baignade de Dunkerque	7
4	Gestion hydraulique préventive du canal exutoire en période estivale.....	8
5	Proposition de gestion active.....	8
6	Conclusion et proposition d'amélioration de la gestion active	11
7	Annexe.....	12

1 Introduction

L'activité balnéaire constitue un enjeu économique mais aussi sociétal majeur pour la commune de Dunkerque, la population résidente ou de passage étant de plus en plus attentive à la qualité de son environnement et donc à la qualité des eaux de baignade.

Le suivi régulier de la qualité des eaux de baignade permet de connaître les impacts de divers rejets éventuels situés à l'amont du site et notamment d'apprécier les éventuels dysfonctionnements liés à l'assainissement qui influenceraient la qualité de l'eau du site de baignade. Le contrôle sanitaire des eaux de baignade est mis en œuvre par les Agences régionales de santé (ARS) et demeure une préoccupation constante du ministère chargé de la santé. Les profils de vulnérabilité des eaux de baignade correspondent à une identification et à une étude des sources de pollution pouvant affecter la qualité de l'eau. Ces études sont destinées à évaluer les risques de pollutions potentielles et à renforcer les outils de prévention à la disposition des gestionnaires.

Le précédent profil des eaux de baignade a été élaboré en 2011. Ce document présente la synthèse de la gestion active préconisée dans la révision du profil de vulnérabilité des baignades de Dunkerque en raison de leur déclassement en qualité « suffisante » (Digue des Alliés en 2013 et Malo Centre en 2014) puis « insuffisante » (Digue des Alliés et Malo Centre en 2015) lors des dernières saisons balnéaires (Figure 1).

En effet, la saison balnéaire 2015 a été marquée par de mauvais résultats (4800 *E.coli*/100 ml et 2700 *E.coli*/100 ml le 24/08/2015, 1600 *E.coli*/100 ml le 13/07/2015 et le 11/08/2015) en raison notamment de la sensibilité de la qualité des eaux de baignade de Dunkerque aux événements pluvieux. La présence de l'avant port de Dunkerque et notamment du canal exutoire à proximité des baignades de Dunkerque complexifie davantage les mécanismes de contamination (courantologie complexe) et engendre une vulnérabilité accrue de ces baignades aux épisodes de pollution (impact de l'ensemble des sources de pollution du bassin versant). La principale source de contamination des eaux de baignade de Dunkerque sont les déversoirs d'orage de la CUD qui déversent par temps de pluie des eaux usées dans le canal exutoire. Les eaux du canal exutoire sont déversées en mer à chaque marée basse au moyen de l'écluse Tixier. Dans une moindre mesure, d'autres sources de pollution sont également susceptibles de dégrader la qualité des eaux de baignade de Dunkerque : rejets des systèmes d'assainissement du GPMD, rejets des activités de plaisance et du trafic maritime,...



Figure 1 : Classement des eaux de baignade de Dunkerque (ARS, 2017)

2 La gestion active des eaux de baignade

La réglementation actuelle donne l'opportunité aux gestionnaires de baignade à recourir à une interdiction temporaire de baignade dans le cas d'une pollution à court terme. Ces fermetures préventives des baignades permettent d'éviter d'exposer les baigneurs à des risques sanitaires et de préserver le classement des baignades.

Une pollution à court terme est une pollution répondant à l'ensemble des critères suivants (cf. articles D.1332-23 et D.1332-24 du code de la santé publique) :

- C'est une contamination microbiologique portant sur les paramètres *Escherichia coli* ou entérocoques intestinaux ou sur des microorganismes pathogènes,
- Ses causes sont clairement identifiables,
- Elle ne devrait normalement pas affecter la qualité des eaux de baignade pendant plus de soixante-douze heures environ à partir du moment où la qualité de ces eaux a commencé à être affectée.

La directive 2006/7/CE précise par ailleurs qu'il s'agit d'une pollution pour laquelle l'autorité compétente a établi des procédures de gestion adéquates pour prévenir l'exposition des baigneurs et prévenir, réduire ou éliminer les sources de pollution. En France, les seuils retenus par le ministère en charge de la santé pour qualifier ces pollutions correspondent aux valeurs limites proposées par l'ANSES (370 entérocoques intestinaux / 100mL et 1000 *Escherichia coli* / 100mL). Ces seuils sont une référence pour la mise en place, par la personne responsable de l'eau de baignade, de procédures de gestion des pollutions à court terme.

Tout prélèvement programmé dans le calendrier du contrôle sanitaire et survenant lors d'une pollution à court terme doit être réalisé. Toutefois, la directive 2006/7/CE prévoit que des échantillons prélevés pendant des pollutions à court terme peuvent être écartés, sous réserve que les conditions concomitantes suivantes soient respectées :

- Les procédures de gestion, notamment les mesures de prévention de l'exposition du public, ont été établies et sont mises en œuvre ;
- Un prélèvement maximum par saison balnéaire ou 15 % maximum du nombre total de prélèvements prévus au cours des 4 années utilisées pour le classement peuvent être écartés, la valeur la plus élevée étant retenue.

Cela ne s'applique qu'aux pollutions à court-terme. Il faut donc exclure les pollutions dont les causes n'ont pas été identifiées ou celles dont la durée a dépassé 72 heures (ce qui est le cas si un résultat du prélèvement de fin d'incident est supérieur à l'un des seuils définis par l'ANSES).

L'opportunité de recourir à une interdiction temporaire de baignade dans le cas d'une pollution à court terme doit s'apprécier en fonction d'un ensemble de paramètres : indicateurs du profil, intensité de la contamination, connaissance de son origine, durée écoulée entre la date de prélèvement et le signalement de la contamination, conditions météo-océaniques, caractéristiques intrinsèques du site de baignade et des conclusions de l'enquête de terrain qui doit être réalisée par la personne responsable de l'eau de baignade. Il appartient à l'ARS de juger de la pertinence des mesures de gestion prises (celles-ci doivent être prévues par le profil s'il existe) et surtout de leur effectivité au moment du prélèvement de l'échantillon d'eau en cause. Il est important que la personne responsable de l'eau de baignade tienne informée l'ARS de ses décisions dans les meilleurs délais. Par exemple, un prélèvement ne pourra être écarté si la baignade était ouverte au public au moment où il a été effectué ou si l'interdiction n'a été mise en œuvre qu'après obtention du résultat d'analyse.

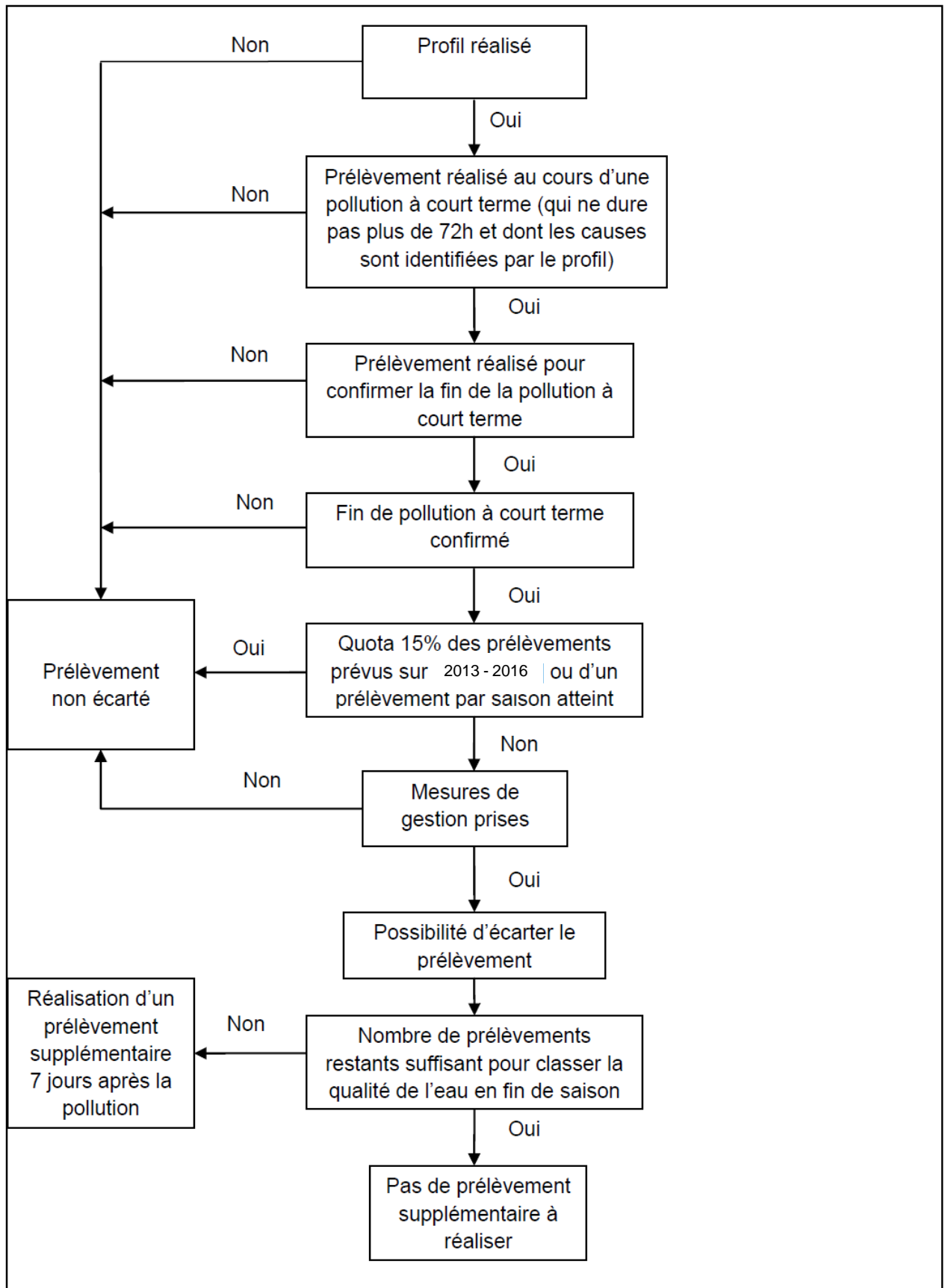


Figure 2 : Logigramme relatif à la possibilité d'écarter un prélèvement

3 Particularité de la gestion active des eaux de baignade de Dunkerque

D'une manière générale, le mécanisme de contamination des eaux de baignade de Dunkerque est complexe et les relations entre les paramètres météo-océaniques (précipitations, marée, vent, courant,...) et la qualité des eaux de baignade ne sont pas évidentes.

Néanmoins, on note un gradient décroissant de la contamination lorsque l'on s'éloigne de l'avant-port de Dunkerque. La baignade de la Digue des Alliés présente un bruit de fond récurrent (concentrations moyennes) du fait de sa position proche de l'avant-port de Dunkerque et semble peu dépendante des conditions météo-océaniques. A l'inverse, les baignades de Malo Centre et surtout de Malo Terminus sont davantage sensibles aux conditions météo-océaniques et plus particulièrement à certaines conditions de marée et de vent. **Face aux nombreuses incertitudes, il apparaît nécessaire de mettre en place des analyses rapides afin de disposer d'une estimation de la contamination de la baignade avant de prendre la décision d'ouvrir ou de fermer la baignade.**

Par ailleurs lors de la saison balnéaire, il est important d'assurer au quotidien un suivi des conditions météo-océaniques et des déversements de l'assainissement afin d'anticiper les épisodes de contamination des eaux de baignade et de réaliser préventivement des fermetures temporaires des eaux de baignade. Aussi, chaque matin en période estival, le service assainissement de la CUD doit réaliser un bilan des dysfonctionnements et déversements réalisés par le système d'assainissement lors de la nuit et des journées précédentes. De plus, le gestionnaire de l'écluse Tixier (binôme Institution intercommunale des Watteringues et GPMD) doit adopter une gestion dynamique du rejet du canal exutoire et être joignable afin de pouvoir ajuster le fonctionnement de l'écluse Tixier en cas d'évènements défavorables pour la qualité sanitaire des eaux de baignade de Dunkerque.

Actuellement, le schéma principal de contamination bactérienne significative des eaux de baignade de Dunkerque est le suivant :

- 1. Précipitations cumulées importantes** (> 20 mm sur 48h) engendrant une contamination du canal exutoire en raison notamment des déversements des nombreux déversoirs d'orage. Cette dégradation de la qualité sanitaire du canal exutoire et de son rejet peut être rapide ou relativement longue (quelques heures à 24 heures) ;
- 2. Ouverture de l'écluse Tixier et déversement du rejet du canal exutoire à la faveur de la première marée basse** et malgré la gestion dynamique d'optimisation de la rétention de ce rejet ;
- 3. La pollution du canal exutoire** est d'abord bloqué dans le port à la faveur de la marée montante suivant le rejet effectué à marée basse, puis est évacué en mer en direction de l'Ouest, pour enfin **arriver potentiellement sur les plages au plus tôt 12h (marée de vive eau) ou 24h (marée de morte eau) après le rejet à la faveur de la 2^{ème} ou de la 3^{ème} marée montante suivant le rejet.** Enfin, la **contamination maximale des baignades est atteinte lors de la quatrième marée haute suivant le rejet** (36h après le rejet).

4 Gestion hydraulique préventive du canal exutoire en période estivale

Les résultats de la modélisation du rejet du canal Exutoire ont démontré l'efficacité du fractionnement et de ce rejet. En effet, un rejet ponctuel du canal exutoire n'engendre pas d'impact important sur la qualité des eaux de baignade de Dunkerque contrairement aux rejets réguliers (à chaque marée basse). En effet, la rétention du rejet du canal exutoire permet d'augmenter le temps de transit (et donc la mortalité naturelle des bactéries) ainsi que la dilution du rejet.

Les tests d'optimisation du fonctionnement de l'écluse Tixier effectuée par la société ISL ainsi que leur validation lors de la saison balnéaire 2016 confirment l'efficacité d'une gestion dynamique de l'écluse Tixier puisqu'elle :

- engendre un écrêtement des volumes journaliers sortants,
- n'implique pas de dépassement du niveau maximal observé du canal,
- reste identique à la gestion actuelle lorsque le niveau du canal est bas (faible apport d'eau).

Les objectifs à atteindre pour optimiser la gestion dynamique du rejet du canal Exutoire sont de consigner au maximum l'écluse Tixier et ses rejets associés (jusqu'à deux marées basses si possible) tout en écrétant au maximum les volumes rejetés. Toutefois, cette solution présente des limites puisque la consignation de l'écluse Tixier est impossible lors des événements pluvieux les plus importants et la rétention du rejet sur deux cycles de marée est difficilement envisageable.

5 Proposition de gestion active

Du fait de la vulnérabilité des eaux de baignade de Dunkerque, la mise en place d'une gestion active apparaît nécessaire. Aussi, **la nomination d'un responsable technique en période balnéaire est essentiel afin de développer une expertise locale sur la problématique**, de centraliser les informations des différents acteurs concernés et d'assurer la gestion active de la qualité des eaux de baignade en concertation avec l' élu responsable de la baignade.

Cette gestion active, dont les principales étapes sont présentées ci-après, est effectuée à la fois par Veolia ainsi que par la CUD et la commune de Dunkerque. En complément de cette gestion active, le GPMD et l'Institution intercommunale des Watteringues assurent une gestion dynamique de l'écluse Tixier afin d'écrêter au maximum les rejets du canal Exutoire.

1. **Veolia : réalisation quotidienne d'investigations et d'analyses rapides (Coliplage) de la qualité des eaux de baignade**
2. **CUD : transmission des données d'autosurveillance des différents rejets du système d'assainissement et notamment les déversements effectués par les principaux déversoirs d'orage**
3. **Mairie de Dunkerque : prise de décision sur l'ouverture ou la fermeture de la baignade à l'aide des outils de gestion active et des éléments transmis par Véolia, la CUD et le GPMD**

Bien qu'il existe une infinité de scénarios en raison de la forte variabilité des conditions météo-océaniques et du caractère aléatoire des mécanismes de contamination des baignades de Dunkerque, **on peut simplifier la gestion active en quatre scénarios** :

- **Scénario 1** : Temps sec, absence de déversement des réseaux d'assainissement et bon résultat des analyses rapides
→ **Ouverture de la baignade**
- **Scénario 2** : Temps humide, faible déversement des réseaux d'assainissement et bon résultat des analyses rapides
→ **Ouverture de la baignade**
- **Scénario 3** : Temps humide, déversement moyen des réseaux d'assainissement et résultat moyen des analyses rapides
→ **Ouverture ou fermeture préventive de la baignade** selon les conditions les conditions météo-océaniques (précipitations, vent, état et coefficient de marée,...)
- **Scénario 4** : Précipitations importantes, déversement important des réseaux d'assainissement et mauvais résultat des analyses rapides
→ **Fermeture préventive de la baignade**

Malgré la mise en place d'une gestion dynamique du rejet de l'ouvrage Tixier, les baignades de Dunkerque restent vulnérables à des épisodes de contamination. En effet, lors de précipitations importantes, l'écrêtement du rejet du canal exutoire n'est pas suffisant et le flux bactériens élevés du rejet du canal Exutoire est susceptible d'impacter significativement la qualité sanitaire des eaux de baignade de Dunkerque.

L'organisation des procédures de gestion active est la même que celle éditée en 2011 (voir annexe). On note néanmoins, une révision et un ajustement des différents seuils de déclenchement des fermetures préventives des baignades suite à la révision de l'influence des paramètres météo-océaniques sur la qualité des eaux de baignade 2011 - 2015 et des résultats de la modélisation hydrodynamique du rejet du canal Exutoire. Par ailleurs, la commune de Dunkerque, la CUD et le GPMD sont davantage impliqués dans la gestion active des eaux de baignade.

Les outils d'aide à la décision et de structuration de la réflexion en matière de gestion active de la qualité des eaux de baignade de Dunkerque sont présentés ci-après (Tableau 1, Tableau 2).

Baignades de la digue des Alliés et de Malo Centre				
Ordre	Paramètres	Seuils	Effets	Actions
1	Résultat Coliplage	>2000 germes/100ml	Risque important de contamination	Fermeture préventive et consignation de l'écluse Tixier
		1000 < X < 2000 germes /100ml	Risque potentiel de contamination	Fermeture préventive et consignation de l'écluse Tixier si absence de consignation de l'écluse Tixier ou dépassement du seuil d'un paramètre d'ordre supérieur
2	Assainissement	Si déversement important des DO ou dysfonctionnement	Risque potentiel de contamination	Consignation de l'écluse Tixier et fermeture préventive si dépassement du seuil d'un paramètre d'ordre 1 ou 3
	Pluie sur 24H ou 48H	> 5 mm sur 24H > 10 mm sur 48H		
3	Etat des marées aux heures de la baignade	Marée montante ou marée haute	Favorise la contamination si présence d'un risque	Fermeture préventive et consignation de l'écluse Tixier uniquement si dépassement d'un seuil de paramètre 1 ou 2
	Coefficient de marée	Faible coefficient de marée (<70)		
	Vent significatif > 15 km/h	Alliés : Sud à Sud Est, Nord Est à Nord Ouest, Ouest à Sud Ouest Malo Centre : Nord Ouest à Sud pour		

Tableau 1 : Outil d'aide à la décision pour la gestion active des baignades de la digue des Alliés et de Malo Centre

Baignade de Malo Terminus				
Ordre	Paramètres	Seuils	Effets	Actions
1	Résultat Coliplage	>2000 germes/100ml	Risque important de contamination	Fermeture préventive et consignation de l'écluse Tixier
		1000 < X < 2000 germes /100ml	Risque potentiel de contamination	Fermeture préventive et consignation de l'écluse Tixier si absence de consignation de l'écluse Tixier ou dépassement du seuil d'un paramètre d'ordre supérieur
2	Assainissement	Si déversement important des DO ou dysfonctionnement	Risque potentiel de contamination	Consignation de l'écluse Tixier et fermeture préventive si dépassement du seuil d'un paramètre d'ordre 1 ou 3
	Pluie sur 24H ou 48H	> 10 mm sur 24H > 20 mm sur 48H		
3	Etat des marées aux heures de la baignade	Marée montante	Favorise la contamination si présence d'un risque	Fermeture préventive et consignation de l'écluse Tixier uniquement si dépassement d'un seuil de paramètre 1 ou 2
	Coefficient de marée	Faible coefficient de marée (<70)		
	Vent significatif > 15 km/h	Sud, Est Nord Est à Nord Ouest, Ouest à Sud Ouest		

Tableau 2 : Outil d'aide à la décision pour la gestion active de la baignade de Malo Terminus

6 Conclusion et proposition d'amélioration de la gestion active

La gestion active préconisée permet de disposer d'analyses rapides de la qualité des eaux de baignade ainsi qu'un outil d'aide à la décision permettant de réaliser des fermetures préventives rationnelles afin d'éviter aux baigneurs de s'exposer à des risques sanitaires et de dégrader davantage le classement des différentes baignades. Par ailleurs, la gestion dynamique de l'écluse Tixier permet d'écarter les volumes déversés par le canal exutoire et parfois de consigner totalement le rejet le temps d'un cycle de marée.

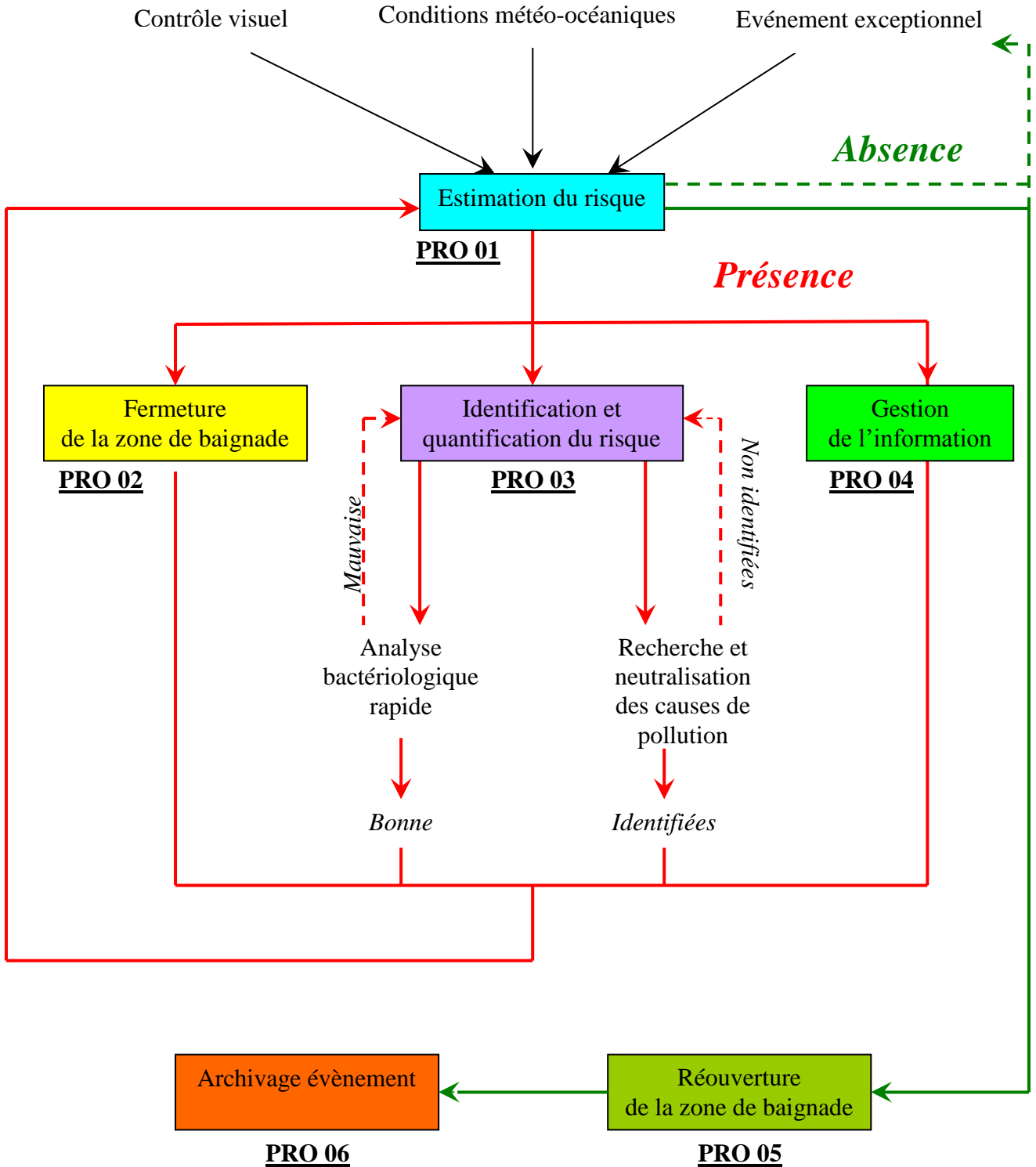
Néanmoins, il faut rester vigilant car la consignation du rejet du canal Exutoire n'est pas envisageable d'un point de vue technique lors des événements pluvieux les plus importants (risque d'inondation) qui sont généralement responsables d'une dégradation de la qualité sanitaire des eaux de baignade de Dunkerque. Dans ce cas, **seule une fermeture préventive des zones de baignade permettra de limiter les risques sanitaires.**

Il est indispensable de conserver un regard critique lors de la gestion active puisque celle-ci reste théorique, sensible aux variations des conditions météo-océaniques et dépend de paramètres (précipitations, déversements des DO, analyses rapides,...) présentant des relations parfois peu évidentes avec la qualité des eaux de baignade. Il est nécessaire de mettre en place **des analyses rapides quotidiennes et de nommer un responsable technique afin de développer une expertise locale** sur la problématique et de mener une réflexion structurée (en s'aidant des outils proposés) en adoptant un sens marin quand à l'interprétation de l'influence des différents facteurs météo-océaniques.

Pour conclure, il est important de garder à l'esprit que les mesures de gestion active permettront d'éviter la détérioration du classement de la baignade ainsi que l'exposition des baigneurs à des risques sanitaires. Néanmoins, ces mesures sont des solutions à court terme étant donné leur coût (analyse supplémentaire, gestion quotidienne des événements, mise en place d'une autosurveillance, manœuvre des ouvrages hydrauliques,...) et les fermetures préventives qu'elles impliquent (baisse de l'affluence touristique,...). Ainsi, pour reconquérir la qualité des eaux de baignade de Dunkerque, il est rationnel d'agir également sur le long terme et d'entreprendre les travaux préconisés.

7 Annexe

Les fiches présentées dans les chapitres suivants proposent les procédures de gestion active en cas de risque sanitaire inhérent à la qualité des eaux de baignade. Le synopsis des procédures de gestion active de la zone de baignade est présenté ci-dessous.



Procédure 01 (PRO 01) : Estimation du risque en cas de supposition d'altération de la qualité des eaux de baignade

Coordonnées des intervenants

Gestion active des eaux de baignade				
Mme Martine ARLABOSSE	Adjointe de quartier de Malo Les Bains	Ville de Dunkerque, Hôtel de Ville, place Charles Valentin, BP 6537, 59386 Dunkerque cedex 1	martine.arlabosse@ville-dunkerque.fr	03 28 26 26 15
M. Alain LEFEBVRE	Directeur du Cadre de Vie, ville de Dunkerque	Ville de Dunkerque, ateliers municipaux, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	alain.lefebvre@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 12
M. Jacques VANMAIRIS	Ingénieur de Quartier de Malo Les Bains	Ville de Dunkerque, Mairie de Quartier de Malo Les Bains	jacques.vanmairis@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 40 / 06 72 87 86 46
Mme Séverine ARNOUITS-DEGRAND	Chargée de l'Ecologie Urbaine, ville de Dunkerque	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie , 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	severine.arnouts@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 41/ 06 08 96 49 69
M. Karl HAEZEBROUCK	Ville de Dunkerque Responsable de la propreté urbaine	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie , 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	karl.haezebrouck@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 82 / 06 76 87 74 65
M. Bertrand PETIT	Ville de Dunkerque, cellule coordination travaux	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie , 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	bertrand.petit@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 87
M. Fabrice BUYS	Ville de Dunkerque, cellule coordination travaux	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie , 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	fabrice.buys@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 88
M. Philippe PARENT	Responsable	Institution intercommunale des Watteringues 7 rue du Colonel Doyen BP 40373 62505 Saint Omer Cedex	philippe.parent@institution-watteringues.fr	03 21 38 20 56
M. Stéphane VANHEE	Chargé de mission	Institution intercommunale des Watteringues 7 rue du Colonel Doyen BP 40373 62505 Saint Omer Cedex	stephane.vanhee@institution-watteringues.fr	03 21 38 20 56
M. Patrice LECLERC	Directeur	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	patrice.leclerc@tud.fr	03 28 62 71 53
M. Richard BLEUSE	Epuraton et traitement des eaux	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	richard.bleuse@tud.fr	03 28 23 69 06
M. Frédéric VERHAEGHE	Réseau d'assainissement et gestion patrimoniale	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	frederic.verhaeghe@tud.fr	03 28 62 70 00 poste 4052
Mme Elise WUILLEMIN	Epuraton et traitement des eaux	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	elise.wuillemin@tud.fr	03 28 23 69 98
Christine DOBRONIAK	Chargée Développement Durable- Biodiversité	GPMD Terre plein Guillain BP 6534 59386 DK	cdobroniak@portdedunkerque.fr	03 28 28 75 20
M. Franck ROTH	GPMD Département Exploitation	GPMD Terre plein Guillain BP 6534 59386 DK	froth@portdedunkerque.fr	06 74 40 39 89
M. Baptiste GROS	GPMD Département Exploitation	GPMD Terre plein Guillain BP 6534 59386 DK	bgros@portdedunkerque.fr	06 88 15 17 75 / 03 28 28 76 85
Mme Cécile NOLOT	Ingénieur d'études sanitaires des eaux de loisirs, Pole Qualité des Eaux	ARS Nord Pas de Calais Département Santé Environnement 556 avenue Willy Brant 59777 EURALILLE	cecile.nolot@ars.sante.fr	03 62 72 88 26
M. François LOGIE	Technicien Sanitaire et de Sécurité Sanitaire Principal "Eaux de loisirs"	ARS Service Qualité des Eaux Nord Pas de Calais	francois.logie@ars.sante.fr	03 62 72 88 37
Mme Annabelle MORMENTYN	Agence de l'Eau Artois Picardie, Mission Littoral / Boulogne sur Mer	Agence de l'Eau Artois Picardie 56 rue Ferdinand Buisson 62203 Boulogne sur Mer	a.momentyn@eau-artois-picardie.fr	03 21 30 95 75
M. David SZAREK	DDTM 59, Délégation Territoriale Flandre, chef d'unité, Eau, Environnement, risques	Les 3 Ponts, 30 rue L'Hermitte, BP 6533, 59386 Dunkerque cedex	david.szarek@nord.gouv.fr	03 28 24 44 41
M. Christophe RISPAL	Directeur Général	SIDF 124 avenue du Large BP 83 59942 DK cedex 2	c.rispal@lesdunesdeflandre.fr	03 28 24 59 80
M. Thierry MARQUIS	Responsable des postes de secours	SIDF 124 avenue du Large BP 83 59942 DK cedex 2	t.marquis@lesdunesdeflandre.fr	06 85 08 37 71
Pierre Emmanuel FOUQUE	Chargé d'études	OTEIS Environnement et Ingénierie Maritime, Domaine de Pelus, 19 avenue de Pythagore, 33700 MERIGNAC	pierreemmanuel.fouque@oteis.fr	05 56 56 69 74 / 06 24 86 66 81
Vincent SALBERT	Responsable Environnement et Ingénierie Maritime	OTEIS Environnement et Ingénierie Maritime, Domaine de Pelus, 19 avenue de Pythagore, 33700 MERIGNAC	vincent.salbert@oteis.fr	06 27 00 09 01
Gwenaëlle COTONNEC	Directrice de IDRA Ingénierie	IDRA Ingénierie, Parc d'activités Créanor, 2 route de Bergues, 59210 Coudekerque Branche	g.cotonnec@idra-environnement.com	06 13 34 60 18
Philippe DUVERLIE	Centre Régional Nord Pas de Calais Directeur Adjoint en charge du littoral	Véolia Compagnie Générale des Eaux 86 Bld Chanzy BP 235 62 203 Boulogne sur Mer cedex	philippe.duverlie@veolia.com	03 21 87 89 62 / 06 16 53 02 86
Marie THULLIER	Pôle qualité produit - Direction Ingénierie	Véolia Compagnie Générale des Eaux 86 Bld Chanzy BP 235 62 203 Boulogne sur Mer cedex	marie.thullier@veolia.com	03 21 87 92 00

Objet de la procédure

La présente procédure s'applique dans tous les cas où un risque supposé d'altération de la qualité sanitaire des eaux de baignade est pressenti. Elle a pour objet de définir les actions à mener pour enclencher ou non le processus de fermeture temporaire de la zone de baignade.

Actions à mener

L'information de risque de pollution peut venir soit d'un constat visuel sur la zone de baignade, soit de conditions météo-océaniques dégradantes (précipitations, vent,...), soit d'un évènement exceptionnel (casse réseau d'assainissement, déversement d'eaux usées en mer,...), soit des résultats des analyses rapides. Dans tous les cas, les intervenants impliqués doivent être :

- l' élu de permanence ;
- le directeur général des services ;
- le directeur des services techniques ;
- le chef de poste MNS ;

Dans le cas d'un constat visuel ou rapporté sur la plage

Le **chef de poste MNS** informe le **directeur général des services** de l'incident et de la possibilité d'une altération de la qualité des eaux de baignade. Il hisse le drapeau signifiant une interdiction de baignade et informe les usagers de la plage de l'interruption temporaire d'autorisation de baignade par voies orale (si existante) et physique.

Le **directeur général des services** informe l' **élu de permanence** et le **directeur des services techniques** de la situation.

L' **élu de permanence**, après prise de connaissance des faits et sur la base des éléments disponibles, prend la décision de fermeture ou non de la zone de baignade et enclenche les procédures PRO 02, PRO 03 et PRO 04.

Le **directeur général des services** informe les différents intervenants, mentionnés dans le tableau intitulé « coordonnées des intervenants », de l'engagement des procédures ou le chef de poste MNS de la fin de la procédure.

Dans ce dernier cas, le **chef de poste MNS** hisse le drapeau signifiant l'autorisation de baignade et informe les usagers de la plage de la levée du risque sanitaire.

Dans le cas de conditions météo-océaniques dégradantes (voir tableaux pages suivantes)

Le **directeur général des services** informe le **chef de poste MNS** des conditions météo-océaniques actuelles et prévues ainsi que de la possibilité d'une altération de la qualité des eaux de baignade. Il informe l' **élu de permanence** et le **directeur des services techniques** de la situation.

Le **chef de poste MNS** hisse le drapeau signifiant une interdiction de baignade et informe les usagers de la plage de l'interruption temporaire d'autorisation de baignade par voies orale (si existante) et physique.

L' **élu de permanence**, après prise de connaissance des faits, consultation des recommandations des tableaux de gestion active, et sur la base des éléments disponibles, prend la décision de fermeture ou non de la zone de baignade et enclenche les procédures PRO 02, PRO 03 et PRO 04.

Le **directeur général des services** informe les différents intervenants, mentionnés dans le tableau intitulé « coordonnées des intervenants », de l'engagement des procédures ou le chef de poste MNS de la fin de la procédure.

Dans ce dernier cas, le **chef de poste MNS** hisse le drapeau signifiant l'autorisation de baignade et informe les usagers de la plage de la levée du risque sanitaire.

- **Baignade de la digue des Alliés et de Malo centre :**

Baignades de la digue des Alliés et de Malo Centre				
Ordre	Paramètres	Seuils	Effets	Actions
1	Résultat Coliplage	>2000 germes/100ml	Risque important de contamination	Fermeture préventive et consignation de l'écluse Tixier
		1000 < X < 2000 germes /100ml	Risque potentiel de contamination	Fermeture préventive et consignation de l'écluse Tixier si absence de consignation de l'écluse Tixier ou dépassement du seuil d'un paramètre d'ordre supérieur
2	Assainissement	Si déversement important des DO ou dysfonctionnement	Risque potentiel de contamination	Consignation de l'écluse Tixier et fermeture préventive si dépassement du seuil d'un paramètre d'ordre 1 ou 3
	Pluie sur 24H ou 48H	> 5 mm sur 24H > 10 mm sur 48H		
3	Etat des marées aux heures de la baignade	Marée montante ou marée haute	Favorise la contamination si présence d'un risque	Fermeture préventive et consignation de l'écluse Tixier uniquement si dépassement d'un seuil de paramètre 1 ou 2
	Coefficient de marée	Faible coefficient de marée (<70)		
	Vent significatif > 15 km/h	Alliés : Sud à Sud Est, Nord Est à Nord Ouest, Ouest à Sud Ouest Malo Centre : Nord Ouest à Sud pour		

- Baignade de la digue de Malo terminus :

Baignade de Malo Terminus				
Ordre	Paramètres	Seuils	Effets	Actions
1	Résultat Coliplage	>2000 germes/100ml	Risque important de contamination	Fermeture préventive et consignation de l'écluse Tixier
		1000 < X < 2000 germes /100ml	Risque potentiel de contamination	Fermeture préventive et consignation de l'écluse Tixier si absence de consignation de l'écluse Tixier ou dépassement du seuil d'un paramètre d'ordre supérieur
2	Assainissement	Si déversement important des DO ou dysfonctionnement	Risque potentiel de contamination	Consignation de l'écluse Tixier et fermeture préventive si dépassement du seuil d'un paramètre d'ordre 1 ou 3
	Pluie sur 24H ou 48H	> 10 mm sur 24H > 20 mm sur 48H		
3	Etat des marées aux heures de la baignade	Marée montante	Favorise la contamination si présence d'un risque	Fermeture préventive et consignation de l'écluse Tixier uniquement si dépassement d'un seuil de paramètre 1 ou 2
	Coefficient de marée	Faible coefficient de marée (<70)		
	Vent significatif > 15 km/h	Sud, Est Nord Est à Nord Ouest, Ouest à Sud Ouest		

Dans le cas d'un évènement exceptionnel ou rapporté en mairie

Le **directeur général des services** informe le **chef de poste MNS** de l'incident et de la possibilité d'une altération de la qualité des eaux de baignade. Il informe l'**élu de permanence** et le **directeur des services techniques** de la situation.

Le **chef de poste MNS** hisse le drapeau signifiant une interdiction de baignade et informe les usagers de la plage de l'interruption temporaire d'autorisation de baignade par voies orale (si existante) et physique.

L'**élu de permanence**, après prise de connaissance des faits, consultation des recommandations du tableau de gestion active, et sur la base des éléments disponibles, prend la décision ou non de fermeture de la zone de baignade et enclenche les procédures PRO 02, PRO 03 et PRO 04.

Le **directeur général des services** informe les différents intervenants, mentionnés dans le tableau intitulé « coordonnées des intervenants », de l'engagement des procédures ou le chef de poste MNS de la fin de la procédure.

Dans ce dernier cas, le **chef de poste MNS** hisse le drapeau signifiant l'autorisation de baignade et informe les usagers de la plage de la levée du risque sanitaire.

Gestion active	<u>Procédure PRO 01 : Estimation du risque</u>	
<u>Analyse des sources de pollution</u>	Déversement significatif d'une source ayant un score de risque d'impact important	<p align="center"><u>Alerte :</u></p> <p align="center">Fermeture préventive (PRO 02) + Communication (PRO 04) + Identification et quantification du risque (PRO 03)</p> <p align="center">(si analyse rapide bonne et source neutralisée, retour en procédure d'estimation du risque (PRO 01))</p>
	Déversement significatif d'une source ayant un score de risque d'impact moyen	<p align="center"><u>Pré-alerte :</u></p> <p align="center">Identification et quantification du risque (PRO 03)</p> <p align="center">(si analyse rapide mauvaise ou source non neutralisée ou météo dégradante passage en situation d'Alerte et fermeture préventive (PRO 02) sinon retour en procédure d'estimation du risque (PRO 01)))</p>
	Déversement significatif d'une source ayant un score de risque d'impact faible	<p align="center"><u>Vigilance accrue :</u></p> <p align="center">Procédure d'estimation du risque (PRO 01) + Neutralisation de la source de pollution</p> <p align="center">(si météo dégradante ou source non neutralisée passage en situation de Pré-alerte)</p>

Tableau 3 : Outil d'aide à la décision en matière de gestion active des baignades lors d'un évènement exceptionnel

Procédure 02 (PRO 02) : Fermeture de la zone de baignade

Coordonnées des intervenants

Gestion active des eaux de baignade				
Mme Martine ARLABOSSE	Adjointe de quartier de Malo Les Bains	Ville de Dunkerque, Hôtel de Ville, place Charles Valentin, BP 6537, 59386 Dunkerque cedex 1	martine.arlabosse@ville-dunkerque.fr	03 28 26 26 15
M. Alain LEFEBVRE	Directeur du Cadre de Vie, ville de Dunkerque	Ville de Dunkerque, ateliers municipaux, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	alain.lefebvre@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 12
M. Jacques VANMAIRIS	Ingénieur de Quartier de Malo Les Bains	Ville de Dunkerque, Mairie de Quartier de Malo Les Bains	jacques.vanmairis@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 40 / 06 72 87 86 46
Mme Séverine ARNOUITS-DEGRAND	Chargée de l'Ecologie Urbaine, ville de Dunkerque	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	severine.arnouts@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 41 / 06 08 96 49 69
M. Karl HAEZEBROUCK	Ville de Dunkerque Responsable de la propreté urbaine	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	karl.haezebrouck@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 82 / 06 76 87 74 65
M. Bertrand PETIT	Ville de Dunkerque, cellule coordination travaux	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	bertrand.petit@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 87
M. Fabrice BUYS	Ville de Dunkerque, cellule coordination travaux	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	fabrice.buys@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 88
M. Philippe PARENT	Responsable	Institution intercommunale des Watteringues 7 rue du Colonel Doyen BP 40373 62505 Saint Omer Cedex	philippe.parent@institution-watteringues.fr	03 21 38 20 56
M. Stéphane VANHEE	Chargé de mission	Institution intercommunale des Watteringues 7 rue du Colonel Doyen BP 40373 62505 Saint Omer Cedex	stephane.vanhee@institution-watteringues.fr	03 21 38 20 56
M. Patrice LECLERC	Directeur	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	patrice.leclerc@tud.fr	03 28 62 71 53
M. Richard BLEUSE	Epuraton et traitement des eaux	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	richard.bleuse@tud.fr	03 28 23 69 06
M. Frédéric VERHAEGHE	Réseau d'assainissement et gestion patrimoniale	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	frederic.verhaeghe@tud.fr	03 28 62 70 00 poste 4052
Mme Elise WUILLEMIN	Epuraton et traitement des eaux	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	elise.wuillemin@tud.fr	03 28 23 69 98
Christine DOBRONIAK	Chargée Développement Durable- Biodiversité	GPMD Terre plein Guillain BP 6534 59386 DK	cdobroniak@portdedunkerque.fr	03 28 28 75 20
M. Franck ROTH	GPMD Département Exploitation	GPMD Terre plein Guillain BP 6534 59386 DK	froth@portdedunkerque.fr	06 74 40 39 89
M. Baptiste GROS	GPMD Département Exploitation	GPMD Terre plein Guillain BP 6534 59386 DK	bgros@portdedunkerque.fr	06 88 15 17 75 / 03 28 28 76 85
Mme Cécile NOLOT	Ingénieur d'études sanitaires des eaux de loisirs, Pole Qualité des Eaux	ARS Nord Pas de Calais Département Santé Environnement 556 avenue Willy Brant 59777 EURALLILLE	cecile.nolot@ars.sante.fr	03 62 72 88 26
M. François LOGIE	Technicien Sanitaire et de Sécurité Sanitaire Principal "Eaux de loisirs"	ARS Service Qualité des Eaux Nord Pas de Calais	francois.logie@ars.sante.fr	03 62 72 88 37
Mme Annabelle MORMENTYN	Agence de l'Eau Artois Picardie, Mission Littoral / Boulogne sur Mer	Agence de l'Eau Artois Picardie 56 rue Ferdinand Buisson 62203 Boulogne sur Mer	a.mormentyn@eau-artois-picardie.fr	03 21 30 95 75
M. David SZAREK	DDTM 59, Délégation Territoriale Flandre, chef d'unité, Eau, Environnement, risques	Les 3 Ponts, 30 rue L'Hermitte, BP 6533, 59386 Dunkerque cedex	david.szarek@nord.gouv.fr	03 28 24 44 41
M. Christophe RISPAL	Directeur Général	SIDF 124 avenue du Large BP 83 59942 DK cedex 2	c.rispal@lesdunesdeflandre.fr	03 28 24 59 80
M. Thierry MARQUIS	Responsable des postes de secours	SIDF 124 avenue du Large BP 83 59942 DK cedex 2	t.marquis@lesdunesdeflandre.fr	06 85 08 37 71
Pierre Emmanuel FOUQUE	Chargé d'études	OTEIS Environnement et Ingénierie Maritime, Domaine de Pelus, 19 avenue de Pythagore, 33700 MERIGNAC	pierremmanuel.fouque@oteis.fr	05 56 56 69 74 / 06 24 86 66 81
Vincent SALBERT	Responsable Environnement et Ingénierie Maritime	OTEIS Environnement et Ingénierie Maritime, Domaine de Pelus, 19 avenue de Pythagore, 33700 MERIGNAC	vincent.salbert@oteis.fr	06 27 00 09 01
Gwenaëlle COTONNEC	Directrice de IDRA Ingénierie	IDRA Ingénierie, Parc d'activités Créanor, 2 route de Bergues, 59210 Coudekerque Branche	g.cotonnec@idra-environnement.com	06 13 34 60 18
Philippe DUVERLIE	Centre Régional Nord Pas de Calais Directeur Adjoint en charge du littoral	Véolia Compagnie Générale des Eaux 86 Bld Chanzy BP 235 62 203 Boulogne sur Mer cedex	philippe.duverlie@veolia.com	03 21 87 89 62 / 06 16 53 02 86
Marie THULLIER	Pôle qualité produit - Direction Ingenierie	Véolia Compagnie Générale des Eaux 86 Bld Chanzy BP 235 62 203 Boulogne sur Mer cedex	marie.thullier@veolia.com	03 21 87 92 00

Objet de la procédure

La présente procédure s'applique dans tous les cas où une fermeture préventive ou curative d'une zone de baignade s'impose. Elle a pour objet de définir les actions à mener pour procéder à la fermeture de la zone de baignade.

Actions à mener

Le déclenchement de la procédure de fermeture de la zone de baignade est obligatoirement pris par le **maire** ou par l'**élu de permanence** et est susceptible d'impliquer l'ensemble des intervenants destinataires de cette procédure.

Dans le cas d'une zone de baignade surveillée

Le **maire** ou l'**élu de permanence** prend un arrêté municipal de fermeture de la zone de baignade avec effet immédiat sans limitation de durée.

Le **directeur général des services** transmet l'arrêté aux destinataires de cette procédure et s'assure de la bonne réception de l'information. Il veille à être informé en permanence des actions techniques mises en œuvre par le **directeur des services techniques** et par les actions de communication prises par le **service de communication municipal**.

Le **directeur des services techniques** s'assure de la mise en place de panneaux d'interdiction de la baignade en nombre et en qualité suffisantes. Il s'assure que la totalité des accès à la plage est équipée de ces panneaux. Si la contamination est susceptible d'affecter également la plage, il met en place une barrière physique interdisant au public l'accès à celle-ci. Il informe le **directeur général des services** des actions entreprises.

Le **chef de poste MNS** substitue les résultats de la qualité des eaux de baignade affichés par un panneau explicite et suffisamment visible indiquant la suspicion d'une contamination microbiologique des eaux de baignade. Il maintient le drapeau signifiant une interdiction de baignade et informe les usagers par voies orale et physique de l'interdiction de baignade pour cause de suspicion de pollution microbiologique des eaux.

Le **service de communication municipal** rédige un communiqué à destination de la presse mentionnant que sous couvert du principe de précaution la baignade est momentanément suspendue par décision du maire de la commune. Il informe le **directeur général des services** des actions entreprises.

Procédure 03 (PRO 03) : Identification et quantification du risque

Coordonnées des intervenants

Gestion active des eaux de baignade				
Mme Martine ARLABOSSE	Adjointe de quartier de Malo Les Bains	Ville de Dunkerque, Hôtel de Ville, place Charles Valentin, BP 6537, 59386 Dunkerque cedex 1	martine.arlabosse@ville-dunkerque.fr	03 28 26 26 15
M. Alain LEFEBVRE	Directeur du Cadre de Vie, ville de Dunkerque	Ville de Dunkerque, ateliers municipaux, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	alain.lefebvre@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 12
M. Jacques VANMAIRIS	Ingénieur de Quartier de Malo Les Bains	Ville de Dunkerque, Mairie de Quartier de Malo Les Bains	jacques.vanmairis@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 40 / 06 72 87 86 46
Mme Séverine ARNOUITS-DEGRAND	Chargée de l'Ecologie Urbaine, ville de Dunkerque	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie , 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	severine.arnouits@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 41/ 06 08 96 49 69
M. Karl HAEZEBROUCK	Ville de Dunkerque Responsable de la propreté urbaine	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie , 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	karl.haezebrouck@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 82 / 06 76 87 74 65
M. Bertrand PETIT	Ville de Dunkerque, cellule coordination travaux	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie , 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	bertrand.petit@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 87
M. Fabrice BUYS	Ville de Dunkerque, cellule coordination travaux	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie , 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	fabrice.buys@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 88
M. Philippe PARENT	Responsable	Institution intercommunale des Watteringues 7 rue du Colonel Doyen BP 40373 62505 Saint Omer Cedex	philippe.parent@institution-watteringues.fr	03 21 38 20 56
M. Stéphane VANHEE	Chargé de mission	Institution intercommunale des Watteringues 7 rue du Colonel Doyen BP 40373 62505 Saint Omer Cedex	stephane.vanhee@institution-watteringues.fr	03 21 38 20 56
M. Patrice LECLERC	Directeur	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	patrice.leclerc@cud.fr	03 28 62 71 53
M. Richard BLEUSE	Epuraton et traitement des eaux	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	richard.bleuse@cud.fr	03 28 23 69 06
M. Frédéric VERHAEGHE	Réseau d'assainissement et gestion patrimoniale	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	frederic.verhaeghe@cud.fr	03 28 62 70 00 poste 4052
Mme Elise WULLEMIN	Epuraton et traitement des eaux	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	elise.wuillemin@cud.fr	03 28 23 69 98
Christine DOBRONIAK	Chargée Développement Durable- Biodiversité	GPMD Terre plein Guillain BP 6534 59386 DK	cdobroniak@portdedunkerque.fr	03 28 28 75 20
M. Franck ROTH	GPMD Département Exploitation	GPMD Terre plein Guillain BP 6534 59386 DK	froth@portdedunkerque.fr	06 74 40 39 89
M. Baptiste GROS	GPMD Département Exploitation	GPMD Terre plein Guillain BP 6534 59386 DK	bgros@portdedunkerque.fr	06 88 15 17 75 / 03 28 28 76 85
Mme Cécile NOLOT	Ingénieur d'études sanitaires des eaux de loisirs, Pole Qualité des Eaux	ARS Nord Pas de Calais Département Santé Environnement 556 avenue Willy Brant 59777 EURALILLE	cecile.nolot@ars.sante.fr	03 62 72 88 26
M. François LOGIE	Technicien Sanitaire et de Sécurité Sanitaire Principal "Eaux de loisirs"	ARS Service Qualité des Eaux Nord Pas de Calais	francois.logie@ars.sante.fr	03 62 72 88 37
Mme Annabelle MORMENTYN	Agence de l'Eau Artois Picardie, Mission Littoral / Boulogne sur Mer	Agence de l'Eau Artois Picardie 56 rue Ferdinand Buisson 62203 Boulogne sur Mer	a.mormentyn@eau-artois-picardie.fr	03 21 30 95 75
M. David SZAREK	DDTM 59, Délégation Territoriale Flandre, chef d'unité, Eau, Environnement, risques	Les 3 Ponts, 30 rue L'Hermitte, BP 6533, 59386 Dunkerque cedex	david.szarek@nord.gouv.fr	03 28 24 44 41
M. Christophe RISPAL	Directeur Général	SIDF 124 avenue du Large BP 83 59942 DK cedex 2	c.rispal@lesdunesdeflandre.fr	03 28 24 59 80
M. Thierry MARQUIS	Responsable des postes de secours	SIDF 124 avenue du Large BP 83 59942 DK cedex 2	t.marquis@lesdunesdeflandre.fr	06 85 08 37 71
Pierre Emmanuel FOUQUE	Chargé d'études	OTEIS Environnement et Ingénierie Maritime, Domaine de Pelus, 19 avenue de Pythagore, 33700 MERIGNAC	pierreemmanuel.fouque@oteis.fr	05 56 56 69 74 / 06 24 86 66 81
Vincent SALBERT	Responsable Environnement et Ingénierie Maritime	OTEIS Environnement et Ingénierie Maritime, Domaine de Pelus, 19 avenue de Pythagore, 33700 MERIGNAC	vincent.salbert@oteis.fr	06 27 00 09 01
Gwenaëlle COTONNEC	Directrice de IDRA Ingénierie	IDRA Ingénierie, Parc d'activités Créanor, 2 route de Bergues, 59210 Coudekerque Branche	g.cotonnec@idra-environnement.com	06 13 34 60 18
Philippe DUVERLIE	Centre Régional Nord Pas de Calais Directeur Adjoint en charge du littoral	Véolia Compagnie Générale des Eaux 86 Bld Chanzy BP 235 62 203 Boulogne sur Mer cedex	philippe.duverlie@veolia.com	03 21 87 89 62 / 06 16 53 02 86
Marie THULLIER	Pôle qualité produit - Direction Ingenierie	Véolia Compagnie Générale des Eaux 86 Bld Chanzy BP 235 62 203 Boulogne sur Mer cedex	marie.thullier@veolia.com	03 21 87 92 00

Objet de la procédure

La présente procédure s'applique dans tous les cas où une fermeture préventive ou curative d'une zone de baignade a été prononcée. Elle a pour objet de rechercher et d'identifier la ou les sources de pollutions et de qualifier la qualité sanitaire des eaux de baignade.

Actions à mener

Les actions de cette procédure sont coordonnées par le **directeur des services techniques** qui informe en permanence le **directeur général des services**.

Le **directeur des services techniques** diligente une analyse bactériologique par une méthode d'analyse rapide sur le site de baignade et organise la recherche de l'origine de la pollution.

- Le résultat de l'analyse conditionne la réouverture du site de baignade. Dans le cas d'un mauvais résultat (une concentration en Escherichia coli supérieure au seuil de 1000 germes / 100ml, ou une concentration en Entérocoques intestinaux supérieure au seuil de 370 germes / 100ml, qui sont les concentrations préconisées par l'AFFSET comme valeur à respecter lors d'une analyse journalière dans le cadre de la nouvelle réglementation), un nouveau prélèvement est effectué pour réalisation d'une nouvelle analyse bactériologique et la fermeture de la zone de baignade est maintenue ;
- En parallèle, il prend l'attache du gestionnaire et de l'exploitant du réseau pour connaître les dysfonctionnements éventuels survenus ainsi que de tout autre service ou organisme susceptible d'être à l'origine de la source de contamination. Une fois la cause identifiée, il s'assure de la neutralisation de la source ;
- Une fois la source neutralisée, il rédige une note technique reprenant l'historique de l'évènement, la concentration bactérienne obtenue par l'analyse rapide et l'action prise pour remédier au problème ;
- Il adresse la note technique au **directeur général des services** et à l'**élu de permanence**.

Sur la base des éléments transmis, l'**élu de permanence** prend la décision de rouvrir la zone de baignade au public et d'enclencher la procédure PRO 05.

Le **directeur général des services** transmet aux destinataires de la procédure la fiche technique validée par l'**élu de permanence** et donne l'ordre d'activer la procédure de réouverture de la zone de baignade PRO 05

Procédures 04 (PRO 04) : Gestion de l'information lors de la procédure de fermeture de la zone de baignade

Coordonnées des intervenants

Gestion active des eaux de baignade				
Mme Martine ARLABOSSE	Adjointe de quartier de Malo Les Bains	Ville de Dunkerque, Hôtel de Ville, place Charles Valentin, BP 6537, 59386 Dunkerque cedex 1	martine.arlabosse@ville-dunkerque.fr	03 28 26 26 15
M. Alain LEFEBVRE	Directeur du Cadre de Vie, ville de Dunkerque	Ville de Dunkerque, ateliers municipaux, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	alain.lefebvre@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 12
M. Jacques VANMAIRIS	Ingénieur de Quartier de Malo Les Bains	Ville de Dunkerque, Mairie de Quartier de Malo Les Bains	jacques.vanmairis@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 40 / 06 72 87 86 46
Mme Séverine ARNOUITS-DEGRAND	Chargée de l'Ecologie Urbaine, ville de Dunkerque	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	severine.arnouts@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 41 / 06 08 96 49 69
M. Karl HAEZEBROUCK	Ville de Dunkerque Responsable de la propreté urbaine	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	karl.haezebrouck@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 82 / 06 76 87 74 65
M. Bertrand PETIT	Ville de Dunkerque, cellule coordination travaux	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	bertrand.petit@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 87
M. Fabrice BUYS	Ville de Dunkerque, cellule coordination travaux	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	fabrice.buys@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 88
M. Philippe PARENT	Responsable	Institution intercommunale des Watteringues 7 rue du Colonel Doyen BP 40373 62505 Saint Omer Cedex	philippe.parent@institution-watteringues.fr	03 21 38 20 56
M. Stéphane VANHEE	Chargé de mission	Institution intercommunale des Watteringues 7 rue du Colonel Doyen BP 40373 62505 Saint Omer Cedex	stephane.vanhee@institution-watteringues.fr	03 21 38 20 56
M. Patrice LECLERC	Directeur	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	patrice.leclerc@cud.fr	03 28 62 71 53
M. Richard BLEUSE	Epuration et traitement des eaux	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	richard.bleuse@cud.fr	03 28 23 69 06
M. Frédéric VERHAEGHE	Réseau d'assainissement et gestion patrimoniale	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	frederic.verhaeghe@cud.fr	03 28 62 70 00 poste 4052
Mme Elise WUILLEMIN	Epuration et traitement des eaux	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	elise.wuillemin@cud.fr	03 28 23 69 98
Christine DOBRONIAK	Chargée Développement Durable- Biodiversité	GPMD Terre plein Guillain BP 6534 59386 DK	cdobroniak@portdedunkerque.fr	03 28 28 75 20
M. Franck ROTH	GPMD Département Exploitation	GPMD Terre plein Guillain BP 6534 59386 DK	froth@portdedunkerque.fr	06 74 40 39 89
M. Baptiste GROS	GPMD Département Exploitation	GPMD Terre plein Guillain BP 6534 59386 DK	bgros@portdedunkerque.fr	06 88 15 17 75 / 03 28 28 76 85
Mme Cécile NOLOT	Ingénieur d'études sanitaires des eaux de loisirs, Pole Qualité des Eaux	ARS Nord Pas de Calais Département Santé Environnement 556 avenue Willy Brant 59777 EURALLILLE	cecile.nolot@ars.sante.fr	03 62 72 88 26
M. François LOGIE	Technicien Sanitaire et de Sécurité Sanitaire Principal "Eaux de loisirs"	ARS Service Qualité des Eaux Nord Pas de Calais	francois.logie@ars.sante.fr	03 62 72 88 37
Mme Annabelle MORMENTYN	Agence de l'Eau Artois Picardie, Mission Littoral / Boulogne sur Mer	Agence de l'Eau Artois Picardie 56 rue Ferdinand Buisson 62203 Boulogne sur Mer	a.momentyn@eau-artois-picardie.fr	03 21 30 95 75
M. David SZAREK	DDTM 59, Délégation Territoriale Flandre, chef d'unité, Eau, Environnement, risques	Les 3 Ponts, 30 rue L'Hermitte, BP 6533, 59386 Dunkerque cedex	david.szarek@nord.gouv.fr	03 28 24 44 41
M. Christophe RISPAL	Directeur Général	SIDF 124 avenue du Large BP 83 59942 DK cedex 2	c.rispal@lesdunesdeflandre.fr	03 28 24 59 80
M. Thierry MARQUIS	Responsable des postes de secours	SIDF 124 avenue du Large BP 83 59942 DK cedex 2	t.marquis@lesdunesdeflandre.fr	06 85 08 37 71
Pierre Emmanuel FOUQUE	Chargé d'études	OTEIS Environnement et Ingénierie Maritime, Domaine de Pelus, 19 avenue de Pythagore, 33700 MERIGNAC	pierreemmanuel.fouque@oteis.fr	05 56 56 69 74 / 06 24 86 66 81
Vincent SALBERT	Responsable Environnement et Ingénierie Maritime	OTEIS Environnement et Ingénierie Maritime, Domaine de Pelus, 19 avenue de Pythagore, 33700 MERIGNAC	vincent.salbert@oteis.fr	06 27 00 09 01
Gwenaëlle COTONNEC	Directrice de IDRA Ingénierie	IDRA Ingénierie, Parc d'activités Créanor, 2 route de Bergues, 59210 Coudekerque Branche	g.cotonnec@idra-environnement.com	06 13 34 60 18
Philippe DUVERLIE	Centre Régional Nord Pas de Calais Directeur Adjoint en charge du littoral	Véolia Compagnie Générale des Eaux 86 Bld Chanzy BP 235 62 203 Boulogne sur Mer cedex	philippe.duverlie@veolia.com	03 21 87 89 62 / 06 16 53 02 86
Marie THULLIER	Pôle qualité produit - Direction Ingénierie	Véolia Compagnie Générale des Eaux 86 Bld Chanzy BP 235 62 203 Boulogne sur Mer cedex	marie.thullier@veolia.com	03 21 87 92 00

Objet de la procédure

La présente procédure précise les actions devant être menées concernant la gestion de l'information lors de la fermeture de la zone de baignade.

Actions à mener

Le **chef de poste MNS** masque les résultats de la qualité des eaux de baignade habituellement affichés et les remplace par un panneau annonçant une fermeture temporaire de la zone de baignade pour suspicion de pollution.

Le **directeur général des services** informe l'**office de tourisme** de la situation de fermeture de la zone de baignade et s'assure de la publication de l'information en mairie, sur le site internet de la commune et sur les panneaux d'affichage variable.

Le **responsable de l'office de tourisme** s'assure de la publication de l'information dans sa structure.

Procédure 05 (PRO 05) : Réouverture de la zone de baignade

Coordonnées des intervenants

Gestion active des eaux de baignade				
Mme Martine ARLABOSSE	Adjointe de quartier de Malo Les Bains	Ville de Dunkerque, Hôtel de Ville, place Charles Valentin, BP 6537, 59386 Dunkerque cedex 1	martine.arlabosse@ville-dunkerque.fr	03 28 26 26 15
M. Alain LEFEBVRE	Directeur du Cadre de Vie, ville de Dunkerque	Ville de Dunkerque, ateliers municipaux, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	alain.lefebvre@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 12
M. Jacques VANMAIRIS	Ingénieur de Quartier de Malo Les Bains	Ville de Dunkerque, Mairie de Quartier de Malo Les Bains	jacques.vanmairis@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 40 / 06 72 87 86 46
Mme Séverine ARNOUITS-DEGRAND	Chargée de l'Ecologie Urbaine, ville de Dunkerque	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	severine.arnouts@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 41/ 06 08 96 49 69
M. Karl HAEZEBROUCK	Ville de Dunkerque Responsable de la propreté urbaine	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	karl.haezebrouck@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 82 / 06 76 87 74 65
M. Bertrand PETIT	Ville de Dunkerque, cellule coordination travaux	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	bertrand.petit@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 87
M. Fabrice BUYS	Ville de Dunkerque, cellule coordination travaux	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	fabrice.buys@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 88
M. Philippe PARENT	Responsable	Institution intercommunale des Watteringues 7 rue du Colonel Doyen BP 40373 62505 Saint Omer Cedex	philippe.parent@institution-watteringues.fr	03 21 38 20 56
M. Stéphane VANHEE	Chargé de mission	Institution intercommunale des Watteringues 7 rue du Colonel Doyen BP 40373 62505 Saint Omer Cedex	stephane.vanhee@institution-watteringues.fr	03 21 38 20 56
M. Patrice LECLERC	Directeur	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	patrice.leclerc@ cud.fr	03 28 62 71 53
M. Richard BLEUSE	Epuraton et traitement des eaux	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	richard.bleuse@ cud.fr	03 28 23 69 06
M. Frédéric VERHAEGHE	Réseau d'assainissement et gestion patrimoniale	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	frederic.verhaeghe@ cud.fr	03 28 62 70 00 poste 4052
Mme Elise WUILLEMIN	Epuraton et traitement des eaux	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	elise.wuillemine@ cud.fr	03 28 23 69 98
Christine DOBRONIAK	Chargée Développement Durable- Biodiversité	GPMD Terre plein Guillaïn BP 6534 59386 DK	cdobroniak@portdedunkerque.fr	03 28 28 75 20
M. Franck ROTH	GPMD Département Exploitation	GPMD Terre plein Guillaïn BP 6534 59386 DK	froth@portdedunkerque.fr	06 74 40 39 89
M. Baptiste GROS	GPMD Département Exploitation	GPMD Terre plein Guillaïn BP 6534 59386 DK	bgros@portdedunkerque.fr	06 88 15 17 75 / 03 28 28 76 85
Mme Cécile NOLOT	Ingénieur d'études sanitaires des eaux de loisirs, Pole Qualité des Eaux	ARS Nord Pas de Calais Département Santé Environnement 556 avenue Willy Brant 59777 EURALILLE	cecile.nolot@ars.sante.fr	03 62 72 88 26
M. François LOGIE	Technicien Sanitaire et de Sécurité Sanitaire Principal "Eaux de loisirs"	ARS Service Qualité des Eaux Nord Pas de Calais	francois.logie@ars.sante.fr	03 62 72 88 37
Mme Annabelle MORMENTYN	Agence de l'Eau Artois Picardie, Mission Littoral / Boulogne sur Mer	Agence de l'Eau Artois Picardie 56 rue Ferdinand Buisson 62203 Boulogne sur Mer	a.momentyn@eau-artois-picardie.fr	03 21 30 95 75
M. David SZAREK	DDTM 59, Délégation Territoriale Flandre, chef d'unité, Eau, Environnement, risques	Les 3 Ponts, 30 rue L'Hermitte, BP 6533, 59386 Dunkerque cedex	david.szarek@nord.gouv.fr	03 28 24 44 41
M. Christophe RISPAL	Directeur Général	SIDF 124 avenue du Large BP 83 59942 DK cedex 2	c.rispal@lesdunesdeflandre.fr	03 28 24 59 80
M. Thierry MARQUIS	Responsable des postes de secours	SIDF 124 avenue du Large BP 83 59942 DK cedex 2	t.marquis@lesdunesdeflandre.fr	06 85 08 37 71
Pierre Emmanuel FOUQUE	Chargé d'études	OTEIS Environnement et Ingénierie Maritime, Domaine de Pelus, 19 avenue de Pythagore, 33700 MERIGNAC	pierreemmanuel.fouque@oteis.fr	05 56 56 69 74 / 06 24 86 66 81
Vincent SALBERT	Responsable Environnement et Ingénierie Maritime	OTEIS Environnement et Ingénierie Maritime, Domaine de Pelus, 19 avenue de Pythagore, 33700 MERIGNAC	vincent.salbert@oteis.fr	06 27 00 09 01
Gwenaëlle COTONNEC	Directrice de IDRA Ingénierie	IDRA Ingénierie, Parc d'activités Créanor, 2 route de Bergues, 59210 Coudekerque Branche	g.cotonnec@idra-environnement.com	06 13 34 60 18
Philippe DUVERLIE	Centre Régional Nord Pas de Calais Directeur Adjoint en charge du littoral	Véolia Compagnie Générale des Eaux 86 Bld Chanzy BP 235 62 203 Boulogne sur Mer cedex	philippe.duverlie@veolia.com	03 21 87 89 62 / 06 16 53 02 86
Marie THULLIER	Pôle qualité produit - Direction Ingénierie	Véolia Compagnie Générale des Eaux 86 Bld Chanzy BP 235 62 203 Boulogne sur Mer cedex	marie.thullier@veolia.com	03 21 87 92 00

Objet de la procédure

La présente procédure s'applique dans tous les cas où une fermeture préventive ou curative d'une zone de baignade a été prononcée. Elle a pour objet de définir les actions à mener pour procéder à la réouverture de la zone de baignade.

Actions à mener

Le déclenchement de la procédure de réouverture de la zone de baignade est obligatoirement pris par le **maire** ou par l'**élu de permanence** et est susceptible d'impliquer l'ensemble des intervenants destinataires de cette procédure. **Les tableaux sur la chronologie des événements de dégradation de la qualité des eaux de baignade** (Erreur ! Source du renvoi introuvable., Tableau 4) **et les synthèses sur l'influence des conditions météo-océaniques sur la qualité des eaux de baignade** (Erreur ! Source du renvoi introuvable., Erreur ! Source du renvoi introuvable., Erreur ! Source du renvoi introuvable., Erreur ! Source du renvoi introuvable., Erreur ! Source du renvoi introuvable., Erreur ! Source du renvoi introuvable.) sont des outils d'aide à la décision qui récapitulent les facteurs à prendre en considération avant la réouverture des eaux de baignade.

Dans le cas d'une zone de baignade surveillée

Le **maire** ou l'**élu de permanence** prend un arrêté municipal de réouverture de la zone de baignade avec effet immédiat.

Le **directeur général des services** transmet l'arrêté aux destinataires de cette procédure et s'assure de la bonne réception de l'information.

Le **directeur des services techniques** s'assure du retrait des panneaux d'interdiction de la baignade. Il informe le **directeur général des services** de la réalisation de l'action.

Le **chef de poste MNS** enlève le panneau indiquant la suspicion d'une contamination microbiologique des eaux de baignade et rend visible les résultats de la qualité des eaux de baignade affichés. Il hisse le drapeau signifiant l'autorisation de baignade et informe les usagers de la plage de la levée du risque sanitaire.

Le **service de communication municipal** rédige un communiqué à destination de la presse mentionnant que la zone de baignade a été rouverte à la baignade et joint un résumé journalistique de la note technique rédigée par le **directeur des services techniques**. Il informe le **directeur général des services** des actions entreprises.

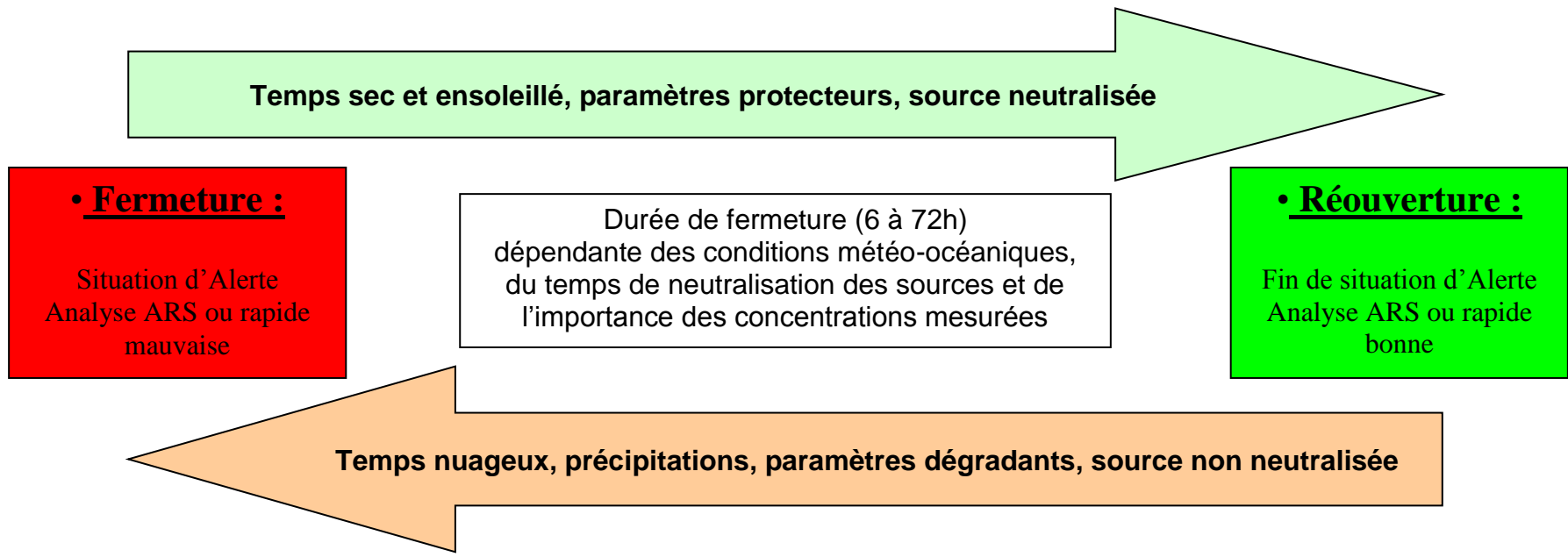


Tableau 4 : Outil d'aide à la décision en matière en cas de décision de réouverture des eaux de baignade

Procédure 06 (PRO 06) : Archivage de l'évènement

Coordonnées des intervenants

Gestion active des eaux de baignade				
Mme Martine ARLABOSSE	Adjointe de quartier de Malo Les Bains	Ville de Dunkerque, Hôtel de Ville, place Charles Valentin, BP 6537, 59386 Dunkerque cedex 1	martine.arlabosse@ville-dunkerque.fr	03 28 26 26 15
M. Alain LEFEBVRE	Directeur du Cadre de Vie, ville de Dunkerque	Ville de Dunkerque, ateliers municipaux, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	alain.lefebvre@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 12
M. Jacques VANMAIRIS	Ingénieur de Quartier de Malo Les Bains	Ville de Dunkerque, Main de Quartier de Malo Les Bains	jacques.vanmairis@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 40 / 06 72 87 86 46
Mme Séverine ARNOUITS-DEGRAND	Chargée de l'Ecologie Urbaine, ville de Dunkerque	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	severine.arnouts@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 41/ 06 08 96 49 69
M. Karl HAEZEBROUCK	Ville de Dunkerque Responsable de la propreté urbaine	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	karl.haezebrouck@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 82 / 06 76 87 74 65
M. Bertrand PETIT	Ville de Dunkerque, cellule coordination travaux	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	bertrand.petit@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 87
M. Fabrice BUYS	Ville de Dunkerque, cellule coordination travaux	Ateliers Municipaux, Direction du Cadre de Vie, 6 rue de Cahors 59640 Dunkerque	fabrice.buys@ville-dunkerque.fr	03 28 26 24 88
M. Philippe PARENT	Responsable	Institution intercommunale des Watteringues 7 rue du Colonel Doyen BP 40373 62505 Saint Omer Cedex	philippe.parent@institution-watteringues.fr	03 21 38 20 56
M. Stéphane VANHEE	Chargé de mission	Institution intercommunale des Watteringues 7 rue du Colonel Doyen BP 40373 62505 Saint Omer Cedex	stephane.vanhee@institution-watteringues.fr	03 21 38 20 56
M. Patrice LECLERC	Directeur	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	patrice.leclerc@cud.fr	03 28 62 71 53
M. Richard BLEUSE	Epuraton et traitement des eaux	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	richard.bleuse@cud.fr	03 28 23 69 06
M. Frédéric VERHAEGHE	Réseau d'assainissement et gestion patrimoniale	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	frederic.verhaeghe@cud.fr	03 28 62 70 00 poste 4052
Mme Elise WUILLEMIN	Epuraton et traitement des eaux	CUD Direction de l'Ecologie Urbaine Pertuis de la Marine BP 5583 59386 DK cedex 1	elise.wuillemin@cud.fr	03 28 23 69 98
Christine DOBRONIAK	Chargée Développement Durable- Biodiversité	GPMD Terre plein Guillain BP 6534 59386 DK	cdobroniak@portdedunkerque.fr	03 28 28 75 20
M. Franck ROTH	GPMD Département Exploitation	GPMD Terre plein Guillain BP 6534 59386 DK	froth@portdedunkerque.fr	06 74 40 39 89
M. Baptiste GROS	GPMD Département Exploitation	GPMD Terre plein Guillain BP 6534 59386 DK	bgros@portdedunkerque.fr	06 88 15 17 75 / 03 28 28 76 85
Mme Cécile NOLOT	Ingénieur d'études sanitaires des eaux de loisirs, Pole Qualité des Eaux	ARS Nord Pas de Calais Département Santé Environnement 556 avenue Willy Brant 59777 EURALLILLE	cecile.nolot@ars.sante.fr	03 62 72 88 26
M. François LOGIE	Technicien Sanitaire et de Sécurité Sanitaire Principal "Eaux de loisirs"	ARS Service Qualité des Eaux Nord Pas de Calais	francois.logie@ars.sante.fr	03 62 72 88 37
Mme Annabelle MORMENTYN	Agence de l'Eau Artois Picardie, Mission Littoral / Boulogne sur Mer	Agence de l'Eau Artois Picardie 56 rue Ferdinand Buisson 62203 Boulogne sur Mer	a.momentyn@eau-artois-picardie.fr	03 21 30 95 75
M. David SZAREK	DDTM 59, Délégation Territoriale Flandre, chef d'unité, Eau, Environnement, risques	Les 3 Ponts, 30 rue L'Hermitte, BP 6533, 59386 Dunkerque cedex	david.szarek@nord.gouv.fr	03 28 24 44 41
M. Christophe RISPAL	Directeur Général	SIDF 124 avenue du Large BP 83 59942 DK cedex 2	c.rispal@lesdunesdeflandre.fr	03 28 24 59 80
M. Thierry MARQUIS	Responsable des postes de secours	SIDF 124 avenue du Large BP 83 59942 DK cedex 2	t.marquis@lesdunesdeflandre.fr	06 85 08 37 71
Pierre Emmanuel FOUQUE	Chargé d'études	OTEIS Environnement et Ingénierie Maritime, Domaine de Pelus, 19 avenue de Pythagore, 33700 MERIGNAC	pierreemmanuel.fouque@oteis.fr	05 56 56 69 74 / 06 24 86 66 81
Vincent SALBERT	Responsable Environnement et Ingénierie Maritime	OTEIS Environnement et Ingénierie Maritime, Domaine de Pelus, 19 avenue de Pythagore, 33700 MERIGNAC	vincent.salbert@oteis.fr	06 27 00 09 01
Gwenaelle COTONNEC	Directrice de IDRA Ingénierie	IDRA Ingénierie, Parc d'activités Créanor, 2 route de Bergues, 59210 Coudekerque Branche	g.cotonnec@idra-environnement.com	06 13 34 60 18
Philippe DUVERLIE	Centre Régional Nord Pas de Calais Directeur Adjoint en charge du littoral	Véolia Compagnie Générale des Eaux 86 Bld Chanzy BP 235 62 203 Boulogne sur Mer cedex	philippe.duverlie@veolia.com	03 21 87 89 62 / 06 16 53 02 86
Marie THULLIER	Pôle qualité produit - Direction Ingénierie	Véolia Compagnie Générale des Eaux 86 Bld Chanzy BP 235 62 203 Boulogne sur Mer cedex	marie.thullier@veolia.com	03 21 87 92 00

Objet de la procédure

La présente procédure s'applique dans tous les cas où une procédure de gestion active d'une zone de baignade a été déclenchée. Elle a pour objet d'archiver les éléments de connaissance de l'évènement.

Actions à mener

Le **directeur des services techniques** a en charge l'archivage de l'évènement. Il attribuera à l'évènement un numéro d'ordre comprenant :

- Deux chiffres représentatifs de l'année ;
- Le nom de la zone de baignade concernée ;
- Deux chiffres représentatifs de l'occurrence de l'évènement.

Il réalisera une fiche de synthèse de l'évènement comprenant :

- La date de l'évènement ;
- Le lieu de l'évènement ;
- Les conditions météo-océaniques observées ;
- La durée de l'évènement ;
- La cause de l'évènement ;
- Les actions correctives mises en œuvre ;
- Une analyse critique des actions mise en œuvre dans le cadre de l'évènement.

Cette fiche de synthèse sera accompagnée d'un dossier technique reprenant l'ensemble des éléments ayant trait à l'évènement. Il comprendra notamment le descriptif technique de l'action corrective qui sera transmis par l'entité responsable du problème rencontré.

Le dossier de l'évènement sera archivé sous forme papier et informatique à la mairie. Un exemplaire sera transmis pour information à l'ARS.

Amélioration continue des procédures

Une réunion technique comprenant tous les acteurs précités sera organisée à chaque fin de saison de manière à affiner les différentes procédures de gestion active proposées et à réviser les seuils de déclenchement des différentes alertes (seuil des pluies critiques, score de risque d'impact des différents ouvrages). Ainsi, en fonction de l'expérience acquise au cours des différentes saisons et des différents travaux réalisés, les processus de gestion active seront perfectionnés à chaque fin de saison sur le principe d'une amélioration continue.

IV.2. Ensemble des Résultats ARS depuis 2017

IV.2.1. Plage de Dunkerque – Digue des Alliés

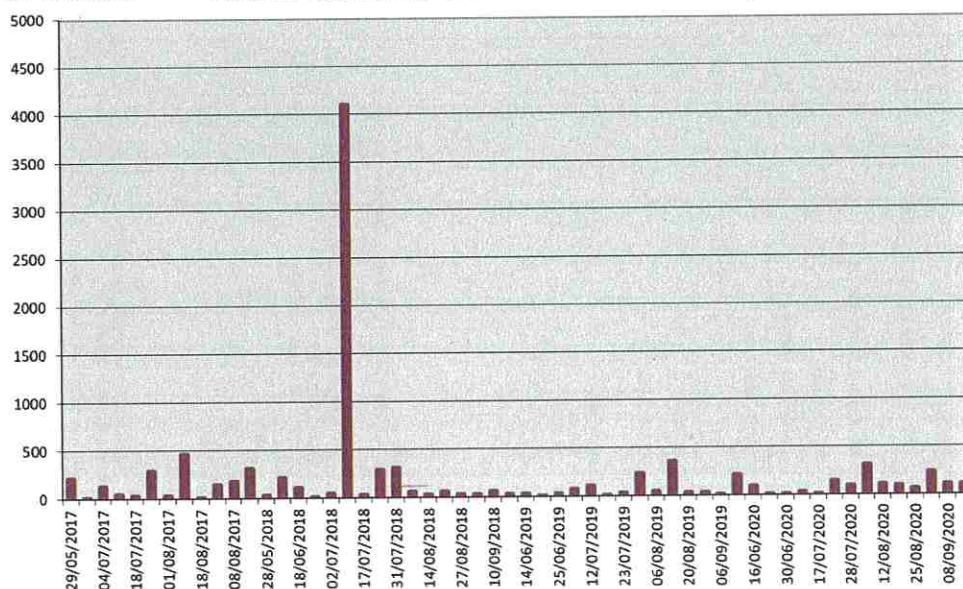
DATE	ARS	
	E.Coli	Entérocoques
29/05/2017	215	<15
20/06/2017	15	<15
04/07/2017	127	15
10/07/2017	46	30
18/07/2017	30	<15
24/07/2017	292	179
01/08/2017	30	<15
08/08/2017	465	179
18/08/2017	15	<15
22/08/2017	144	15
08/08/2017	179	<15
04/09/2017	312	<15

DATE	ARS	
	E.Coli	Entérocoques
28/05/2018	30	15
11/06/2018	215	61
18/06/2018	110	<15
25/06/2018	<15	<15
02/07/2018	46	<15
10/07/2018	4104	15
17/07/2018	30	<15
27/07/2018	287	46
31/07/2018	312	15
06/08/2018	61	<15
14/08/2018	30	<15
24/08/2018	61	<15
27/08/2018	30	<15
07/09/2018	30	<15
10/09/2018	61	15

DATE	ARS	
	E.Coli	Entérocoques
24/05/2019	30	<15
14/06/2019	30	<15
18/06/2019	<15	<15
25/06/2019	30	<15
02/07/2019	76	<15
12/07/2019	110	15
16/07/2019	15	<15
23/07/2019	30	<15
30/07/2019	232	<15
06/08/2019	46	30
13/08/2019	362	15
20/08/2019	30	<15
27/08/2019	30	<15
06/09/2019	15	<15
13/09/2019	213	<15

DATE	ARS	
	E.Coli	Entérocoques
02/06/2020	61	<15
16/06/2020	93	<15
23/06/2020	<15	<15
30/06/2020	<15	15
07/07/2020	30	15
17/07/2020	<15	<15
21/07/2020	144	<15
28/07/2020	94	<15
04/08/2020	307	<15
12/08/2020	110	<15
19/08/2020	94	15
25/08/2020	61	61
01/09/2020	234	15
08/09/2020	110	15
15/09/2020	110	15

E.Coli en n / 100 ml Dunkerque - Digue des Alliés - Evolution des valeurs ARS en E.Coli depuis 2017



IV.2.2. Plage de Dunkerque – Malo Centre

DATE	ARS	
	E.Coli	Entérocoques
29/05/2017	110	15
20/06/2017	<15	<15
04/07/2017	509	46
10/07/2017	<15	<15
18/07/2017	<15	<15
24/07/2017	330	160
01/08/2017	15	<15
08/08/2017	197	77
18/08/2017	77	<15
22/08/2017	312	109
28/08/2017	77	30
04/09/2017	272	30

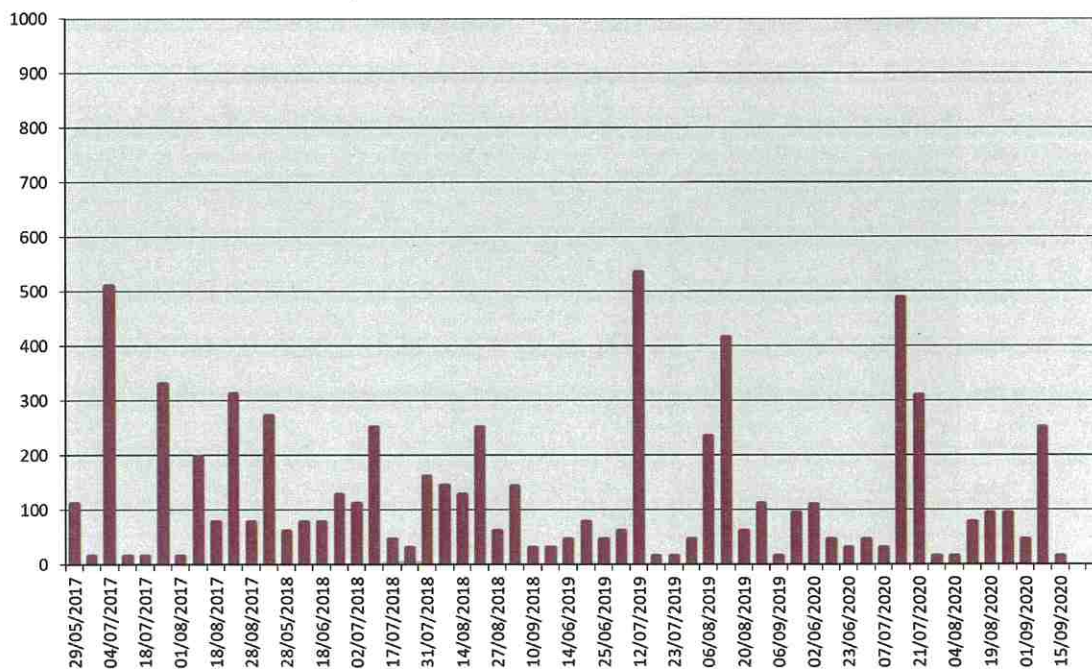
DATE	ARS	
	E.Coli	Entérocoques
28/05/2018	61	46
11/06/2018	77	15
18/06/2018	77	<15
25/06/2018	127	<15
02/07/2018	110	<15
10/07/2018	251	<15
17/07/2018	46	<15
27/07/2018	30	<15
31/07/2018	161	15
06/08/2018	144	15
14/08/2018	127	30
24/08/2018	251	<15
27/08/2018	61	<15
07/09/2018	143	15
10/09/2018	30	<15

DATE	ARS	
	E.Coli	Entérocoques
24/05/2019	30	<15
14/06/2019	46	30
18/06/2019	77	<15
25/06/2019	46	<15
02/07/2019	61	<15
12/07/2019	534	<15
16/07/2019	<15	<15
23/07/2019	15	<15
30/07/2019	46	<15
06/08/2019	234	110
13/08/2019	415	46
20/08/2019	61	15
27/08/2019	110	<15
06/09/2019	<15	<15
13/09/2019	94	30

DATE	ARS	
	E.Coli	Entérocoques
02/06/2020	109	<15
16/06/2020	46	<15
23/06/2020	30	<15
30/06/2020	46	<15
07/07/2020	30	15
17/07/2020	489	<15
21/07/2020	309	61
28/07/2020	15	<15
04/08/2020	15	<15
12/08/2020	77	<15
19/08/2020	94	<15
25/08/2020	94	30
01/09/2020	46	<15
08/09/2020	251	15
15/09/2020	15	<15

E.Coli en n / 100 ml

Dunkerque - Malo Centre - Evolution des valeurs ARS en E.Coli depuis 2017



IV.2.3. Plage de Dunkerque – Malo Terminus

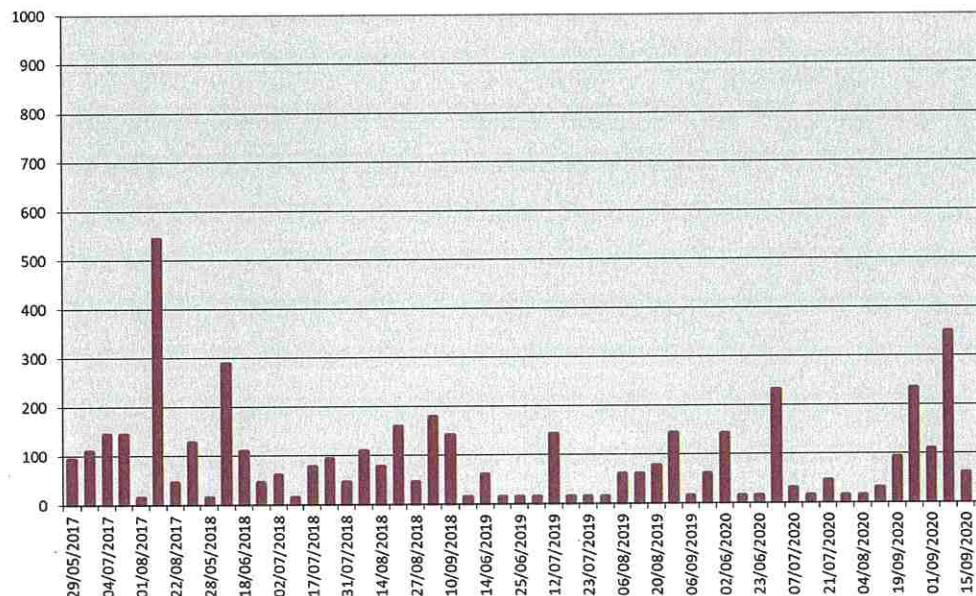
DATE	ARS	
	E.Coli	Entérocoques
29/05/2017	94	15
20/06/2017	110	61
04/07/2017	144	<15
18/07/2017	144	307
01/08/2017	15	<15
08/08/2017	543	61
22/08/2017	46	<15
04/09/2017	127	<15

DATE	ARS	
	E.Coli	Entérocoques
28/05/2018	<15	<15
11/06/2018	289	324
18/06/2018	109	<15
25/06/2018	46	<15
02/07/2018	61	<15
10/07/2018	15	234
17/07/2018	77	<15
27/07/2018	94	15
31/07/2018	46	<15
06/08/2018	110	15
14/08/2018	77	15
24/08/2018	160	<15
27/08/2018	46	15
07/09/2018	179	<15
10/09/2018	142	15

DATE	ARS	
	E.Coli	Entérocoques
24/05/2019	15	15
14/06/2019	61	<15
18/06/2019	15	30
25/06/2019	15	<15
02/07/2019	15	<15
12/07/2019	143	<15
16/07/2019	<15	<15
23/07/2019	<15	<15
30/07/2019	<15	<15
06/08/2019	61	15
13/08/2019	61	<15
20/08/2019	77	<15
27/08/2019	144	<15
06/09/2019	<15	<15
13/09/2019	61	<15

DATE	ARS	
	E.Coli	Entérocoques
02/06/2020	143	45
16/06/2020	15	<15
23/06/2020	15	<15
30/06/2020	232	<15
07/07/2020	30	15
17/07/2020	15	<15
21/07/2020	46	<15
28/07/2020	<15	15
04/08/2020	15	<15
12/08/2020	30	15
19/08/2020	93	<15
25/08/2020	234	94
01/09/2020	109	<15
08/09/2020	350	15
15/09/2020	61	<15

E.Coli en n / 100 ml **Dunkerque - Malo Terminus - Evolution des valeurs ARS en E.Coli depuis 2017**



Mairie de Dunkerque

Préfecture Maritime
de la Manche et
de la Mer du Nord

**Décision portant publication du Plan de
Balisage de la Commune de Dunkerque**

Le Vice-Amiral d'escadre
Préfet Maritime de la Manche et de la Mer du Nord

Monsieur le Maire de la commune de Dunkerque

Vu l'arrêté du préfet maritime n° 66/ 2019 réglementant la navigation et les activités nautiques sur la bande littorale des 300 mètres bordant la commune de Dunkerque.

Vu l'arrêté municipal n°2016/1251 du 29 mars 2016 modifié par arrêté municipal n°2017/5036 en date du 26 juin 2017 qui abroge et remplace l'arrêté n° 2015/2788 du 03 juin 2015 du Maire de la commune de Dunkerque réglementant les zones et périodes de baignades surveillées ainsi que les chenaux traversiers sur les plages de la commune de Dunkerque.

DECIDENT

Article 1^{er} : Le plan de balisage du littoral de la Commune de Dunkerque est composé de :

L'arrêté du préfet maritime n° 66/ 2019 réglementant la navigation et les activités nautiques sur la bande littorale des 300 mètres bordant la commune de Dunkerque.

L'arrêté municipal n°2016/1251 du 29 mars 2016 modifié par arrêté municipal n°2017/5036 en date du 26 juin 2017 qui abroge et remplace l'arrêté n° 2015/2788 du 03 juin 2015 du Maire de la commune de Dunkerque réglementant les zones et périodes de baignades surveillées ainsi que les chenaux traversiers sur les plages de la commune de Dunkerque.

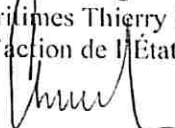
Article 2 : Ampliation de la présente décision et des arrêtés visés à l'article 1 sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du département du Nord
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Nord
- Monsieur le Directeur départemental adjoint des territoires et de la mer, Délégué à la Mer, au Littoral et à la navigation intérieure du Nord.

Article 3 : La présente décision sera publiée avec les arrêtés visés à l'article 1 au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

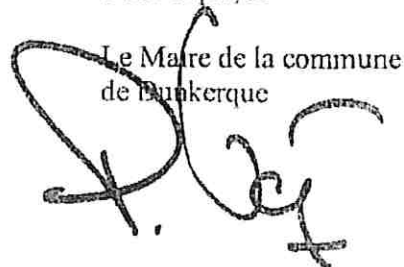
Cherbourg, le 12 juillet 2019

Le préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord,
par délégation, l'administrateur général de 2^{ème} classe
des affaires maritimes Thierry DUSART
adjoint pour l'action de l'État en mer,



Dunkerque, le

Le Maire de la commune
de Dunkerque



PJ/ JB

**ARRETE MUNICIPAL DEFINISSANT LES ZONES ET PERIODES DE BAINADES SURVEILLEES AINSI
QUE LES CHENAUX TRAVERSIERS SUR LES PLAGES DE LA COMMUNE DE DUNKERQUE**

Le Maire de la Ville de Dunkerque

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-2-5, L.2212-3 et L.2213-23.

Vu le Code Pénal, notamment l'article R 610-5

Vu le Code des Transports et notamment les articles L5261-1, L5261-2, L5261-3

Vu la loi modifiée n° 83-581 du 5 juillet 1983 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution.

Vu la loi modifiée n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment l'article 5

Vu le décret modifié n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution

Vu le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer

Vu le décret n°2007-1167 du 02 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur.

Vu l'arrêté ministériel modifié du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires,

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande maritime des 300 mètres,

Vu l'arrêté interministériel du 3 mai 1995 relatif aux manifestations nautiques en mer,

Vu l'arrêté ministériel modifié du 1^{er} juin 2001 relatif à l'utilisation en mer des véhicules nautiques à moteur,

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet Maritime de la Manche et de la Mer du Nord n° 22/91 du 23 août 1991 modifié par l'arrêté du Préfet Maritime n° 27/91 du 23 octobre 1991 et réglementant la navigation au large de la digue du Break (DUNKERQUE),

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet maritime de la Manche et de la Mer du Nord n° 28/2013 du 31 mai 2013 réglementant la pratique des loisirs et sports nautiques dans les eaux territoriales et intérieures françaises de la zone maritime de la Manche et de la Mer du Nord,

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet Maritime de la Manche et de la Mer du Nord n°97/2013 du 13 décembre 2013, réglementant la pratique des loisirs et des sports nautiques dans les eaux territoriales et intérieures françaises de la zone maritime de la Manche et de la Mer du Nord,

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet Maritime de la Manche et de la Mer du Nord n° 74/2015 du 17 juillet 2015 réglementant la navigation sur la bande littorale des 300 mètres de la Commune de DUNKERQUE,

Vu l'arrêté municipal n° 2015/2788 du 03 juin 2015 définissant les zones et périodes de baignades surveillées ainsi que les chenaux traversiers sur les plages de la Commune de DUNKERQUE,

Vu l'arrêté municipal n° 2015/3026 du 03 juin 2015 relatif à la Sécurité et à la Réglementation de la Plage,

Considérant qu'il est de l'intérêt général de prescrire des mesures propres à prévenir les accidents sur la plage, d'y faire respecter l'ordre public et de garantir la sécurité de la baignade,

Considérant qu'au vu de l'expérience de la saison estivale 2015, il s'avère pertinent de repositionner la zone d'évolution réservée à la pratique du Kite Surf dans la partie Ouest de la plage,

Considérant qu'il convient, de ce fait, de modifier la largeur du chenal balisé réservé aux bateaux à voile et planches à voile,

Considérant qu'il est nécessaire, par ailleurs, de modifier légèrement les horaires de surveillance des baignades et autres activités sur les plages de la commune de Dunkerque,

Considérant, enfin, que dans un souci de lisibilité de la réglementation municipale, il y a lieu de reprendre dans un seul et même arrêté les dispositions de l'arrêté municipal n° 2015/2788 du 03 juin 2015 qui demeurent sans changement et les nouvelles dispositions correspondant aux diverses modifications qui viennent d'être exposées,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – Abrogation des dispositions antérieures :

L'arrêté municipal n° 2015/2788 du 03 juin 2015 définissant les zones et périodes de baignades surveillées ainsi que les chenaux traversiers sur les plages de la Commune de DUNKERQUE est **abrogé** et remplacé par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Zones de surveillance – Postes d'intervention et de surveillance :

Il est aménagé sur la plage de DUNKERQUE – MALO LES BAINS une zone réglementée comprenant cinq zones de baignade, la zone d'évolution réservée au Kite Surf visée à l'article 8 du présent arrêté et trois chenaux traversiers couvrant une bande continue d'environ 3500 mètres de large, délimitée à l'ouest par le mémorial de la digue des Alliés et à son extrême est, par la limite territoriale des Communes de DUNKERQUE et de LEFFRINCKOUCKE, à hauteur de l'Avenue Guillaïn.

Les limites des différentes zones sont matérialisées par une ligne de flottaison pendant les périodes de surveillance.

Cette partie de la plage ainsi réglementée est surveillée à partir de 5 postes d'intervention et de surveillance désignés ci-après et couvrant chacun une zone de surveillance dont les limites sont ainsi définies :

- **Poste n°1** dénommé **MARSOUIN**, face à la rue de la plage, couvrant la zone de surveillance n°1 dont la limite Ouest est positionnée à 40m à l'ouest du poste de secours, au droit de la digue des alliés et dont la limite Est se situe au droit de la marque cardinale ouest du « brisant casino » et de la digue de mer.
- **Poste n°2** dénommé **CASINO**, face à la rue Belle Rade couvrant la zone de surveillance n°2 dont la limite Ouest est positionnée au droit de la marque cardinale ouest du « brisant casino » et de la digue de mer et dont la limite Est se situe au droit de la marque cardinale ouest du « brisant central » et de la digue de mer.
- **Poste n°3 dit POSTE CENTRAL**, dénommé **BELUGA**, face à l'Avenue de la Mer couvrant la zone de surveillance n°3 dont la limite Ouest est positionnée au droit de la marque cardinale ouest du « brisant central » et de la digue de mer et dont la limite Est se situe au droit de la rue du Méridien.
- **Poste n°4** dénommé **PAVOIS**, face à la rue de la Licorne, à l'Est du Grand Pavois couvrant la zone de surveillance n°4 dont la limite Ouest est positionnée au droit de la rue du Méridien et dont la limite Est est matérialisée par la ligne de bouées implantée à 48 mètres 50 de la balise cardinale Est du « brisant-Pavois »
- **Poste n°5** dénommé **TERMINUS**, situé Digue Nicolas II à l'extrémité Ouest couvrant la zone de surveillance n°5 dont la limite Ouest est matérialisée par la ligne de bouées implantée à 48 mètres 50 de la balise cardinale Est du « brisant- Pavois » et dont la limite Est correspond à la limite territoriale des communes de DUNKERQUE et LEFFRINCKOUCKE, à hauteur de l'avenue Guillaïn

ARTICLE 3 – Zone sans surveillance

En dehors des zones surveillées définies ci-dessus à l'article 2, le public se baigne à ses risques et périls.

ARTICLE 4 – Périodes et horaires de surveillance

Les zones mentionnées à l'article 2 sont surveillées du **1^{er} juillet au 31 août**. Toutefois ces **dates** pourront être **modulées chaque année** en fonction de la période durant laquelle les maîtres nageurs sauveteurs de la Police Nationale (CRS) seront présents sur les plages de Dunkerque pour assurer cette surveillance des zones de baignade ; un **arrêté municipal précisera chaque année les dates** de cette **période officielle de surveillance**.

Une permanence sera assurée du **1^{er} juillet au 31 août** aux postes de secours par des maîtres nageurs sauveteurs qualifiés de **11 heures à 19 heures**, afin de donner les premiers soins aux baigneurs.

En avant et après saison sera assurée du **1^{er} au 30 juin et du 1^{er} septembre au premier dimanche suivant la rentrée scolaire, les mercredis, samedis, dimanches et jours fériés de 14 heures à 18 heures l'ouverture en postes d'appel sans « flamme ni zone de baignade affectée des deux postes numéros 3 dénommé BELUGA, dit poste Central et 5 dénommé TERMINUS**

Si un accident survient dans la zone de baignade pendant l'absence des maîtres nageurs sauveteurs ou en dehors des heures de surveillance, les témoins peuvent téléphoner aux numéros et services suivants :

- 18 : **Pompiers**, ☎ 03 28 59 13 22 : **Poste de Gendarmerie Maritime**
- ou ☎ 03/21/87/21/87 (le 1616 à partir d'un portable) : **CROSS GRIS NEZ**

ARTICLE 5 – Obligations des baigneurs et autres usagers et signaux d'avertissement :

Dans la zone surveillée, aussi bien que sur l'ensemble de la plage, les baigneurs et autres usagers, sont tenus de se conformer aux injonctions des surveillants habilités par l'article 4. Ils doivent aussi respecter les prescriptions données par les pavillons hissés aux mâts de signalisation dressés sur la plage dont la signification est la suivante :

- **Drapeau Rouge** : Interdiction de se baigner sur toute la plage
- **Drapeau Orange** : Baignade dangereuse mais surveillée dans la zone définie à l'article 2
- **Drapeau Vert** : Absence de danger particulier, et la baignade est surveillée dans la zone définie à l'article 2
- **Absence de drapeau** : la baignade n'est pas surveillée, le public se baigne à ses risques et périls
- **Flamme bleue** : limite de baignade surveillée.

ARTICLE 6 – Interdictions d'évolution et de navigation dans la zone de baignade surveillée:

Du **1^{er} juillet au 31 août**, il est interdit aux embarcations et engins non immatriculés, à l'exception des kayaks de mer et des SUP Stand Up Paddle pratiquant la balade (surf interdit) non immatriculés, qui depuis le 1^{er} janvier 2007 sont considérés comme des engins de plage (avec une obligation de naviguer en deçà des 300 mètres), d'évoluer dans les zones de baignade surveillée. Il en est de même pour tout navire ou engin à moteur conformément à l'arrêté du Préfet maritime réglementant la navigation sur la bande littorale des 300 mètres de la commune de Dunkerque. Cette interdiction se prolonge pendant la période de balisage transitoire dans la zone de baignade surveillée. Toutefois, l'usage des engins de plage, accessoires de plages et baignade tels que les matelas pneumatiques y est autorisé.

Cette prescription ne concerne pas l'évolution des embarcations des MNS dès lors que ceux-ci sont en service.

ARTICLE 7 – Chenaux balisés :

Du **1^{er} juillet au 31 août**, comme il est indiqué à l'article 4, trois chenaux d'accès à la mer sont mis en place à travers la bande littorale des 300 mètres conformément à l'arrêté du Préfet Maritime de la Manche et de la Mer du Nord réglementant la navigation dans la bande littorale des 300 mètres de la Commune de DUNKERQUE :

- Au niveau de l'Ecole de voile, au droit du Poste de secours n°5 -Terminus un chenal large de 30 mètres, adossé à l'Est à la descente à bateaux est réservé aux navires à moteur et aux véhicules nautiques à moteur.
- A l'Ouest de ce chenal « moteur » et accolé à celui-ci, est mis en place un chenal d'une largeur de 150 mètres réservé aux planches à voile et aux bateaux à voile

➤ Enfin accolé également au chenal « moteur », à l'est de la descente à bateaux, est mis en place un chenal d'une largeur de 100 m réservé à la navigation des embarcations à voiles légères.

Tous ces chenaux sont représentés sur le plan de balisage joint en annexe du présent arrêté et de l'arrêté conjoint du Préfet maritime. Le stationnement et le mouillage y sont interdits.

De plus les dates limites du 1er juillet et 31 août mentionnées au 1^{er} alinéa du présent article **pourront être modulées chaque année** par arrêté municipal en fonction de la période officielle de surveillance des plages correspondant à la présence des maîtres nageurs sauveteurs de la Police Nationale (CRS) sur ces plages.

ARTICLE 8 – Zone d'évolution réservée à la pratique du Kite Surf :

Il est créé à l'Ouest du chenal « voile », mentionné ci-dessus à l'article 7, une zone d'évolution sécurisée et réservée à la pratique exclusive du Kite Surf d'une largeur de 450 mètres délimitée à l'Ouest par une ligne de bouée implantée à 48 mètres 50 de la balise cardinale Est du « brisant- Pavois » avec réservation d'une zone dédiée au déploiement et à la mise en œuvre des activités de glisse aéro - tractée nautiques (Kite surf) sur le sable de la partie de la plage correspondante. Cette zone technique sur le sable sera implantée à 30 mètres au minimum du perré de digue.

Par ailleurs, dans cette zone d'évolution réservée à la pratique du Kite surf, une zone de modules (Kite Park) pourra être mise en place de façon temporaire dans la bande littorale des 300mètres comptée par rapport à la limite des eaux à l'instant considéré.

ARTICLE 9 – Zone saisonnière réservée à la pratique du char à voile :

Ainsi que le prévoit l'article 3 de l'arrêté municipal n° 2015-3026 du 03 juin 2015 relatif à la Sécurité et à la Réglementation de la plage modifié par cet article 9 du présent arrêté, il est réservé **du 1^{er} juillet au 31 août, de 11 heures à 19 heures**, à l'ouest du Poste de secours n°5 - Terminus, sur l'estran de marée basse, **une zone saisonnière de 400 mètres par 200 mètres destinée à la pratique du char à voile en école**, encadrée par une structure bénéficiaire du label « Ecole Française de char à voile.» Cette zone inclut la partie de plage située au droit du chenal « planches à voile et bateaux à voile » de 150 mètres de large mentionné ci-dessus à l'article 7 et 250 mètres supplémentaires vers l'ouest pris sur le sable de la partie de plage correspondant à la zone d'évolution réservée à la pratique du Kite surf décrite ci-dessus à l'article 8

Elle est délimitée aux quatre angles par une signalétique repérable (flammes, drapeaux) et installée par la structure encadrante désignée au précédent alinéa.

Durant la période et les horaires mentionnés au premier alinéa, la circulation des chars à voile non encadrée par une structure labellisée « Ecole Française de char à voile », est interdite sur toute la plage.

ARTICLE 10 – Zones interdites à la Baignade :

Les zones définies ci-dessous sont interdites à la baignade :

A) La partie de la plage, au droit de l'Avenue Loubet où gisent les épaves du « Maide of Layde » et du « Horts » et ses alentours. Ces zones sont signalées par mouillage de bouées.

B) La partie de la plage au droit de la Digue du Break dans sa portion située sur le territoire de la Commune associée de MARDYCK en raison des risques industriels.

C) Les chenaux balisés cités à l'article 7 du présent arrêté et la zone d'évolution réservée à la pratique du Kite Surf décrite à l'article 8

ARTICLE 11 – Groupes et colonies de vacances :

Les directeurs ou les responsables des colonies de vacances ou de groupes assimilés comprenant des personnes mineures sont tenus de se présenter aux maîtres Nageurs Sauveteurs habilités et responsables de la sécurité de la plage qui leur assigneront un emplacement propice à l'organisation de leur baignade.

ARTICLE 12 – Vitesse de circulation dans la bande littorale des 300 m :

Conformément aux dispositions de l'arrêté de Monsieur le Préfet maritime de la Manche et de la Mer du Nord n°97/2013 du 13 décembre 2013, réglementant la pratique des loisirs et des sports nautiques dans les eaux territoriales et intérieures françaises de la zone maritime de la Manche et de la Mer du Nord (article 2) la circulation à **une vitesse supérieure à 5 Nœuds** de tous bâtiments, embarcations ou engins est **interdite en**

toute période de l'année dans la bande littorale des 300 mètres, y compris dans les chenaux traversiers mentionnés à l'article 7 du présent arrêté. Cette limitation de vitesse n'est pas applicable dans la zone d'évolution réservée à la pratique du Kite Surf, visée à l'article 8. Elle ne s'impose pas, non plus, aux engins destinés à porter secours.

ARTICLE 13 – Limite de circulation des planches à voile et autres embarcations mues par l'énergie humaine :

En application de l'article 240-3.03 de l'annexe à l'arrêté ministériel du 11 mars 2008 modifiant l'arrêté ministériel du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires, les planches à voile sont autorisées à naviguer dans une bande de 2 milles comptée vers le large à partir du bord des eaux à l'instant considéré et sous réserve de respecter les interdictions d'évolution dans la zone de baignade surveillée mentionnées à l'article 6 du présent arrêté.

Les autres embarcations mues par l'énergie humaine qui ne sont pas considérées comme des engins de plage effectuent des navigations diurnes et à une distance d'un abri n'excédant pas 6 milles.

ARTICLE 14– Interdiction de navigation, de stationnement et mouillage au large de la digue du Break :

En application des arrêtés du Préfet Maritime en date des 23 Août 1991 et 23 Octobre 1991, il est créé une zone interdite au stationnement et au mouillage des navires au large de la Digue du Break, dans la zone comprise entre la limite des eaux à l'instant considéré et trois cents mètres.

La navigation y est également interdite pour les navires et engins immatriculés, à l'exception des navires de pêche professionnelle et des bâtiments ou embarcations de l'Etat si cette interdiction est incompatible avec l'exercice de leurs missions.

Cette zone est délimitée à l'Ouest par une ligne passant par le méridien 002° 13, 34 ' E et à l'Est par une ligne passant par le méridien 002° 17,34'E.

ARTICLE 15– Véhicules nautiques à moteur :

Les utilisateurs des véhicules nautiques à moteurs (V.N.M.) doivent se conformer strictement à la réglementation ministérielle et préfectorale qui leur est applicable et, en particulier, aux arrêtés ministériels du 23 Novembre 1987 relatif à la sécurité des navires modifié et du 1^{er} juin 2001 relatif à l'utilisation en mer des véhicules nautiques à moteur modifié ainsi qu'aux dispositions de l'article 3.3 de l'arrêté de Monsieur le Préfet Maritime de la Manche et de la Mer du Nord n°97/2013 du 13 décembre 2013, réglementant la pratique des loisirs et des sports nautiques dans les eaux territoriales et intérieures françaises de la zone maritime de la Manche et de la Mer du Nord

ARTICLE 16 - Règles de sécurité relatives à la pratique du Longe Côte :

Le Longe Côte se pratique sur des parcours reconnus et dont les dangers sont clairement identifiés appelés « sentiers bleus » matérialisés par des pavillons et/ou balises qui correspondent aux zones de baignades estivales et exclusivement dans le cadre de sorties encadrées par des accompagnateurs confirmés appartenant à une association de Longe Côte ayant reçu l'agrément du Ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports pour la pratique de cette discipline sportive. Pour la Commune de Dunkerque, le parcours reconnu et matérialisé dans la zone de baignade de Dunkerque-Malo est dénommé « Sentier bleu des brises lames ».

Une association de longe côte agréée et reconnue peut organiser des longes AVENTURE en dehors de ce parcours déjà identifié afin de préparer l'ouverture de nouveaux sentiers bleus à condition toutefois d'en informer au préalable l'autorité municipale et de n'emmener dans cette sortie que des pratiquants confirmés et autonomes ou si, tel n'est pas le cas pour l'ensemble des participants, de prévoir un encadrement et des mesures de sécurité renforcés et adaptés aux circonstances.

Le longe côte peut être pratiqué tout au long de l'année (52 semaines par an), de jour comme de nuit, aux jours et heures de sorties définis par l'association encadrant l'activité et qui sont portés à la connaissance de l'autorité municipale ainsi que, en période estivale, au chef de plage dirigeant les MNS chargés de la surveillance de la Plage.

Des sorties exceptionnelles pourront être organisées à l'occasion d'événement particulier, en dehors des jours et horaires habituels après en avoir avisé l'autorité municipale.

Le niveau d'encadrement de chaque sortie et l'importance du matériel de sécurité emporté à cette occasion sont définis en fonction des critères suivants :

- Niveau des pratiquants du groupe et de leur aisance par rapport au milieu aquatique (débutant ou devant évoluer à proximité d'un encadrant, aquaphile, autonome)
- Conditions météo selon l'échelle de Beaufort
- Sens des courants et du vent
- Conditions de visibilité

- Autres conditions particulières (ex : pollution momentanée)

Le tableau joint en annexe du présent arrêté précise le niveau d'encadrement minimum requis en fonction du croisement des divers critères ci-dessus définis.

Chaque sortie est plus spécialement placée sous la responsabilité d'un directeur de sortie qui possède une parfaite connaissance du parcours d'évolution et de la météo, dispose d'un moyen d'alerte extérieur (de type V.H.F marine) et d'un moyen de liaison avec les autres accompagnateurs, fait l'appel des participants, évalue le potentiel des personnes présentes, détecte leur appétence au milieu aquatique, repère les personnes potentiellement à risque qu'il prend directement en charge ou dont il délègue l'encadrement à un accompagnateur confirmé.

Le directeur de sortie est en droit de décliner la participation à la sortie d'une personne qui se révélerait inapte ou refuserait de se conformer aux règles de sécurité, il a le pouvoir d'annuler la sortie, d'interdire la mise à l'eau ou de demander la sortie de l'eau temporaire ou définitive s'il estime que toutes les conditions de sécurité ne sont pas réunies.

Un enfant ne peut participer à l'activité qu'avec l'accord préalable du directeur de sortie et en présence et sous la responsabilité exclusive de son représentant légal ou d'un adulte dûment mandaté qui l'accompagnera tout au long de la sortie.

Les règles de sécurité suivantes devront être en outre respectées :

- Lorsque le sentier bleu coupe un chenal traversier affecté à une autre activité nautique, ne traverser ce chenal qu'après s'être assuré qu'il n'est pas en cours d'utilisation par un usager autorisé à évoluer dans ledit chenal
- En cas de sortie par faible visibilité (nuit ou visibilité inférieure à 50m), imposer à chaque participant le port d'une chasuble rétro-réfléchissante et d'une lumière de signalisation.

En outre, pendant la période d'ouverture des postes de secours, le directeur de sortie devra signaler au poste de secours le plus proche les heures d'entrée et de sortie de l'ensemble du groupe. Le chef de plage pourra être amené à interdire cette activité pour des raisons de sécurité en se fondant sur les critères définis ci-dessus à l'alinéa 5 du présent article.

ARTICLE 17– Opposabilité des dispositions de l'arrêté :

Les dispositions du présent arrêté concernant la délimitation et l'affectation de la zone de surveillance, des chenaux traversiers prévus à l'article 7 et de la zone d'évolution mentionnée à l'article 8 ne sont opposables que lorsque le balisage correspondant est en place.

ARTICLE 18 – Affichage de l'arrêté :

Outre son affichage dans les lieux habituels, cet arrêté sera également affiché aux postes de secours et à proximité des panneaux de limite de surveillance.

ARTICLE 19 – Sanctions :

Sans préjudice de l'application d'autres peines prévues par les lois et règlements en vigueur, les infractions au présent arrêté seront poursuivies en fonction de l'article R. 610-5 du Code Pénal.

ARTICLE 20 – Recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans les deux mois à compter de son affichage.

ARTICLE 21– Exécution de l'arrêté :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, les services de gendarmerie maritime, les MNS de la Police Nationale ainsi que tous les agents de la Force Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A DUNKERQUE, le 29 mars 2016

Le présent acte est certifié
Exécutoire
A compter du

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué



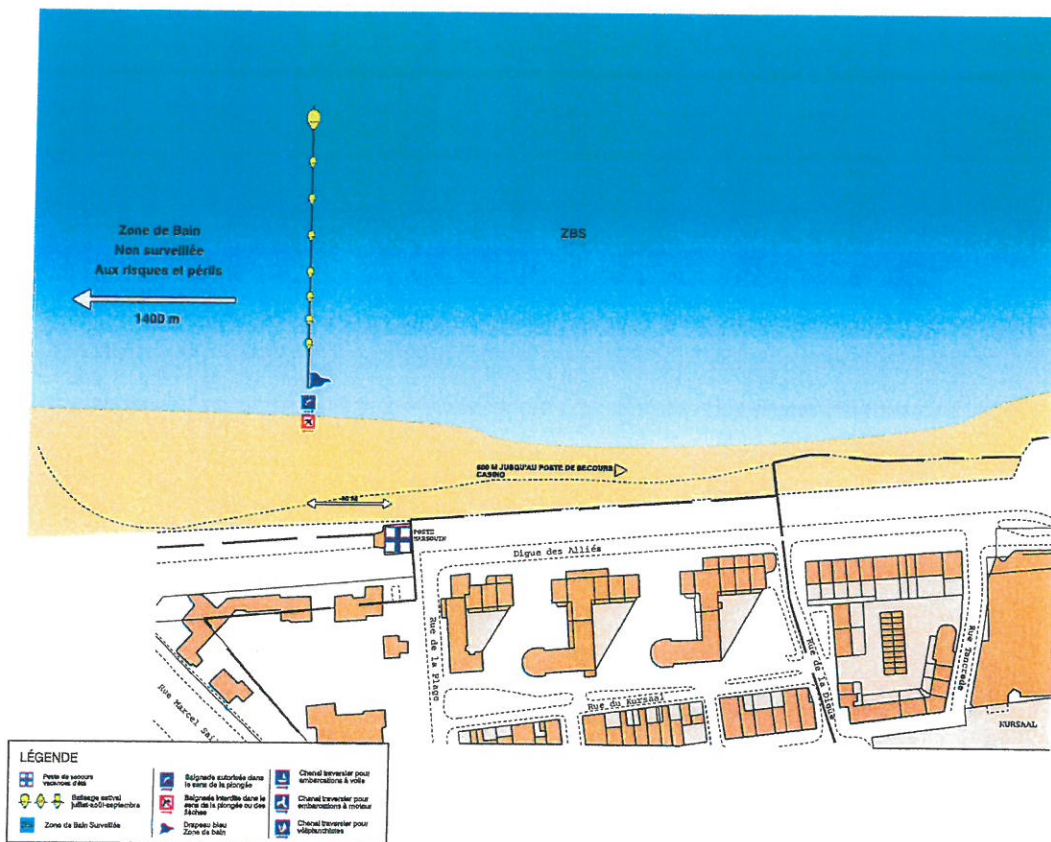
Le Maire,

Patrice VERGRIETE

BALISAGE DE LA PLAGE

ville de Dunkerque

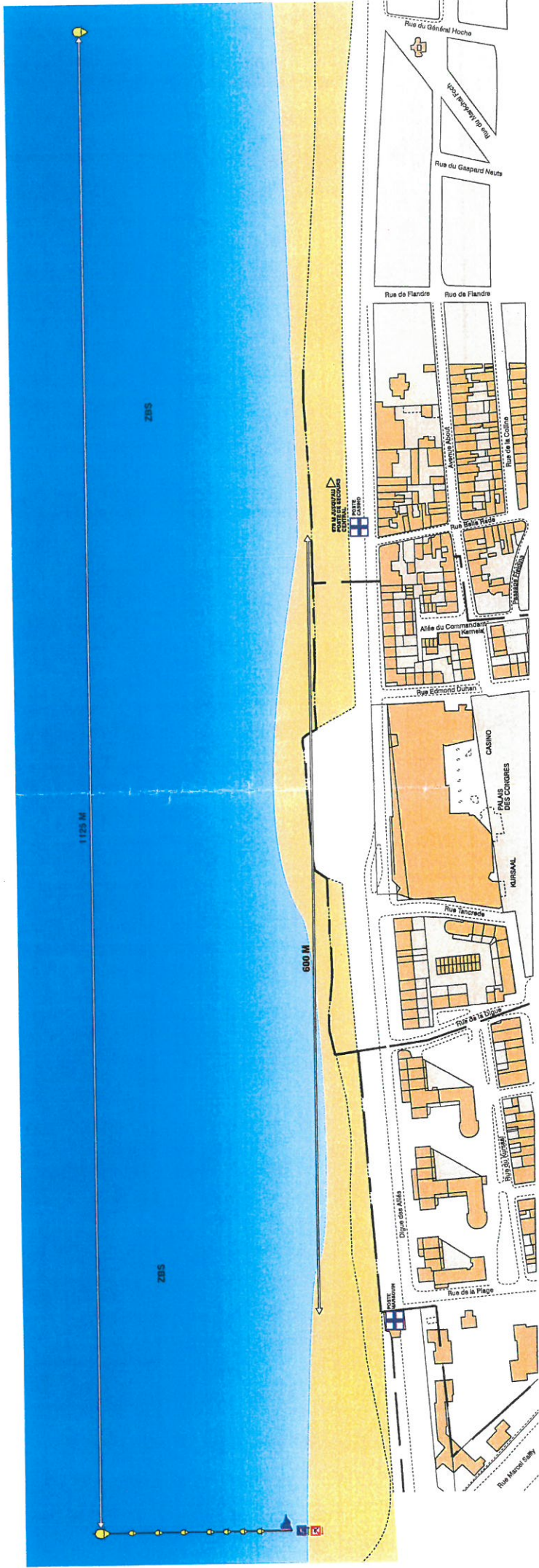
POSTE DE SECOURS MARSOUIN

















BALISAGE DE LA PLAGE

ville de Dunkerque

POSTE DE SECOURS CASINO

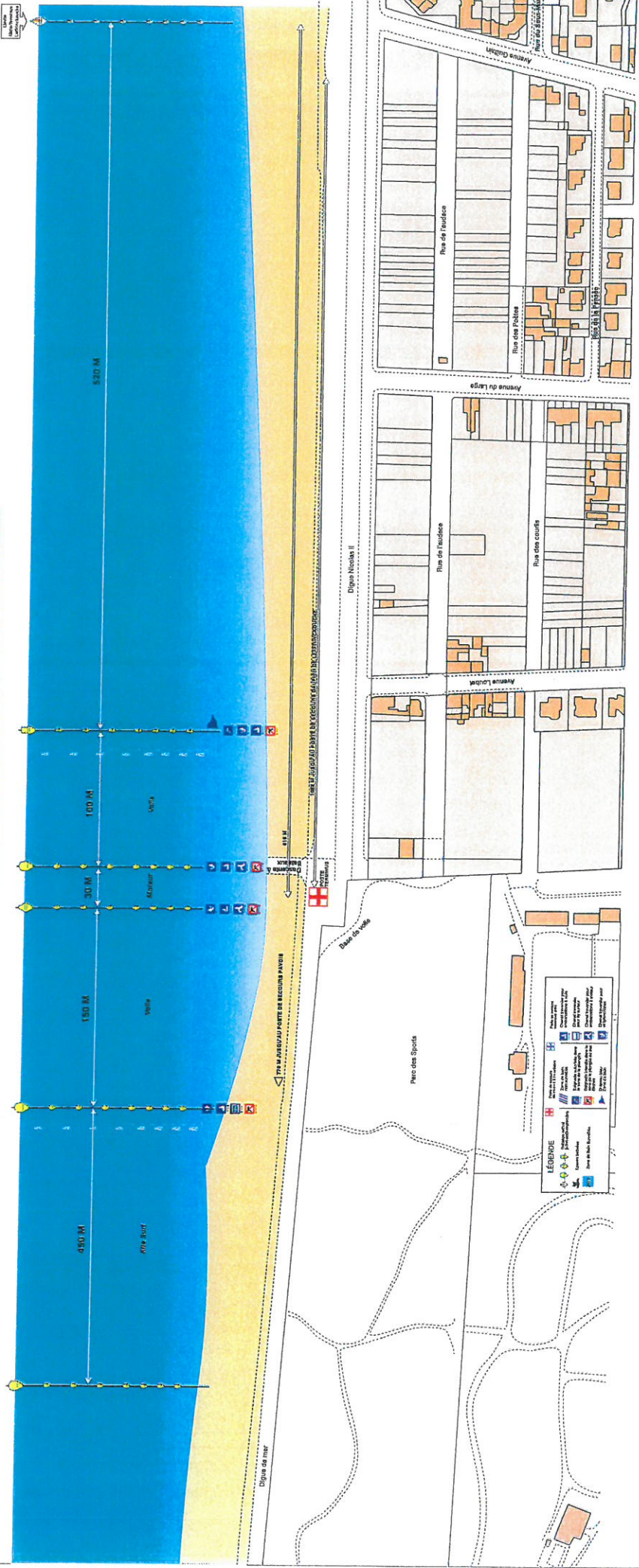


LÉGENDE	
	Zone de 400 Mètres
	Poste de secours
	Point de repère
	Direction de la plage
	Direction de la mer
	Direction de la ville
	Direction de la zone de 400 Mètres
	Direction de la zone de 100 Mètres
	Direction de la zone de 50 Mètres
	Direction de la zone de 25 Mètres
	Direction de la zone de 10 Mètres
	Direction de la zone de 5 Mètres
	Direction de la zone de 2 Mètres
	Direction de la zone de 1 Mètre

BALISAGE DE LA PLAGE

ville de Dunkerque

POSTE DE SECOURS TERMINUS



ZONE DE BAINAGE NON AMÉNAGÉE / NON SURVEILLÉE AUX RISQUES ET PÉRILS

LIMITE DE LA ZONE DE BAIN SURVEILLÉE DÉLIMITÉE PAR LES BOUÉES SPHÉRIQUES JAUNES



**ATTENTION À LA PROFONDEUR
DE L'EAU ZONE ABRUPTE**



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU NORD
VILLE DE DUNKERQUE

ARRETE N° 2016/3396



DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES
PJ/FL/

SECURITE ET REGLEMENTATION DE LA PLAGES

Le Maire de la Ville de Dunkerque

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-2-5, L.2212-3 et L.2213-23.

Vu le Code Pénal, notamment l'article R 610-5

Vu le Code du Patrimoine, notamment les articles L.542-1 à L.542-3,

Vu le Code des Transports et notamment les articles L5261-1, L5261-2, L5261-3

Vu la loi modifiée n° 83-581 du 5 juillet 1983 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution.

Vu la loi modifiée n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment l'article 5

Vu la loi n° 91-2 du 3 janvier 1991 relative à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels et portant modification du Code des Communes, désormais codifié à l'article L. 2213-4 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le décret modifié n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution,

Vu le décret n° 91-787 du 19 août 1991 pris pour l'application de l'article 4 bis de la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance et de la loi n° 89-900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux, désormais codifiée dans le Code du Patrimoine aux articles L.542-1 à L.541-3, ci-dessus visés

Vu le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer,

Vu le décret n°2007-1167 du 02 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur.

Vu l'arrêté ministériel modifié du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande maritime des 300 mètres

Vu l'arrêté interministériel du 3 mai 1995 relatif aux manifestations nautiques en mer,

Vu l'arrêté ministériel modifié du 1^{er} juin 2001 relatif à l'utilisation en mer des véhicules nautiques à moteur

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet Maritime de la Manche et de la Mer du Nord n° 22/91 du 23 août 1991 modifié par l'arrêté du Préfet Maritime n° 27/91 du 23 octobre 1991 et réglementant la navigation au large de la digue du Break (DUNKERQUE)

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet Maritime de la Manche et de la Mer du Nord n°14/93 du 18 juin 1993, réglementant la circulation des navires, engins de plaisance et de sports nautiques et des engins non orthodoxes dans les eaux et rades de la Préfecture Maritime de la Manche et de la Mer du Nord ;

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet Maritime de la Manche et de la Mer du Nord n° 62 / 2012 du 03 août 2012 réglementant la navigation sur la bande littorale des 300 mètres de la Commune de DUNKERQUE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet maritime de la Manche et de la Mer du Nord n° 28/2013 du 31 mai 2013 réglementant la pratique des loisirs et sports nautiques dans les eaux territoriales et intérieures françaises de la zone maritime de la Manche et de la Mer du Nord,

Vu l'arrêté municipal n° 2015/3026 du 3 juin 2015 relatif à la Sécurité et la Réglementation de la Plage modifié par l'arrêté municipal n°2015/6779 du 8 décembre 2015,

Vu l'arrêté municipal n° 2015/1890 du 10 avril 2015 portant Règlement Général de Circulation et de Stationnement de la Ville de Dunkerque,

Vu l'arrêté municipal n° 2016/1251 du 29 mars 2016 définissant les zones et périodes de baignades surveillées ainsi que les chenaux traversiers sur les plages de la Commune de DUNKERQUE,

Considérant qu'il est de l'intérêt général de prescrire des mesures propres à prévenir les accidents sur la plage, d'y faire respecter l'ordre public et de garantir la sécurité des différentes activités qui s'y exercent,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} – Abrogation des dispositions antérieures :

L'arrêté municipal n° 2015/3026 du 3 juin 2015 relatif à la Sécurité et la Réglementation de la Plage modifié par arrêté n°2015/6779 du 8 décembre 2015 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 2 – Objet du présent arrêté :

L'arrêté municipal n°2016/1251 du 29 mars 2016 réglemeute désormais les zones, périodes et horaires de surveillance de la baignade sur les plages de DUNKERQUE et de la Commune Associée de MARDYCK, précise les obligations des baigneurs et autres usagers et la signification des signaux d'avertissement, délimite les chenaux traversiers balisés ainsi que le zone d'évolution réservée à la pratique du Kite Surf, définit les zones interdites à la baignade et rappelle les réglementations ministérielles et préfectorales en ce qui concerne la vitesse de circulation dans la bande littorale des 300 m, la limite de circulation des planches à voile, l'interdiction de navigation, de stationnement et de mouillage au large de la digue du Break et les conditions d'évolution des véhicules nautiques à moteur.

Le présent arrêté municipal a pour objet de réglementer les autres activités se déroulant sur les plages de DUNKERQUE et d'édicter au plan local les mesures de sécurité nécessaires pour le bon déroulement desdites activités.

ARTICLE 3 – Chars à Voile et Speed-Sails :

Ainsi que le prévoit l'article 9 de l'arrêté municipal n° 2016/1251 du 29 mars 2016 définissant les zones et périodes de baignades surveillées ainsi que les chenaux traversiers sur les plages de la Commune de DUNKERQUE, il est réservé du **1^{er} juillet au 31 août**, de 11 heures à 19 heures, à l'ouest du Poste de secours n°5- Terminus, sur l'estran de marée basse, **une zone saisonnière de 400 mètres par 200 mètres destinée à la pratique du char à voile en école**, encadrée par une structure bénéficiaire du label « Ecole Française de char à voile. » Cette zone inclut la partie de plage située au droit du chenal « planches à voile et bateaux à voile » de 150 mètres de large et 250 mètres supplémentaires vers l'ouest pris sur le sable de la partie de plage correspondant à la zone d'évolution réservée à la pratique du Kite surf.

Elle est délimitée aux quatre angles par une signalétique repérable (flammes, drapeaux) et installée par la structure encadrante désignée au précédent alinéa.

Durant la période et les horaires mentionnés au premier alinéa, la circulation des chars à voile non encadrée par une structure labellisée « Ecole Française de char à voile », est interdite sur toute la plage.

Par ailleurs, du mois de septembre au mois de janvier et du mois de mars à juin, la partie de la plage comprise entre la descente à bateaux du poste de secours Terminus et la limite territoriale avec la commune

de LEFFRINCKOUCKE est réservée exclusivement soit le mercredi, le samedi ou le dimanche et en fonction des horaires de marée basse, aux séances d'entraînement du Pôle Départemental d'Entraînement de char à voile, à raison de 15 séances d'entraînement par an, d'une durée chacune de 4 h. Lors de ces séances, le périmètre ainsi réservé est matérialisé par des drapeaux et des cônes de Lubeck.

En tout état de cause, les pratiquants de chars à voile et de speed-sails sont et demeurent responsables des accidents qu'ils pourront provoquer. Ils doivent régler leur allure de manière à rester maître en toute circonstance de leur véhicule.

En outre, des dérogations à titre exceptionnel pourront être délivrées à des dates et emplacements déterminés par l'autorité municipale pour permettre l'organisation de compétitions dans cette discipline. »

ARTICLE 4 – Jeux sportifs et autres sur la digue :

Il est défendu, sauf autorisation particulière délivrée par la Mairie de se livrer sur la digue réservée aux promeneurs ainsi que sur la chaussée carrossable à des jeux sportifs collectifs tels que le football, volley-ball, etc.... ou de circuler pendant la saison balnéaire sur des engins à pédales ou à roulettes tels que « planches à roulettes » dont la pratique pourra se faire uniquement dans le cadre de « l'animation plage » ou sur des aires aménagées.

ARTICLE 5 – Interdiction de dépôt sur la partie carrelée des digues des voiles ou engins munis de voiles :

Le dépôt sur la partie carrelée des digues de Dunkerque et Malo les bains des voiles de fly surf, kite surf et, d'une manière générale, de tout enfin de plaisance, de plage ou de sport nautique muni d'une voile est interdit.

ARTICLE 6 – Circulation et stationnement sur la plage :

La circulation et le stationnement sur la plage des véhicules automobiles, des cyclomoteurs, vélomoteurs, mobylettes et bicyclettes sont interdits toute l'année, à l'exception :

- des véhicules de secours ou de service
- des véhicules bénéficiant d'une autorisation préfectorale, sur proposition de la DDTM (gestionnaire du Domaine Public Maritime) pour amener à l'eau les V.N.M. et toute autre embarcation ainsi que pour rentrer les esquifs.

Les véhicules des particuliers pourront emprunter exclusivement, pour amener ces embarcations sur la plage, la descente à bateaux jusqu'à l'endroit où commence la partie sableuse.

ARTICLE 7 – Equitation :

La pratique de l'équitation est interdite sur les plages du 1^{er} avril au 30 octobre de chaque année.

Des dérogations à titre exceptionnel pourront être délivrées à des dates et emplacements déterminés par l'autorité municipale pour permettre des manifestations de sport équestre. Les bénéficiaires de ces dérogations auront l'obligation de faire procéder immédiatement après la manifestation au nettoyage de l'espace utilisé : piste de parcours et emplacements des spectateurs.

ARTICLE 8 – Chiens et autres animaux :

L'accès de la plage de DUNKERQUE MALO LES BAINS et de la mer est interdit du 1^{er} avril au 31 octobre de chaque année aux chiens, même tenus en laisse, mais reste accessible aux chiens reconnus guides d'aveugle ou d'assistance. L'accès des chiens est autorisé toute l'année sur la portion de la plage située au droit de la digue du Vent.

Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 7 concernant la pratique de l'équitation, l'accès des autres animaux est également interdit toute l'année sauf autorisations particulières délivrées par l'autorité municipale.

ARTICLE 9 – Pêche :

La pêche à la ligne ou avec tout autre enfin est interdite dans les zones de baignade définies par l'arrêté municipal n° 2016/1251 du 29 mars 2016, pendant les heures de surveillance. De même, il est interdit de circuler à terre avec des engins de pêche sous-marine armés.

En outre, la pêche au filet fixe dans la zone de balancement des marées est interdite du 1^{er} juin au 14 septembre en vertu de l'arrêté pris par M. le Directeur Interrégional des Affaires Maritimes « Nord-Pas-de-Calais Picardie Haute et Basse Normandie » en date du 12 mars 1993.

Hors de cette période, la pêche au filet fixe est également interdite en avril, mai et du 15 septembre au 30 octobre dans la zone surveillée d'une largeur de 400 mètres balisée de façon transitoire au droit du poste de secours Central Avenue de la Mer à Malo les Bains (deux cent mètres de part et d'autre) les mercredis et samedis de 14 h à 19 h et les dimanches et jours fériés de 10 h à 19 h.

Le nombre global de filets fixes pouvant être disposés dans la zone de balancement des marées sur le littoral dunkerquois est, par ailleurs, fixé par l'arrêté de M. le Préfet du Département du Nord en date du 7 juillet 1993 pris en application de l'arrêté ministériel du 2 juillet 1992 portant sur le même objet.

L'exploration sous-marine est également interdite dans les zones de surveillance de baignades.

ARTICLE 10 – Armes à feu - Chasse :

1] L'usage d'armes à feu est formellement interdit sur les plages de Dunkerque et Malo les Bains.

2] En ce qui concerne la plage de la digue du Break, la chasse est interdite sur la plage et la digue toute l'année sur une distance de 300 m vers l'Ouest à partir de la jetée Est de l'avant port de Dunkerque, en période de chasse elle est autorisée durant la saison estivale et jusqu'au 2^{ème} dimanche de septembre inclus de 10 h à 19 h sur la partie restante de cette plage et de cette digue située sur le territoire de l'ancienne commune de Dunkerque.

A partir du 2^{ème} lundi de septembre, la chasse est autorisée sans restriction d'horaire.

La chasse est autorisée sur la partie de territoire située sur la commune associée de Mardyck.

Lorsqu'elle est autorisée, la chasse est soumise aux dispositions nationales et préfectorales qui lui sont applicables.

ARTICLE 11 – Pratique du cerf-volant :

La pratique du cerf-volant est libre toute l'année et quels que soient les horaires sur la portion de la plage située à l'ouest de la rue de la Plage.

En dehors de cette portion de la plage et pendant les périodes de surveillance des baignades, la pratique du cerf-volant dynamique ou pilotable n'est autorisée que durant les heures d'ouverture de l'animation Cerf-volant encadrée par un éducateur sportif de la Ville de Dunkerque et uniquement sur la portion de plage située au droit de la rue du Sous-marin Prométhée.

En dehors des périodes de surveillance des baignades, la pratique du cerf-volant redevient libre à condition de respecter une distance de sécurité de 30 mètres par rapport au perré de la Digue.

Des dérogations pourront être délivrées à des dates et emplacements déterminés par l'autorité municipale pour permettre l'organisation des compétitions dans cette discipline.

ARTICLE 12 – Propreté des lieux :

Il est interdit de jeter ou d'abandonner sur la plage des papiers, détritiques, débris de verre ou autres corps durs de nature à souiller les plages ou pouvant occasionner des blessures.

Les usagers des plages devront utiliser les poubelles prévues à cet effet et maintenir les lieux qu'ils occupent en état de propreté.

Les loueurs de tentes et sièges devront ramasser les détritiques éventuellement laissés sur place par leur clientèle.

ARTICLE 13 – Tranquillité des usagers :

Il est interdit de troubler la tranquillité des usagers de la plage par des bruits ou jeux divers. L'usage des postes radiorécepteurs, téléviseurs, électrophones, phonographes, n'est toléré que s'il n'occasionne pas de gêne pour le voisinage.

ARTICLE 14 – Le camping et le caravanning :

Ils sont formellement interdits sur la plage et sur la digue ainsi que dans les dunes situées à l'Est du territoire (sauf s'il s'agit de terrains privés aménagés suivant les dispositions prévues par l'arrêté préfectoral). Il en va de même pour les caravanes et les tentes aux endroits gênants, et les particuliers ou loueurs devront notamment monter leur tente de plage à une distance minimum de cinq mètres des kiosques (éventuellement mis en place) à partir des portes de ces derniers situés côté mer.

Par ailleurs, conformément à l'article 41 de l'arrêté n° 2015/1890 du 10 avril 2015 portant Règlement Général de Circulation et de Stationnement de la Ville de Dunkerque :

« Le stationnement des caravanes, autocaravanes et de tous les véhicules dits de camping est interdit en dehors des terrains aménagés. Toutefois, pour permettre aux utilisateurs des véhicules de ce type, en transit, d'effectuer une visite de la Ville, une tolérance de six heures (6) de stationnement leur sera accordée

à condition qu'ils n'apportent aucune gêne aux autres usagers, dans la limite de trente six heures (36), rue de la Licorne, sur le parking de la Licorne.

Ces tolérances ne s'appliquent toutefois pas aux Dignes de Mer, des Alliés, du Vent et Nicolas II, à la rue Marcel Saily ainsi qu'au parking attenant à ladite rue et Avenue du Large à son extrémité Nord »

ARTICLE 15 – Utilisation des détecteurs de métaux sur les plages :

L'utilisation des détecteurs de métaux est interdite sur les plages de 10 h à 19 h du 15 avril au 30 septembre de chaque année ainsi qu'en dehors de cette période, les mercredis, samedis, dimanches et vacances scolaires.

La pratique de cette activité, lorsqu'elle n'est pas interdite en vertu des dispositions de l'alinéa 1^{er}, est soumise, en outre, à l'obligation d'obtenir l'autorisation préalable de Monsieur le Préfet de Région conformément à la législation en vigueur.

Le titulaire de l'autorisation préfectorale s'engage à refermer les trous pratiqués à l'occasion de ses recherches et à informer les autorités en cas de découverte ayant un intérêt historique ou présentant un danger.

ARTICLE 16 – Exploitation commerciale des engins de plage :

- Obligations des exploitants :

Toute personne exerçant la profession principale ou accessoire de loueur au public des engins de plage tels qu'ils sont définis par la réglementation en vigueur, notamment le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié et les arrêtés ministériels pris pour son application devra observer les prescriptions suivantes :

- Rendre les engins insubmersibles de telle sorte que s'ils chavirent, ils demeurent à la surface de l'eau.

- Faire inscrire très ostensiblement sur les engins le nombre maximum d'occupants qu'ils peuvent supporter.

- Refuser de louer tout enfin à des personnes âgées de moins de 16 ans, sauf si elles présentent le brevet de nageur scolaire.

- Veiller à ce que le nombre d'occupants autorisés ne soit pas dépassé.

- Indiquer à l'utilisateur les limites de la zone à l'intérieur de laquelle la surveillance est organisée.

- Obligations des usagers :

Toute personne qui, en dehors des clubs sportifs organisés, désire louer un engin de plage, devra observer les prescriptions suivantes :

- Justifier de son âge si la demande lui en est faite par l'exploitant.

- Ne pas dépasser les limites de la zone de surveillance.

- Ne pas embarquer en cours de promenade un nombre de personnes supérieur à celui qui est inscrit sur l'engin de plage.

- Ne pas se livrer à des jeux ou à des actes susceptibles de faire chavirer l'enfin sans motif.

En ce qui concerne les autres modes de navigation, ils sont régis par les décrets n°s 84-810 du 30 août 1984 et 2007-1167 du 02 août 2007 ainsi que par les arrêtés ministériels et du Préfet Maritime pris pour leur application et leur utilisation est de la compétence de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer- Délégation à la Mer et au Littoral et à la Navigation Intérieure- 257, rue de l'Ecole Maternelle à DUNKERQUE- 59140, Tél. 03/28/24/98/20 ;

Il est précisé que l'utilisation de tout engin de plage est rigoureusement interdite sur la plage de la Commune associée de MARDYCK.

ARTICLE 17 – Rôle des Maîtres Nageurs Sauveteurs :

En ce qui concerne la surveillance confiée aux Maîtres Nageurs Sauveteurs, les missions qui leur incombent sont celles qui sont définies par les instructions ministérielles en vigueur :

- Missions principales :

- ♦ Surveillance des baignades, notamment des groupes d'enfants, colonies de vacances, etc. se présentant sur les plages.

- ♦ Soins aux blessés légers, coupures, blessures, indispositions.

- ♦ Education du public et des groupes de jeunesse sur le sauvetage des noyés et la réanimation.

➤ Missions secondaires :

Les Maîtres Nageurs Sauveteurs doivent également participer à toutes actions de police sur les plages, selon les directives précisées par les arrêtés municipaux dont ils auront connaissance, notamment sur la présence des chiens, la répression du bruit exagéré (postes de radio portatifs, jeux) et l'emploi d'engins de pêche dangereux (harpon) ainsi que sur la réglementation du canotage et d'autres engins nautiques, selon les instructions du présent arrêté.

ARTICLE 18 – Sanctions :

Sans préjudice de l'application d'autres peines prévues par les lois et règlements en vigueur, les infractions au présent arrêté seront poursuivies en fonction de l'article R 610-5 du Code Pénal.

ARTICLE 19 – Recours :


Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans les deux mois à compter de son affichage.

ARTICLE 20 – Exécution de l'arrêté :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, les services de Gendarmerie Maritime, les MNS de la Police Nationale ainsi que tous les agents de la Force Publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A DUNKERQUE, le 22 juin 2016

Le Présent acte est certifié
Exécutoire
A compter du
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Le Maire,

Patrice Vergrès




SECURITE PLAGE – SAISON 2017
ZONE DE BAINADE DANGEREUSE

Le Maire de la Ville de DUNKERQUE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-2-5, L.2212-3 et L.2213-23.

Vu l'arrêté municipal n°2016/1251 du 29 mars 2016 définissant les zones et périodes de baignades surveillées ainsi que les chenaux traversiers sur les plages de la commune de Dunkerque, et notamment l'article 4

Vu l'arrêté municipal n° 2016/3396 du 22 juin 2016 relatif à la sécurité et réglementation de la plage,

Vu la lettre en date du 18 mai 2016 de Monsieur le Préfet du Nord adressée à Monsieur le Maire de Dunkerque et confirmant l'affectation de dix maîtres-nageurs sauveteurs des compagnies républicaines de sécurité pour la saison estivale au profit de la commune de Dunkerque,

Vu la présence de bâches dans la zone de surveillance de la plage de DUNKERQUE résultant d'une importante dénivellation du sol,

Considérant qu'il est nécessaire, en conséquence, d'informer les usagers de leur présence et de leur dangerosité,

ARRETE

ARTICLE 1 : Zones de danger – information

Compte tenu de la présence de bâches sur la plage de DUNKERQUE résultant d'une importante dénivellation du sol, les baigneurs sont informés de leur présence par des pictogrammes adaptés qui les avertissent du danger profondeur et des fonds mouvants dans le périmètre délimité par des bouées. Est notamment visée par le présent arrêté la zone située au droit de la place du Centenaire jusqu'au droit du 66 bis Digue de mer.

ARTICLE 2 : Affichage du présent arrêté

Outre son affichage dans les lieux habituels, cet arrêté sera également affiché aux postes de secours et à proximité des panneaux de limite de surveillance.

ARTICLE 3 : Recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

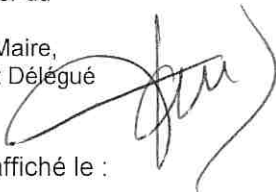
ARTICLE 4 : Exécution de l'arrêté :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, les services de gendarmerie maritime, les maîtres-nageurs sauveteurs de la Police Nationale ainsi que tous les agents de la Force Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A DUNKERQUE, le 23 juin 2017

Le présent acte est certifié
Exécutoire
A compter du

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué



Arrêté affiché le :

Le Maire,



Patrice VERGRIETE

Par suppléance du Maire
le Maire adjoint

Karine Bonarob

ARRETE MUNICIPAL MODIFICATIF

Le Maire de la Ville de Dunkerque

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-2-5, L.2212-3 et L.2213-23.

Vu le Code Pénal, notamment l'article R 610-5

Vu la loi modifiée n° 83-581 du 5 juillet 1983 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution.

Vu la loi n° 91-2 du 3 janvier 1991 relative à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels et portant modification du Code des Communes, désormais codifié à l'article L. 2213-4 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le décret modifié n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution,

Vu le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer,

Vu le décret n°2007-1167 du 02 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur.

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande maritime des 300 mètres

Vu l'arrêté interministériel du 3 mai 1995 relatif aux manifestations nautiques en mer,

Vu l'arrêté ministériel modifié du 1^{er} juin 2001 relatif à l'utilisation en mer des véhicules nautiques à moteur

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet Maritime de la Manche et de la Mer du Nord n° 22/91 du 23 août 1991 modifié par l'arrêté du Préfet Maritime n° 27/91 du 23 octobre 1991 et réglementant la navigation au large de la digue du Break (DUNKERQUE)

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet Maritime de la Manche et de la Mer du Nord n° 74/ 2015 du 17 juillet 2015 réglementant la navigation sur la bande littorale des 300 mètres de la Commune de DUNKERQUE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet maritime de la Manche et de la Mer du Nord n° 28/2013 du 31 mai 2013 réglementant la pratique des loisirs et sports nautiques dans les eaux territoriales et intérieures françaises de la zone maritime de la Manche et de la Mer du Nord,

Vu l'arrêté municipal n° 2015/3026 du 3 juin 2015 relatif à la Sécurité et la Réglementation de la Plage modifié par l'arrêté municipal n°2015/6779 du 8 décembre 2015,

Vu l'arrêté municipal n° 2016/1251 du 29 mars 2016 définissant les zones et périodes de baignades surveillées ainsi que les chenaux traversiers sur les plages de la Commune de DUNKERQUE,

Vu l'arrêté municipal n02016/3396 du 22 juin 2016 relatif à la sécurité et à la réglementation de la plage,

Vu la demande du Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre tendant à l'harmonisation des horaires de surveillance entre Dunkerque, Leffrinckoucke, Zuydcoote et Bray-Dunes,

Considérant qu'il paraît opportun pour des questions de sécurité de modifier les horaires de surveillance dans les zones de surveillance,

ARRETE

ARTICLE 1 : Périodes et horaires de surveillance

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté n°2016/1251 en date du 29 mars 2016 définissant les zones et périodes de baignades surveillées ainsi que les chenaux traversiers sur les plages de Dunkerque sont modifiées comme suit :

Les zones mentionnées à l'article 2 sont surveillées du 1^{er} juillet au 31 août. Toutefois ces dates pourront être modulées chaque année en fonction de la période durant laquelle les maîtres-nageurs sauveteurs de la Police Nationale(CRS) seront présents sur les plages de Dunkerque pour assurer cette surveillance des zones de baignade ; un arrêté précisera chaque année les dates de cette période officielle de surveillance.

Une permanence sera assurée du 1^{er} juillet au 31 août aux postes de secours par des maîtres-nageurs sauveteurs qualifiés de **10 heures à 19 heures** afin de donner les premiers soins aux baigneurs.

En avant et après saison sera assurée du 1^{er} au 30 juin et du 1^{er} septembre au premier dimanche suivant la rentrée scolaire, les mercredis, samedis, dimanches et jours fériés de 14 heures à 18 heures l'ouverture en postes sans « flamme ni zone de baignade affectée des deux postes numéros 3 dénommé BELUGA, dit poste central et 5 dénommé TERMINUS.

Si un accident survient dans la zone de baignade pendant l'absence des maîtres-nageurs sauveteurs ou en dehors des heures de surveillance, les témoins peuvent téléphoner aux numéros suivants

18 : Pompiers

03 28 59 13 22 : Poste de gendarmerie maritime

03.21.87.21.87 (196 à partir d'un portable) ; CROSS GRIS NEZ

ARTICLE 2 : Autres dispositions

Les autres dispositions de l'arrêté n°2016/1251 en date du 29 mars 2016 définissant les zones et périodes de baignades surveillées ainsi que les chenaux traversiers sur les plages de Dunkerque demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Affichage du présent arrêté

Outre son affichage dans les lieux habituels, cet arrêté sera également affiché aux postes de secours et à proximité des panneaux de limite de surveillance.

ARTICLE 4 : Recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

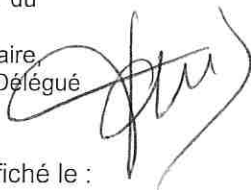
ARTICLE 5 : Exécution de l'arrêté :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, les services de gendarmerie maritime, les maîtres-nageurs sauveteurs de la Police Nationale ainsi que tous les agents de la Force Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent acte est certifié
Exécutoire

A compter du

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué



Arrêté affiché le :

FAIT A DUNKERQUE, le 26 juin 2017

Le Maire,



Patrice VERGRIETE

*Par suppléance du Maire
la 1^{ère} adjointe*

Wanna Benarab

PRÉFECTURE MARITIME DE LA MANCHE ET DE LA MER DU NORD

Cherbourg-en-Cotentin, le 12 juillet 2019
N° 66/PREMAR MANCHE/AEM/NP



PRÉFECTURE MARITIME DE LA
MANCHE ET DE LA MER DU NORD

Division « action de l'État en mer »

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

règlementant la navigation et les activités nautiques dans la bande littorale des 300 mètres de la commune de Dunkerque.

- P. JOINTE : annexe I – plan de balisage de la commune de Dunkerque
- T. ABROGÉ : arrêté n° 39/2016 du 31 mai 2016 règlementant la navigation et les activités nautiques dans la bande littorale des 300 mètres de la commune de Dunkerque.

-

Le vice-amiral d'escadre Philippe Dutrieux
Préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-3 et L.2213-23 ;
- le code des transports, notamment l'article L.5242-2 ;
- le code pénal, notamment les articles 131-13 et R. 610-5 ;
- la loi n° 83-581 du 05 juillet 1983 modifiée sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution, et notamment son article 2 ;
- le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie en mer, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution ;
- le décret n° 2004-112 du 06 février 2004 modifié relatif à l'organisation de l'action de l'État en mer ;
- le décret n° 2007-1167 du 02 août 2007 relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur ;
- l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié relatif à la sécurité des navires ;
- l'arrêté interministériel du 03 mai 1995 relatif aux manifestations nautiques en mer ;
- l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande littorale maritime des 300 mètres ;
- l'arrêté n° 15/2010 du 03 mai 2010 du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord règlementant les manifestations nautiques dans les eaux territoriales et intérieures françaises relevant de la compétence du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord ;

- l'arrêté n° 41/2018 du 29 mai 2018 du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord réglementant la pratique des loisirs et sports nautiques dans les eaux territoriales et intérieures françaises de la zone maritime de la Manche et de la mer du Nord ;
- l'arrêté préfectoral n° 99/2018 du 28 septembre 2018 du préfet de la Manche et de la mer du Nord portant délégation de signature au titre de l'action de l'Etat en mer ;
- l'arrêté municipal du n° 2016/1251 du 29 mars 2016 du maire de Dunkerque réglementant la police et la sécurité de la plage Dunkerque :

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer adjoint, délégué à la mer et au littoral du Nord ;

Considérant la nécessité de réglementer et d'organiser la navigation et les activités nautiques pour assurer la sécurité dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune de Dunkerque.

Arrête

Article 1^{er} : Dispositions générales

Dans la bande littorale des 300 mètres bordant la plage de Dunkerque-Malo, il est créé une zone réglementée comprenant cinq zones de baignade, la zone d'évolution réservée au kite-surf et trois chenaux traversiers réservés aux navires à moteur et aux véhicules nautiques à moteur couvrant une bande continue d'environ 3500 mètres de large. Cette zone réglementée est matérialisée par un plan de balisage, qui fait l'objet d'une représentation cartographique annexée au présent arrêté.

Article 2 : Délimitation des zones de baignade surveillée

Cinq zones de baignade surveillée sont établies par la maire de Dunkerque :

- **poste n°1** dénommé **MARSOUIN**, face à la rue de la plage, couvrant la zone de surveillance n°1 dont la limite Ouest est positionnée à 40m à l'ouest du poste de secours, au droit de la digue des alliés et dont la limite Est se situe au droit de la marque cardinale ouest du « brisant casino » et de la digue de mer ;
- **poste n°2** dénommé **CASINO**, face à la rue Belle Rade couvrant la zone de surveillance n°2 dont la limite Ouest est positionnée au droit de la marque cardinale ouest du « brisant casino » et de la digue de mer et dont la limite Est se situe au droit de la marque cardinale ouest du « brisant central » et de la digue de mer ;
- **poste n°3** dit **POSTE CENTRAL**, dénommé **BELUGA**, face à l'Avenue de la Mer couvrant la zone de surveillance n°3 dont la limite Ouest est positionnée au droit de la marque cardinale ouest du « brisant central » et de la digue de mer et dont la limite Est se situe au droit de la rue du Méridien ;
- **poste n°4** dénommé **PAVOIS**, face à la rue de la Licorne, à l'Est du Grand Pavois couvrant la zone de surveillance n°4 dont la limite Ouest est positionnée au droit de la rue du Méridien et dont la limite Est est matérialisée par la ligne de bouées implantée à 48 mètres 50 de la balise cardinale Est du « brisant- Pavois » ;
- **poste n°5** dénommé **TERMINUS**, situé Digue Nicolas II à l'extrémité Ouest couvrant la zone de surveillance n°5 dont la limite Ouest est matérialisée par la ligne de bouées implantée à 48 mètres 50 de la balise cardinale Est du « brisant- Pavois » et dont la limite Est correspond à la limite territoriale des communes de DUNKERQUE et LEFFRINCKOUCKE, à hauteur de l'avenue Guillain.

Article 3 : Interdiction de navigation dans la zone de baignade surveillée

Lorsque les zones de baignade surveillée sont matérialisées dans les conditions définies à l'article 7, le mouillage, le stationnement et la circulation de tout navire ou engin nautique immatriculé ainsi que les activités de pêche ou de plongée sous-marine, y sont interdits.

Article 4 : Délimitation du chenal réglementé

Trois chenaux d'accès à la mer sont mis en place à travers la bande littorale des 300 mètres conformément à l'arrêté du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord réglementant la navigation dans la bande littorale des 300 mètres de la Commune de DUNKERQUE :

- Chenal n° 1 : au niveau de l'École de voile, au droit du Poste de secours n°5 -Terminus un chenal large de 30 mètres, adossé à l'Est à la descente à bateaux est réservé aux navires à moteur et aux véhicules nautiques à moteur ;
- Chenal n° 2 : à l'Ouest de ce chenal « moteur » et accolé à celui-ci est mis en place un chenal d'une largeur de 150 mètres réservé aux planches à voile et aux bateaux à voile ;
- Chenal n° 3 : accolé également au chenal « moteur », à l'est de la descente à bateaux, est mis en place un chenal d'une largeur de 100 m réservé à la navigation des embarcations à voiles légères.

Les allers et retours entre le rivage et le large des navires ou engins nautiques immatriculés doivent exclusivement être effectués dans les chenaux qui leur sont réservés.

Article 5 : Règles d'usage et d'interdiction de navigation dans les chenaux règlementés

Dans ces zones, matérialisées dans les conditions définies à l'article 6, la vitesse maximale autorisée est limitée à 5 nœuds et le mouillage, le stationnement et les évolutions autres que le transit sont interdits.

Les allers et retours des navires ou engins nautiques immatriculés entre le rivage et le large à partir ou à destination de la plage de Dunkerque-Malo sont interdits en dehors des chenaux de navigation définis à l'article 4.

Article 6 : Création d'une zone d'évolution réservée à la pratique du kitesurf

Il est créé à l'Ouest du chenal « voile », une zone d'évolution sécurisée et réservée à la pratique exclusive du kitesurf. D'une largeur de 450 mètres, elle est délimitée à l'Ouest par une ligne de bouées implantée à 48,5 mètres de la balise cardinale Est du « Brisant – Pavois ».

Article 7 : Matérialisation du balisage de la plage

Le balisage est établi par les soins de la commune de Dunkerque. Il doit répondre aux spécifications techniques réglementaires, et aux directives de la DIRM Manche Est - mer du Nord et des services en charge des phares et balises. Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent que lorsque le balisage des zones concernées est en place.

Article 8 : Dispositions dérogatoires

Les dispositions du présent arrêté ne sont applicables que lorsque le balisage de la zone concernée est effectivement en place.

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables :

- aux navires de l'État dans la limite des besoins de leur service ;
- aux navires en détresse ;
- aux navires portant prompt secours.

Article 9 : Répressions des infractions

Les infractions au présent arrêté exposent leurs auteurs aux poursuites et sanctions prévues par l'article L. 5242-2 du code des transports et par les articles 131-13 et R.610-5 du code pénal.

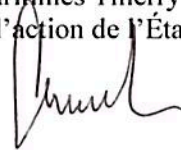
Article 10 : Texte abrogé

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 39/2016 du 31 mai 2016 du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord règlementant la navigation sur la bande littorale des 300 mètres de la commune de Dunkerque.

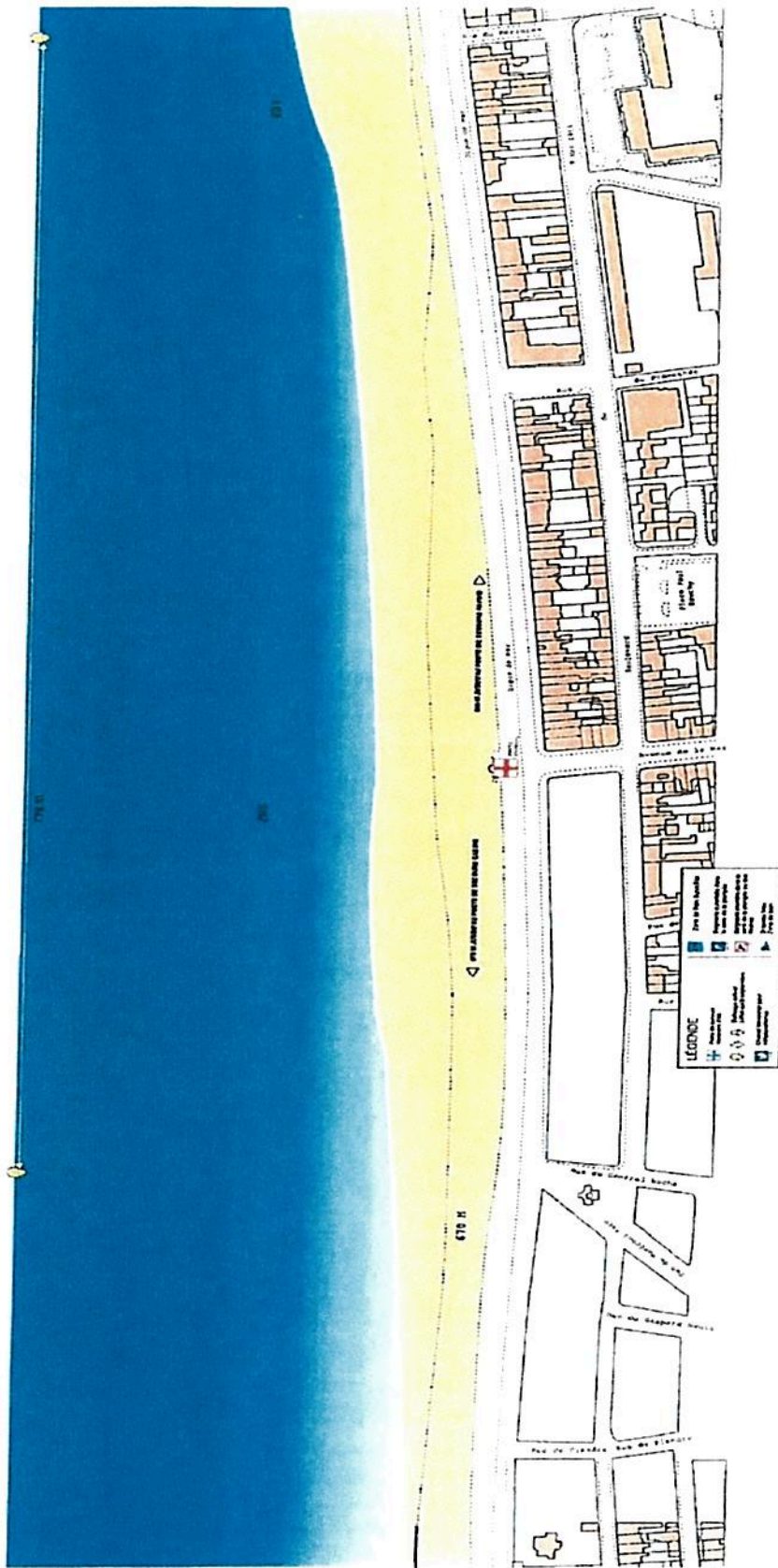
Article 11 : Dispositions diverses

Le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord, le directeur départemental des territoires et de la mer, adjoint délégué à la mer et au littoral du Nord, le maire de Dunkerque, les officiers et agents habilités en matière de police judiciaire ainsi que les agents habilités en matière de police de la navigation sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs électronique de la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord (www.premar-manche.gouv.fr) et porté à la connaissance des usagers par tous moyens.

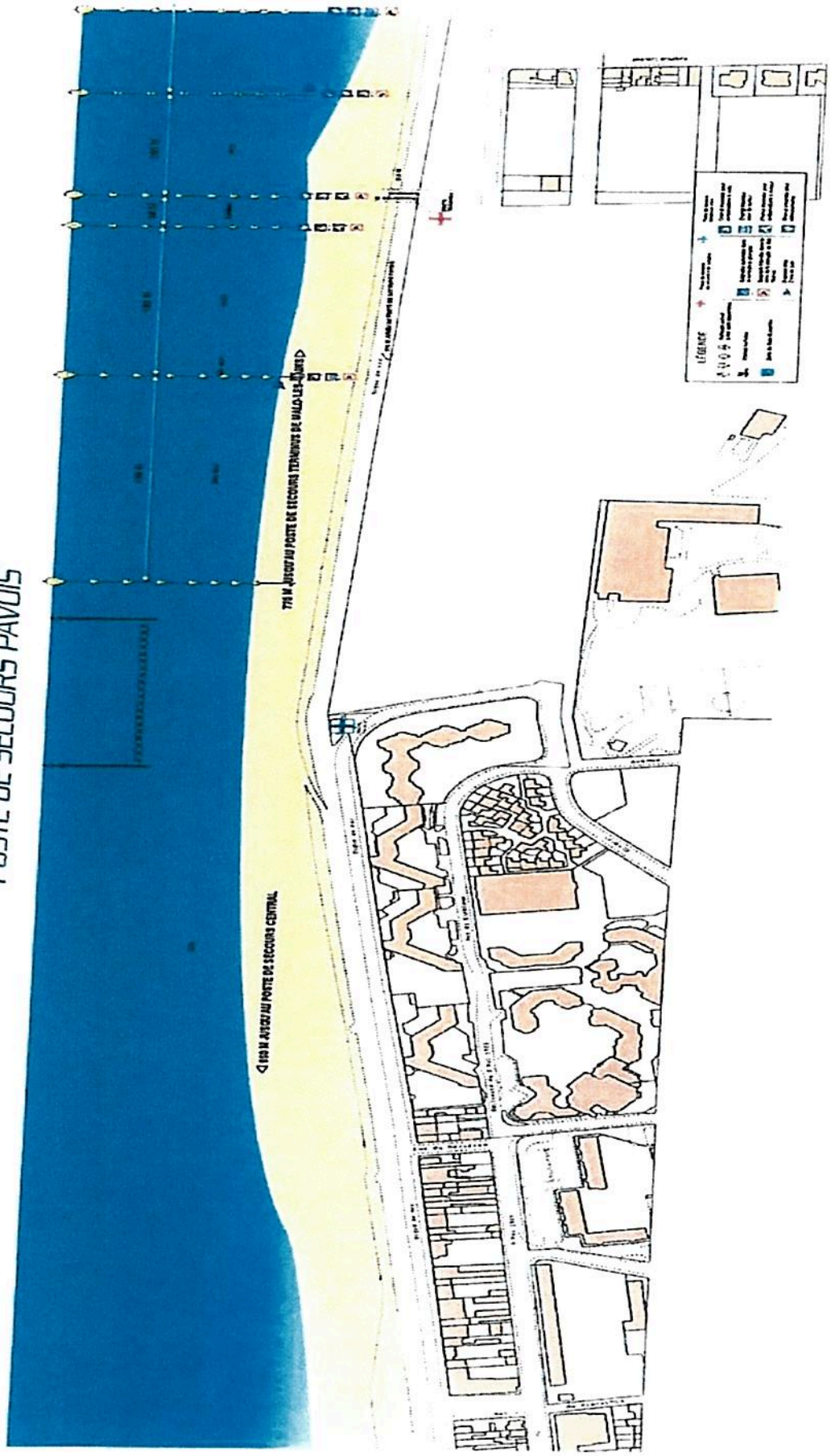
Le préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord,
par délégation, l'administrateur général de 2^{ème} classe
des affaires maritimes Thierry DUSART
adjoint pour l'action de l'État en mer,



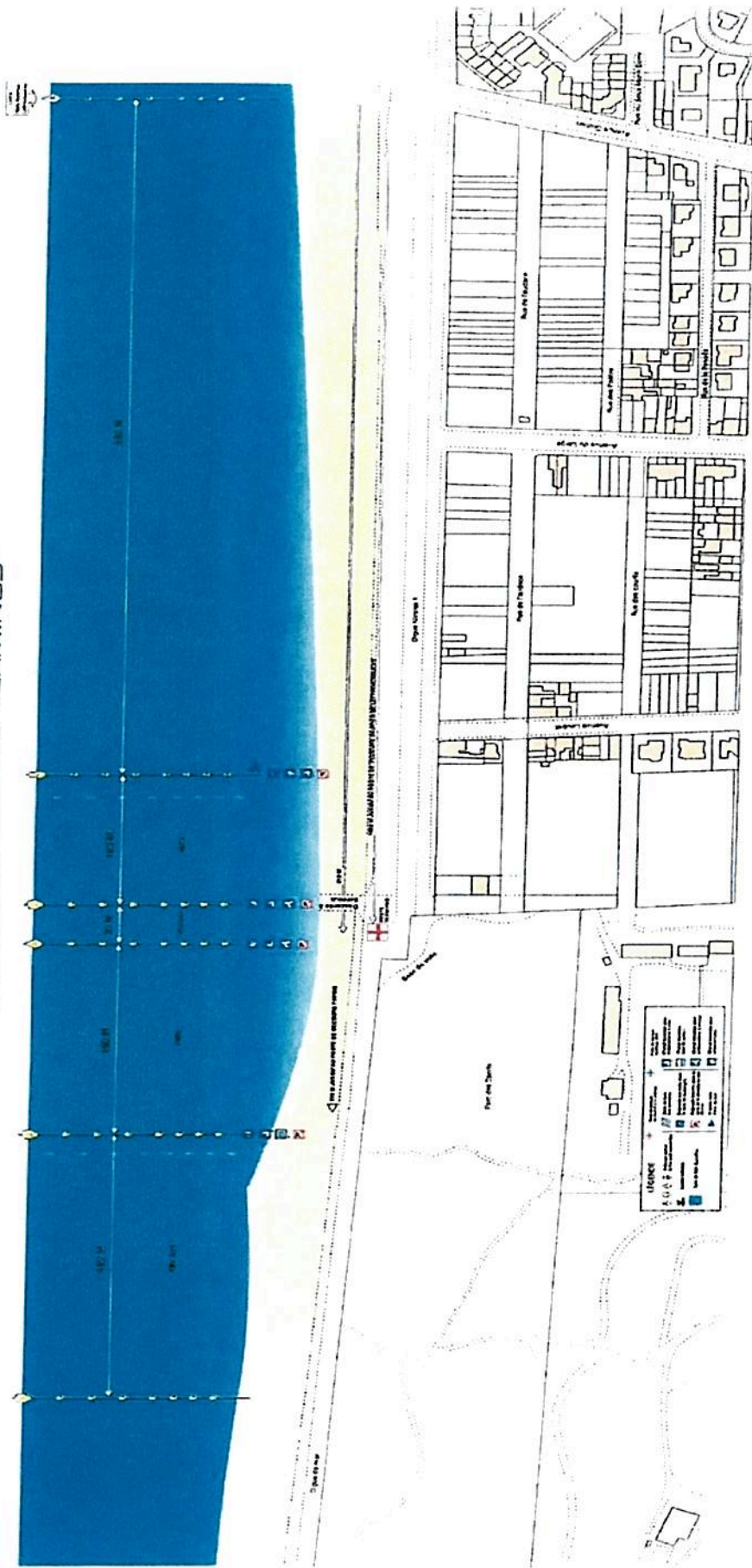
POSTE DE SECOURS CENTRAL



POSTE DE SECOURS PAVOIS



POSTE DE SECOURS TERMINIUS



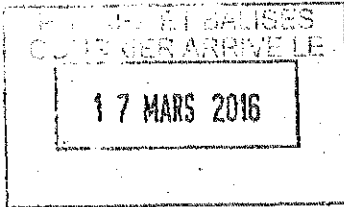
LISTE DE DIFFUSION

DESTINATAIRES :

- PRÉFECTURE DE DÉPARTEMENT DU NORD
- MAIRIE DE DUNKERQUE
- DIRECTION INTERREGIONALE DE LA MER MANCHE EST – MER DU NORD
- DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU DEPT
- DÉLÉGATION A LA MER ET AU LITTORAL DU NORD
- CROSS GRIS-NEZ
- GROUPEMENT DE GENDARMERIE DEPARTEMENTALE DU NORD
- GROUPEMENT DE GENDARMERIE MARITIME DE LA MANCHE ET DE LA MER DU NORD
- GROUPEMENT DE GENDARMERIE MARITIME DU HAVRE
- PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE PRÈS LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE DUNKERQUE

COPIES :

- SHOM
- FOSIT CHERBOURG (diffusion aux sémaphores concernés)
- SOCIÉTÉ NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER
- COMNORD/OPS
- ARCHIVES (dossier AEM N° 4.5.2.0 – chrono)



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
En charge des technologies vertes et des négociations sur le climat

*Direction Inter Régionale de la Mer
Manche Est - Mer du Nord*

*Subdivision Phares et Balises & POLMAR de
Dunkerque*

CONVENTION

POUR LE BALISAGE DE POLICE DE LA BANDE LITTORALE DE 300 METRES

Pièces jointes :

Annexe 1

Annexe 1 bis

Annexe 2

ENTRE

L'Etat, représenté par Monsieur Jean-Marie COUPU, Directeur Inter régional de la Mer Manche Est Mer du Nord, agissant au nom et pour le compte de la Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord en application du Décret n° 2010-130 du 11 février 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions inter régionales de la mer.

ET

Le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre représenté par Monsieur Paul CHRISTOPHE, Président du Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre,

ET

La commune de Dunkerque, représentée par Monsieur Patrice VERGRIETE, agissant en sa qualité de Maire,

ET

La commune de Zuydcoote, représentée par Monsieur Paul CHRISTOPHE, agissant en sa qualité de Maire,

ET

La commune de Leffrinckoucke, représentée par Monsieur Bernard WEISBECKER, agissant en sa qualité de Maire,

ET

La commune de Bray-Dunes, représentée par Madame Catherine VERLYNDE, agissant en sa qualité de Maire,

Il est préalablement exposé et convenu ce qui suit :

EXPOSE

En raison de la forte augmentation des embarcations et des engins de sport nautique, circulant à proximité des plages très fréquentées du Littoral Nord, sont instituées en bordure de rivage, des zones de protection balisées, destinées à assurer la sécurité des usagers et notamment des baigneurs.

Ces zones sont situées à l'intérieur d'une bande littorale de 300 mètres de largeur dans laquelle la vitesse des embarcations est limitée à 5 nœuds.

Des chenaux traversiers balisés - interdits aux baigneurs - permettent aux usagers pratiquant des activités nautiques s'exerçant au-delà de la ligne des 300 mètres (telles que le motonautisme, le ski nautique, etc...) d'accéder au rivage.

Les zones de protection définies par les maires des communes membres du Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre peuvent :

- 1 être réservées exclusivement aux baigneurs,
- 2 être interdites aux engins à moteurs,
- 3 être affectées à tel ou tel type d'activité (planche à voile, kite-surf par exemple),
- 4 délimiter une épave.

Ces zones sont instituées à partir d'un plan directeur élaboré par le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre, après transmission des arrêtés municipaux de réglementation de la baignade.

Ce plan est soumis par le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre à la Commission Nautique Locale et approuvé par le Préfet Maritime par voie d'arrêtés.

Lorsqu'un balisage est mis en place, celui-ci est constitué de ligne de bouées jaunes dont la signification est explicitée par des panneaux placés à terre.

Les limites des chenaux traversiers sont matérialisées par des bouées jaunes, cylindriques à bâbord et coniques à tribord, sphériques sur la ligne commune en cas de chenaux traversiers mitoyens et également sphériques pour les lignes extérieures des chenaux réservés au kite-surf, mouillées de plus en plus près les unes des autres à mesure que l'on se rapproche du rivage. Les deux bouées d'entrée du chenal sont de dimension supérieure à celles des bouées suivantes.

Les limites des différentes zones d'épaves sont balisées par des bouées sphériques jaunes.

Des panneaux implantés à terre complètent le balisage.

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord s'engage à apporter son concours au Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre par la mise à disposition des moyens et services de la Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque pour la pose, la dépose et l'entretien de l'ensemble du dispositif de balisage de protection des baigneurs dont le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre à la charge.

Article 2 : DISPOSITION SPECIFIQUE

La présente convention annule et remplace la convention signée le 28 octobre 2010.

Article 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Le contrat comprend :

- la présente convention,
- ANNEXE 1

La liste des matériels mis à la disposition par le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre à la Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque pour exécuter ses prestations (total des bouées en service et en stock)

- ANNEXE 1 BIS

Le détail des matériels mis en service par zone

- ANNEXE 2

La liste des matériels mis à la disposition et entreposés dans ses locaux par la Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque au Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre.

Article 4 : OBLIGATIONS DES SIGNATAIRES

4.1- LES COMMUNES

Chaque commune doit transmettre au plus tard le 20 mars de chaque année l'arrêté réglementant la baignade.

4.2 – LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES DUNES DE FLANDRE

Le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre définit avec les maires de chaque commune littorale :

- la nature et la consistance du balisage pour chaque saison au plus tard le 31 octobre de chaque année.
- les dates de pose et de dépose des installations pour les balisages périodiques,
- les emplacements et l'emprise sur les sites des différentes zones de protection ou d'accès en conformité avec le plan directeur préalablement approuvé par la Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque.

Lorsque les installations sont en fonctionnement, le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre conformément à ses statuts est le seul :

- à surveiller le respect du balisage, il s'assure notamment du maintien en place et du bon fonctionnement des installations et des matériels sur les sites,
- à porter à la connaissance de la Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque les anomalies observées dans le comportement du matériel, des installations ou de son fonctionnement.
- à procéder à l'acquisition des matériels à renouveler.

Dans les phases « pose et dépose » des matériels, le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandres peut être sollicité pour :

- assurer le transport des matériels lors des opérations de mise en place et de retrait vers les plages et vers la Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque par la mise à disposition de véhicules de transport lorsque le balisage est accessible par voie de terre ou d'un autre engin si nécessaire.
- assurer le terrassement nécessaire à la mise en place et au retrait des poteaux et bouées de tête de lignes par la mise à disposition d'un engin de terrassement ou d'un autre engin si nécessaire.

4.3- LA DIRECTION INTER REGIONALE DE LA MER MANCHE EST MER DU NORD – SUBDIVISION DES PHARES ET BALISES DE DUNKERQUE

La Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord - Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque prête son concours au Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre pour toutes les phases d'étude et d'élaboration des sites à baliser.

La Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord - Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque assure la préparation, la pose, la dépose et l'entretien des matériels mis à sa disposition par le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre dans le cadre de la présente convention.

Elle assurera le fonctionnement et l'entretien courant des installations préalablement définies pour la saison en cours en se conformant aux règlements, instructions et consignes en vigueur en matière de signalisation maritime.

Elle procédera aux visites, réglages et entretiens périodiques des installations en fonction de la disponibilité des agents et moyens de service de la Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque, des conditions de mer et de marées propices à l'exécution de ses prestations.

En cas d'incidents, tels que rupture du mouillage, déradage, abordage, etc... La Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord - Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque procédera (dans la limite de ses possibilités) à la récupération des bouées et à leur rapatriement à terre ou en mer selon les impératifs techniques dus à l'incident.

Elle dressera périodiquement la liste quantitative et qualitative des matériels à acquérir par le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre pour que la Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque puisse assurer normalement et correctement ses prestations ainsi que la liste des pièces de rechange à tenir en stock tampon y compris les pièces de rechange des bouées de limite extérieures dont il est fait mention à l'article 6.2.

La Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord - Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque assurera le stockage et l'entretien des matériels dans les ateliers de la Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque, par conséquent, le matériel stocké sera sous son entière responsabilité.

Si des prestataires extérieurs sont nécessaires afin d'assurer une bonne mise en place des bouées et autres matériels, le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre devra en être avisé, mais il n'aura pas à supporter ces coûts supplémentaires. Cette clause n'englobe pas les véhicules et engins de terrassement, que peut mettre à la disposition le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre dans les phases « pose et dépose » (cf dernier paragraphe de l'article 4.2).

Article 5 : RESPONSABLES DE LA PRESTATION

5.1 – POUR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES DUNES DE FLANDRE

La Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord - Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque remettra au Président du Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre toutes les pièces justificatives concrétisant les opérations de balisage et d'entretien des matériels définies par la présente convention, ainsi que tous les documents permettant le règlement des frais supportés par le Subdivision des Phares et Balises de DUNKERQUE.

5.2- POUR LA DIRECTION INTER REGIONALE DE LA MER MANCHE EST MER DU NORD – SUBDIVISION DES PHARES ET BALISES DE DUNKERQUE

Le Chef de la Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque est responsable du suivi de la présente convention.

Article 6 : PROPRIETE DES MATERIELS

6.1- BOUEES DE PROTECTION DES BAGNEURS ET PANNEAUX D'IDENTIFICATION

Le matériel décrit en Annexe 1 est la propriété du Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre qui le met à la disposition de la Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord qui en assure la gestion, le stockage et l'entretien.

6.2- BOUEE DE LIMITE EXTERIEURE

Les bouées dites de « haute mer », de limite extérieure de la bande littorale destinées à délimiter la zone d'évolution des véliplanchistes sont la propriété de la Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord - Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque, qui les met à la disposition du Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre.

Article 7 : RESPONSABILITE

Le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre assure la surveillance des zones balisées ainsi que la responsabilité vis à vis des tiers, dans la limite de la compétence de police des baignades de chaque maire des communes littorales.

La Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord - Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque ne pourra être tenue responsable des dégradations ou de la destruction des bouées que celles-ci appartiennent au Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre ou à la Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord pour quelque cause que ce soit dont, entre autres les abordages dus à une défectuosité ou non du balisage ou lors d'opérations de manutention sur parc ou en mer pour la mise en place, le relevage et l'entretien des bouées.

En cas de destruction partielle ou totale des bouées de limite extérieure dans des conditions identiques à celles précisées au paragraphe ci-dessus, les frais de remise en état ou de remplacement seront entièrement à la charge du Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre.

La Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord - Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque ne pourra pas être tenue pour responsable des accidents corporels ou incorporels subis par les usagers ou non ayant pour cause directe ou indirecte les équipements de balisage mis en place par la Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque, que ceux-ci soient placés en configuration flottante ou échoués (marée basse).

Le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre devra garantir la Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord - Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque contre tout recours au cas où sa responsabilité serait engagée sauf cas de faute de ses agents.

Article 8 : DUREE DE LA CONVENTION ET REGLEMENT

La présente convention est établie pour une durée de 1 an à compter de sa date de signature.

Elle se renouvellera ensuite pour une durée égale par tacite reconduction **pour une durée n'excédant pas 5 ans**. La dénonciation s'effectue par lettre recommandée avec accusé de réception, six mois au moins avant la fin de la période en cours.

Après ces 5 années, les signataires se réuniront pour modifier ou renouveler la présente convention.

En cas de résiliation, La Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord-Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque sera réglée des prestations exécutées 6 mois avant la date effective de la résiliation.

Toutefois, dans le cas où cette résiliation interviendrait à l'initiative du Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre, la Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord - Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque sera réglée du montant des travaux exécutés à la date de résiliation augmenté des coûts correspondants à la restauration des équipements (bouées et accessoires de mouillage) mis à la disposition du Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre par la Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord. L'ensemble du matériel stocké par la Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord sera remis en totalité au Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre.

Les dépenses engagées par la Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord - Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque lui seront remboursées annuellement par le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre sur la base de prix forfaitaires unitaires figurant ci-dessous en fonction uniquement de la consistance maximale du balisage dans une même saison et non de sa périodicité.

Toutefois, dans le cas de manifestations ponctuelles décidées par le SIDF, les dépenses engagées pour la mise en place, la suppression ou le déplacement d'équipements de balisage, viendront se rajouter aux dépenses pré-citées et sur la même base de prix forfaitaires.

DESIGNATION	COÛT UNITAIRE PAR AN ET PAR BOUEE
BOUÉE DE PROTECTION DE Baigneurs pour le Chenal Traversier et d'Extrémité	89,00 €
BOUÉE DE DÉLIMITATION DES ZONES D'ÉVOLUTION DES VÉLIPLANCHISTES (NÉCESSITE L'INTERVENTION D'UN NAVIRE BALISEUR)	2 280,00 €
PANNEAU INDICATEUR	133,00 €
BOUÉE DE DÉLIMITATION D'ÉPAVES (NÉCESSITE L'INTERVENTION D'UN NAVIRE DE TRAVAIL)	120,00 €

Article 9 : REVISION DES PRIX

Les prix du bordereau ci-dessus sont établis sur la base des conditions économiques de janvier 2003.

Ces prix sont révisés par application de la formule suivante (sous réserve de la législation en vigueur ou des directives gouvernementales) :

$$Px = Po (0,15 + 0,85 \times (TP07b \times 7,0110 / TP02_0))$$

Dans laquelle :

TP02₀ est l'index Travaux Publics « Ouvrages d'art en site terrestre, fluvial ou maritime et fondations spéciales » (base 100 – janvier 1975) au mois de base des prix soit janvier 2003.

TP07b base 2010 est l'index « Travaux de génie civil, béton et acier pour ouvrages maritimes » au mois d'août précédent l'année de reconduction.

7,0110 est le coefficient de raccordement (calculé sur septembre 2014) permettant de raccorder l'index TP02 base 1975 et TP07b base 2010.

Article 10 : MODALITES DE REGLEMENT

Les remboursements des dépenses feront l'objet d'un titre de perception unique émis par le Directeur inter régional de la Mer Manche Est Mer du Nord dans le cadre de la procédure de Recettes Non Fiscales à raison de l'intégrité de la somme due pour l'année écoutée après exécution des prestations.

Article 11 : ELECTION DE DOMICILE

Les notifications à la Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord - Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque seront valablement faites à son domicile :

Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord

Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque

250, Quai des Anglais

BP 26380

59385 DUNKERQUE cedex 1

La présente convention est rédigée en six exemplaires originaux remis respectivement au Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre, à la Direction Inter régionale de la Mer Manche Est Mer du Nord et aux quatre communes littorales composant le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre.

Fait à Dunkerque, le

Lu et accepté,

**Le Syndicat Intercommunal
des Dunes de Flandre**


M. Paul CHRISTOPHE

Président

**La Direction Inter régionale de la Mer
Manche Est Mer du Nord,**


M. Jean-Marie COUPU

Directeur

Par délégation
L'ingénieur Divisionnaire des T.P.E.
Philippe LEDAIN
Chef du Service Inter régional
des Phares et Balises
DIRM MEMN

Mairie de Dunkerque,


M. Patrice VERGRIETE

Maire

Mairie de Leffrinckoucke,


M. Bernard WEISBECKER

Maire

Mairie de Zuydcoote,


M. Paul CHRISTOPHE

Maire

Mairie de Bray-Dunes,


Mme Catherine VERLYNDE

Maire

CONVENTION POUR LE BALISAGE DE POLICE DE LA BANDE LITTORALE DE 300 METRES

ANNEXE 1

Liste des matériels mis à la disposition par le Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre à la Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque

BOUEES DE DIAMETRE							Poteaux
400 cylindrique	400 conique	400 sphérique	800 cylindrique	800 conique	800 sphérique	600 sphérique	
50	42	88	7	6	15	68	25

- Accessoires d'accastillage (chaînes, manilles, émerillons) pour bouées
- Éléments métalliques, bois et peintures pour poteaux et bouées

**CONVENTION POUR LE BALISAGE DE POLICE DE LA BANDE
LITTORALE DE 300 METRES**

ANNEXE 1 BIS

CONVENTION POUR LE BALISAGE DE POLICE DE LA BANDE LITTORALE DE 300 METRES

ANNEXE 2

Liste des matériels
mis à la disposition, par la Subdivision des Phares et Balises de Dunkerque,
au Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre

QUANTITE	DESIGNATION	REFERENCE
4	bouée sphéroconique N° 2 : SILE 0, SILE 1, SILE 2, REGATE	EGOR 3100
4	réflecteur radar métallique	EDEL 2000
4	voyant marque spéciale	-
4	maillon 25m Ø 30	AKAL 6300
4	maillon 15m Ø 30	AKAL 6200
12	manille d'ajust Ø 30	AKAL 6100
4	manille d'étalingure Ø 30	AKUR 5200
4	émérillon Ø 30	AKOU 5200
4	corps-mort (2t fonte ou 5t béton)	-



MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
A. ORIGINAL
Subdivision des Phares et Balises
et Polmar
250 Quai des Anglais
BP 26380
59385 DUNKERQUE CEDEX
Téléphone : 03 28 23 57
Télécopie : 03 28 21 02

Direction interrégionale de la Mer
Manche Est – mer du Nord

Le Havre, le 10 avril 2017

Service des Phares et Balises
Subdivision des Phares et Balises et POLMAR Dunkerque
Pôle Opérationnel des Phares et Balises de Dunkerque

Nos réf. : 2016 ST 266/ PD/JR/DB
Vos réf. :
Affaire suivie par : Joël ROMIGUIERE
joel.romiguere@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 03 28 23 57 40 – Fax : 03 28 21 02 84
Courriel : pb-dk.sipb.dirm-memn@developpement-durable.gouv.fr

CONVENTION N°2010/001 du 28 octobre 2010

Objet de la convention: balisage de police de la bande littorale de 300 mètres à Dunkerque

AVENANT n° 1

Entre,

Monsieur le Directeur Interrégional de la Mer Manche Est Mer du Nord, agissant au nom de l'État d'une part.

Et,

M. le Président du Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre, agissant au nom de celui-ci

Et,

M. le Maire de la commune de Dunkerque, agissant au nom de celle-ci

Et,

M. le Maire de la commune de Zuydcoote, agissant au nom de celle-ci

Et,

M. le Maire de la commune de Leffrinckoucke, agissant au nom de celle-ci

Et,

Mme le Maire de la commune de Bray-Dunes, agissant au nom de celle-ci d'autre part.

Vu,

- Le décret n°2010-130 du 11 février 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions interrégionales de la mer ;
- Le décret n° 2002-835 du 2 mai 2002 relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'équipement, des transports et du logement ;
- Le décret n° 2002-834 du 2 mai 2002 portant assimilation à des fonds de concours de recettes perçues pour la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'équipement, des transports et du logement et du produit de diverses recettes à caractère non fiscal ;

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99 – fax : 33 (0) 2 35 43 38 70
mèl : dir-memn@developpement-durable.gouv.fr

4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de l'avenant à la convention 2010/001

Le présent avenant a pour objet de modifier les dispositions financières de la convention 2010/001 consécutif à la refonte des index TP par l'Insee.

Article 2 – Modification des dispositions financières

Cet article redéfinit la formule de calcul d'actualisation de l'article 9 sur les dispositions financières de la convention 2010/001.

L'index TP02 est remplacé par l'index TP07b (travaux de génie civil, béton et acier pour ouvrages maritimes).

Pour l'index TP0, le coefficient de raccordement (calculé sur septembre 2014) est 7,0110. Ce coefficient permet de raccorder l'index TP02 et TP07b.

L'index I₀ correspond à l'index national TP02 (ouvrages d'art en site terrestre, fluvial ou maritime et fondations spéciales) du mois de janvier de l'année d'origine (2003).

L'index I correspond à l'index national TP07b (travaux de génie civil, béton et acier pour ouvrages maritimes) du mois d'août de l'année considérée.

Il est précisé que les prix du bordereau sont établis sur la base des conditions économiques de l'année 2003 correspondant à l'index du mois de Janvier 2003, soit I₀= 478,30

Le montant forfaitaire est révisé chaque année par application de la formule :

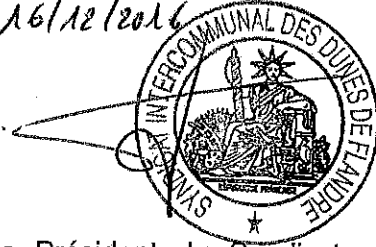
$$F = F_0 (0,15 + 0,85 \times (I \times \text{Coeff raccord}) / I_0)$$

Les autres termes et articles de la convention 2010/001 sont inchangés.

Fait en trois exemplaires,

A, DUNKERQUE

Le, 16/12/2016



M. le Président du Syndicat
Intercommunal des Dunes de
Flandre

A, Le Haux

Le,

10 AVR. 2017

L'administrateur en chef
Stéphane GATTO
adjoint au directeur
Interrégional de la Mer
Manche Est - Mer du Nord

M. le Directeur Interrégional
de la Mer Manche Est - Mer
du Nord P. i.

A,

Le, 12 FEV. 2017



M. le Maire de la commune de
Dunkerque

A, Leffrinckoucke

Le, 20 mars 2017



M. le Maire de la commune de
Leffrinckoucke

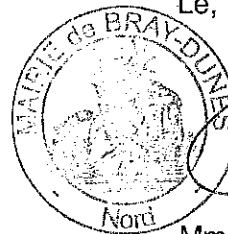
A, Zuydcoote

Le, 16/12/2016

M. le maire de la commune de
Zuydcoote

A, Bray - Dunes

Le, 29 mars 2017



Mme le Maire de la commune
de Bray-Dunes

ANNEXE 6 -DESCRIPTION DES OCCUPATIONS DE LA CONCESSION

LOT	DESCRIPTIF	EXPLOITANT	LONGEUR en m	LARGEUR en m	SURFACE en m ²	% SURFACE 250 000 m ²	% LINEAIRE 5000 m
1	195 kiosques	commune de Dunkerque via office de tourisme	390	2	780	0,31%	7,80%
2	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	10	15	150	0,06%	0,20%
3	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	10	16	160	0,06%	0,20%
4	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	14	15	210	0,08%	0,28%
5	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	10	10	100	0,04%	0,20%
6	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	10	15	150	0,06%	0,20%
7	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	11	15	165	0,07%	0,22%
8	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	4	10	40	0,02%	0,08%
9	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	10	10	100	0,04%	0,20%
10	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	11	10	110	0,04%	0,22%
11	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	7,5	10	75	0,03%	0,15%
12	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	9	7	63	0,03%	0,18%
13	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	6	15	90	0,04%	0,12%
14	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	9	14	126	0,05%	0,18%
15	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	15	15	225	0,09%	0,30%
16	Terrasse de plage : location de matériel, vente de boissons et activité accessoire de restauration	personne privée	11,3	15	169,5	0,07%	0,23%
17	Activités récréatives pour enfants : ludo parc	commune de Dunkerque	15	10	150	0,06%	0,30%
18	Jeux de plage : trampoline 1	personne privée	12	10	120	0,05%	0,24%
19	Jeux de plage : trampoline 2	personne privée	12	10	120	0,05%	0,24%
20	Espace de Beach Sports	commune de Dunkerque	120	86	10320	4,13%	2,40%
		TOTAL	696,8	310	13423,5	5,37%	13,94%

Plage de Dunkerque

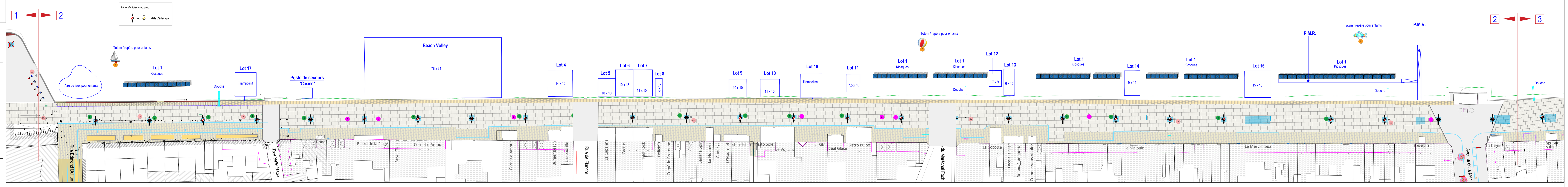
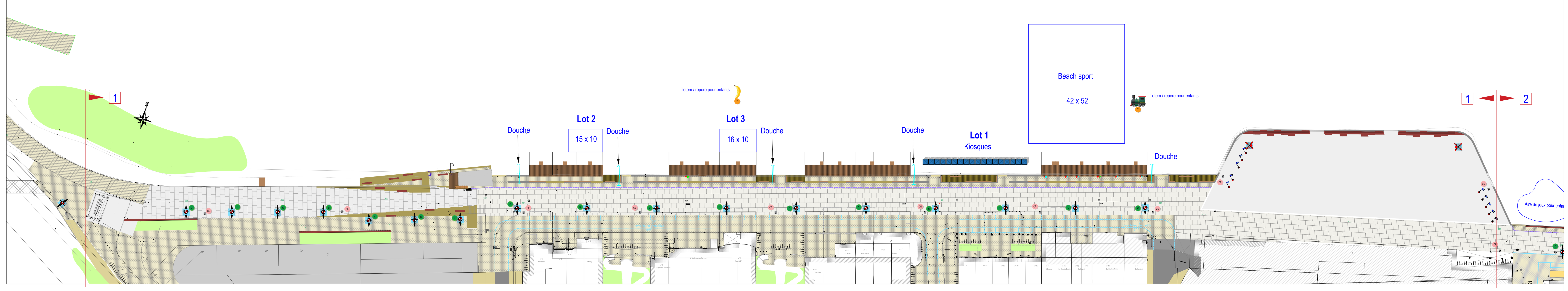
Rue Marcel Sailly à Avenue Guillain
Digue des Alliés - Digue de Mer - Digue du vent - Digue Nicolas II

CONCESSIONS DE PLAGE PLAN GUIDE

Ind	Dess	Date	DESIGNATION
D	B.E.	06.07.2021	Ajust aire beach sport 42 x 52 m
C	B.E.	16.03.2021	Mise à jour
B	B.E.	08.03.2021	Mise à jour
A		24.02.2021	Établissement du plan

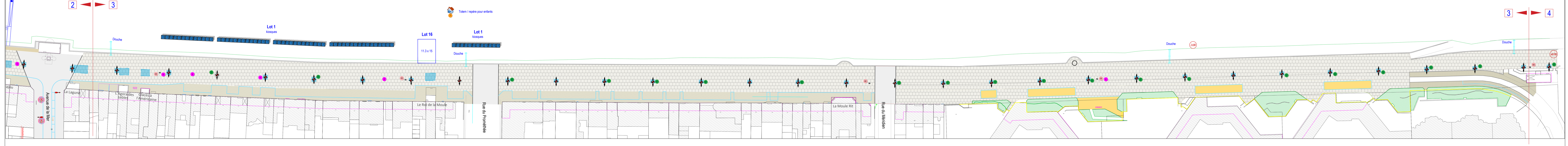
Doc	Nom de fichier :	Réf. du plan :	Echelle :
N° 2021-01	2021-01-PL01	PL 01	1/500

C	Destinataire	MAJ	Ajust aire de jeux pour enfants + terrain de Beach Volley	Pour la ville de Dunkerque
B	06.07.2021	06.07.2021	Mise à jour	



Légende



- Emprise concession de plage (cotes en mètres)
- Douche de plage (amovible)
- Corbelle sur mât d'éclairage
- Corbelle et container enterré
- Kiosques
- Totem (aide au repaire pour enfants)
- Mâts d'éclairage
- Autres corbelles existantes





Légende:

-  Douche de plage (amovible)
-  Corbeille sur mât d'éclairage  OU  Modèle STRADA
Projet de remplacement par
le modèle GOELAND
-  Corbeille et container enterré   
-  Autres corbeilles   

- Légende éclairage public:**
-  et  : Mâts d'éclairage

DIRECTION DU CADRE DE VIE
Service Aménagement et Maintenance du Domaine Public
BUREAU D'ÉTUDES

DIGUE DU VENT & DIGUE NICOLAS II
2021-01-PL01 Folio 2 : concessions plage
Ech: 1/2000






Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

<p>Direction départementale des territoires et de la mer</p> <p>Délégation à la mer, au littoral et à la navigation intérieure</p> <p>Pôle mer et littoral</p>	<p>FORMULAIRE D'ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000</p> <p>(Art R414-23 du Code de l'environnement)</p>	 <p>NATURA 2000</p>
--	---	--

Par qui ?

Ce formulaire est à remplir par le porteur du projet, en fonction des informations dont il dispose. Il fait office d'évaluation des incidences Natura 2000 lorsqu'il permet de conclure à l'absence d'incidence.

A quoi ça sert ?

Il permet, par une analyse succincte du projet et des enjeux, d'exclure toute incidence sur un site natura 2000, ou de démontrer le caractère négligeable de l'incidence. **Attention : si tel n'est pas le cas et qu'une incidence non négligeable est possible, une évaluation des incidences plus poussée doit être conduite.**

Pour qui ?

Ce formulaire permet au service administratif instruisant le projet de fournir l'autorisation requise ou, dans le cas contraire, de demander de plus amples précisions sur certains points particuliers.

Coordonnées du service départemental instruisant le dossier :

Direction départementale des territoires et de la mer

Délégation à la mer et au littoral - NORD

20, rue l'Hermitte

59140 DUNKERQUE

Tél. : 03 28 24 98 20 – fax : 03 28 24 98 21

ddtm-dmIni-dunkerque@nord.gouv.fr

Type de projet : Concession de plage

Intitulé du projet : Concession de plage

Coordonnées du porteur de projet : Martine Arlabosse

Maire-adjointe de Malo-les-Bains

Mairie de Malo-les-Bains, rue de l'hôtel de ville

59240 Dunkerque

Nom (personne morale ou physique) : Martine Arlabosse

Commune et département : Dunkerque Nord

Adresse : Place Charles Valentin 59140 Dunkerque

Téléphone : 03 28 26 26 26

Email : contact@ville-dunkerque.fr

1. Description du projet ou de l'aménagement

Joindre une description détaillée du projet sur papier libre, et/ou une illustration, des photos, en complément à ce formulaire.

La commune de Dunkerque est titulaire de la concession de plage dévolue par arrêté de Monsieur le Préfet du Nord en date du 23 septembre 2011 et qui se termine au 31 mai 2021.

Par délibération en date du 6 juin 2019, la commune a par ailleurs exercé son droit de priorité dans l'attribution de la concession de plage conformément aux dispositions de l'article L2124-4 du code général des collectivités territoriales. La nouvelle concession prendra effet au 1^{er} juin 2021.

La procédure pour le renouvellement de la concession est en cours.

Dans ce cadre, la commune entend déléguer des lots de plage à des personnes physiques ou morales de droit privé selon les prescriptions définies au présent cahier des charges. Ces prescriptions doivent permettre l'installation d'équipements de qualité pour permettre l'exercice d'activités en cohérence avec un environnement naturel situé dans un site protégé.

La commune se conformera à la procédure applicable aux délégations de service public prévue aux articles L1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

La commission consultative des services publics a émis un avis favorable au lancement de la procédure.

Le conseil municipal a autorisé le lancement de la procédure par délibération du 27 janvier 2021.

a. Nature du projet ou de l'aménagement ou de l'intervention :

Préciser le type d'aménagement envisagé (exemple : AOT individuelle, zone de mouillages et d'équipements légers...) accompagné d'une description succincte (différentes phases du projet y compris travaux, construction, entretien, démantèlement, etc):

Le Projet : renouvellement de la concession de place entre la Ville de Dunkerque et DDTM
Direction départementale des territoires et de la mer, Délégation à la mer et au littoral - NORD

Un périmètre sur le sable en bord de perré de la digue de mer de Malo-les-Bains de 5000m X 50m au droit de la rue Marcel Saily jusqu'à l'avenue Guillain.

Il est prévu d'y installer 195 cabines de plage (Kiosques), 15 lots de terrasse de plage, 3 jeux de plage et un espace beach volley

b. Localisation et cartographie :

Joindre **obligatoirement** une carte de localisation précise du projet et un plan descriptif du projet (photocopies de cartes SHOM et IGN au 1/25000ème, plan de masse ou plan cadastral) :

Commune(s) et département concernés par le projet:

Lieu-dit : Malo-les-Bains

Sur quel(s) site(s) Natura 2000 ayant une partie maritime le projet est-il situé ? (veuillez cocher le ou les site(s) concernés) :

Site Natura 2000 «Zone Spéciale de Conservation FR 3100474 – Dunes de la plaine maritime flamande »

Site Natura 2000 «Zone Spéciale de Conservation FR 3102002 – Bancs des Flandres»

Site Natura 2000 «Zone de Protection Spéciale FR 3112006 – Bancs des Flandres:»

c. Étendue du projet ou de l'aménagement :

Joindre un plan descriptif du projet.

Emprise au sol du projet en surface ou en linéaire : 250 000 m²

Indiquer les coordonnées géodésiques (OBLIGATOIRES), la distance au rivage, les profondeurs minimales et maximales : Extrémités ouest - est

51°02'56.15 N et 2°22'48.98 E

51°05'80.01 N et 2°43'20.86 E

d. Durée prévisible et période envisagée des aménagements et travaux :

Tous les ans du 15 mars au 15 novembre

e. Entretien / fonctionnement / rejet / déchets :

Préciser si le projet peut générer des interventions ou rejets dans le milieu naturel (eau, air, sol et sous-sol de la mer) durant sa phase de préparation et/ou d'exploitation. Si oui, les décrire succinctement (fréquence, ampleur, etc.) et indiquer les moyens mis en œuvre pour réduire ce risque.

Un entretien régulier des Dunes de Flandre pour ramasser le sable déposé sur la digue lors des tempêtes de Nord, Nord-Est, Nord-Ouest. Ce sable est étalé sur la plage sur 50m du bord du perré sur la mer.

f. Budget :

Préciser le coût prévisionnel du projet (TTC).

Coût global du projet (si connu) :

Sinon classe de coût approximatif (cocher la case correspondante) :

< 5 000 €

de 20 000 à 100 000 €

de 5 000 à 20 000 €

> à 100 000 €

2. Caractérisation de la zone d'influence du projet

La zone d'influence d'un projet est plus grande que la zone d'implantation ; elle est fonction de la nature du projet et des milieux naturels environnants. Les incidences d'un projet sur son environnement peuvent être plus ou moins étendues (bruit, pollution, rejets dans le milieu aquatique,...).

Cocher les cases ci-dessous selon la nature de l'influence du projet et délimiter cette zone d'influence sur une carte

Effets du projet sur l'environnement :

X Bruits

- Rejets dans le milieu aquatique (eaux, gaz, hydrocarbures, ...)
- Prélèvements d'eau ou d'autres ressources naturelles (à préciser) :

Déchets

- Modifications des caractéristiques du sol et/ou du sous-sol

Dépôts de sédiments

- Mise en suspension de sédiments
- Construction en dur (pour pompage et/ou émissaire de rejet)

X Circulation motorisée sur le domaine public maritime

- Perturbation d'une ou plusieurs espèce(s)
- Rupture de corridors écologiques
- Vibrations

X Emissions de lumière (de nuit)

- Autres incidences :

Préciser les cases cochées et délimiter cette zone d'influence sur une carte :

3. Etat des lieux de la zone d'étude

a. Usages et Activités :

Cocher les cases correspondantes pour indiquer succinctement quels sont les usages et activités actuels de la zone d'étude

Aucun	X Plage / Dune
X Jeux de plage	Plongée
X Baignade	Pêche de loisir (embarqué, à partir du bord et pêche à pied)
Navigation de plaisance (voile, moteur)	Chasse sous-marine
Base nautique	Pêche professionnelle (petits métiers, chalut ...)
Planches à voile, surf	Aquaculture, conchyliculture
Kite-surf	Activités aériennes (motorisées, vols libres)
Canoë, kayak de mer, aviron...	Activités militaires
Jet-ski nautique ou autre engins tractés	Autre (préciser l'usage) :

b. Milieux Naturels et Espèces présents sur la zone d'influence :

Cette partie est consacrée à un état des lieux écologique de l'emprise et de la zone d'influence du projet.

Renseignez les tableaux ci-dessous et précisez les habitats d'intérêt communautaire et les espèces présents sur le site d'implantation du projet. Indiquez les effets prévisibles en phase d'installation et en phase d'exploitation, ainsi que les moyens prévus pour réduire ou supprimer ces effets. Si besoin, détaillez vos commentaires sur papier libre. Localisez approximativement les milieux et espèces sur une carte.

Consulter les caractéristiques des sites concernés et la documentation générale pour vous aider :

- les liens internet vers les 2 sites Natura 2000 "Bancs des Flandres", à savoir la ZPS FR3112006 au titre de la directive "Oiseaux" et la ZSC FR3102002 au titre de la directive "HabitatsFauneFlore":
<http://bancsdesflandres.n2000.fr/>
- le lien sur l'atlas cartographique :
<http://bancsdesflandres.n2000.fr/bancs-des-flandres/atlas-cartographique>
- L'opérateur principal (c'est à dire en charge de la rédaction du document d'objectifs des 2 sites) est le grand port maritime de Dunkerque (contact : Christine Dobroniak (cdobroniak@portdedunkerque.fr).

Pendant la phase d'analyse, le pétitionnaire peut contacter l'opérateur du site Natura 2000 concerné qui pourra le cas échéant donner des informations sur les spécificités du site.

Remarque: il existe un troisième site Natura 2000 mixte (à la fois terrestre et marin) : la ZSC "Dunes de la plaine maritime flamande" à proximité. Il se peut que ce site ne soit pas concerné mais il conviendra de vérifier au regard de l'emplacement de la zone d'influence si le site est impacté ou non.

- Site internet: pour accéder au Formulaire Standard de Données (FSD) des sites Bancs des Flandres:

<http://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/listeSites>

Carte CARMEN

http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/24/Nature_et_paysages.map

<http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/?Les-cartes-CARMEN>

- liens internet: <http://www.geoportail.fr> et <http://www.aires-marines.fr> et <http://natura2000.fr>

1 - Milieux naturels

TYPE D'HABITAT NATUREL		ANALYSE DES EFFETS DU PROJET SUR LE(S) SITE(S) NATURA 2000	
		Fréquence et importance des effets du projet	Moyens pour réduire ou supprimer ces effets
Récifs			
Sables et/ou vases découvrant à marée basse		La baignade est surveillée du 1 ^{er} juillet au 31 août par les 5 postes de secours MMS/CRS	
Sables et/ou vases toujours immergés.		Idem	
Herbier de zostères marines ou naines			
HABITATS LITTORAUX ET MARINS Banquettes à lanices			
Laisse de mer			
Dunes			
Zones humides littorales			
Autre milieu :			

2 - Espèces au titre de la directive habitats faune Flore:

		ANALYSE DES EFFETS DU PROJET SUR LE(S) SITE(S) NATURA 2000	
		Fréquence et importance des effets du projet	Moyens pour réduire ou supprimer ces effets
	Cocher si l'espèce est présente sur la zone concernée ou à proximité		
	Phoque gris	reposoirs zone d'alimentation Le phoque gris se repose parfois sur l'estran de marée basse surtout hors saison.	Pas d'effet, le site se trouvant loin des lots des terrasses sable et des jeux qui se situent sur une zone de sable sec, maximum à 15 m du bord de perré de digue
MAMMIFERES MARINS	Phoque veaux- marin	reposoirs zone d'alimentation idem	
	Marsouins commun	reposoirs zone d'alimentation Pas à Dunkerque ou en pleine mer	
	Autre(s)		
		

3 - Espèces au titre de la Directive Oiseaux (en ZPS) :

		ANALYSE DES EFFETS DU PROJET SUR LE(S) SITE(S) NATURA 2000	
		Fréquence et importance des effets du projet	Moyens pour réduire ou supprimer ces effets
Cocher si l'espèce est présente sur la zone concernée ou à proximité			
OISEAUX MARINS	Canards et oies (chipeau, pillet, souchet, eiders, harles, macreuses, sarcelles, tadornes, bernaches, ...)	zone d'alimentation zone de regroupement	Ce type d'oiseau de mer se nourrit et se repose sur l'estran de marée basse Pas d'effet, le site se trouvant loin des lots des terrasses sable et des jeux qui se situent sur une zone de sable sec, maximum à 15 m du bord de perré de digue
	Autres plongeurs (cormorans, fous de Bassan, grèbes, plongeon, ...)	zone d'alimentation zone de regroupement	Uniquement les cormorans à Dunkerque, espèce vivant en mer et se repose sur les brises lames Pas d'effet, le site se trouvant loin des lots des terrasses sable et des jeux qui se situent sur une zone de sable sec, maximum à 15 m du bord de perré de digue
	Laridés (mouettes, goélands, sternes, guifette...), Labbes, Océanite et fulmars	zone d'alimentation zone de regroupement	Les mouettes et goélands peuvent se rapprocher des touristes sur la zone de sable sec surtout en fin de journée pour y trouver les restes de déchets comestibles Une campagne de sensibilisation et de verbalisation interdisant le nourrissage de ces oiseaux (panneaux et affiches). Moyen : ramassage des déchets éventuels tout au long de la journée en saison par une équipe des Dunes de Flandre qui sensibilise mais qui ramasse aussi les déchets
	Pingouin et Guillemot	zone d'alimentation zone de regroupement	Pas à Dunkerque, éventuellement au large de Dunkerque
	Autre (s)		

4. Conclusion

Il est de la responsabilité du porteur de projet de conclure sur l'absence ou non d'incidences de son projet.

A titre d'information, le projet est susceptible d'avoir une incidence notable ou significative lorsque :

- *une surface relativement importante ou un milieu d'intérêt communautaire ou un habitat d'espèce serait dégradé ou détruit à l'échelle du site Natura 2000*
- *une espèce d'intérêt communautaire serait perturbée ou détruite dans la réalisation de son cycle vital.*

La zone de 5000m sur 50m de profondeur à partir du perré de la digue de Malo-les-Bains se situe sur le sable sec. Les lots de terrasses plage, les jeux de plage et les kiosques se trouvent dans une bande de sable de 15m au maximum du bord du perré de la digue. Les oiseaux et mammifères marins sont toujours éloignés du fait de leur habitat de prédilection, c'est-à-dire en mer ou en bord de mer sur l'estran de marée basse. Pour rappel les animaux domestiques (chiens, chevaux) sont strictement interdits sur la plage du 1er avril au 31 octobre de chaque année (hormis les chiens d'aveugles et au droit de la digue du vent)

Le projet est-il susceptible d'avoir une incidence ?

Suite à la réflexion qui a été menée tout au long de ce formulaire et des mesures de réduction, d'évitement ou d'accompagnement qui ont été envisagées, le projet est-il susceptible d'avoir une incidence significative sur le(s) site(s) Natura 2000 ?

Il n'y a donc pas ou peu d'incidence sur ces espèces marines, en raison de la distance du périmètre de la concession de plage et de leur habitat.

Au niveau du bruit : les kiosques ne sont pas utilisés le soir. Les terrasses plage ferment généralement avant minuit, la musique est interdite seule une diffusion musicale de maximum 60DCS de 18h à 21h est possible.

Pour la circulation des véhicules sur la plage : tous les véhicules des Dunes de Flandres et de la ville de Dunkerque ont une autorisation annuelle délivrée par la DDTM. Les sous concessionnaires n'ont pas d'autorisation de circuler, ils doivent installer leur matériel manuellement ou depuis la digue.

Au niveau de la lumière : Les candélabres de la digue n'éclairent pas le sable. Les terrasses sable sont souvent peu éclairées. Les cabines de plages n'ont pas de système d'éclairage.

Au niveau des déchets : les services de la ville, des Dunes de Flandre et de l'association « Eco Flandre » effectuent journalièrement des ramassages mécaniques ou manuels. De nombreuses poubelles sont à disposition du public tout le long de la digue. De plus il est demandé aux sous-concessionnaires de ramasser plusieurs fois par jours dans leur périmètre, mais aussi autour de leur périmètre sur 10m, les éventuels déchets abandonnés sur le sable.

NON, pas d'incidence ou incidence négligeable

OUI : l'évaluation d'incidences doit se poursuivre. Un dossier plus poussé doit être réalisé.

Ce dossier sera joint à la demande d'autorisation ou à la déclaration, et remis au service instructeur.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis.

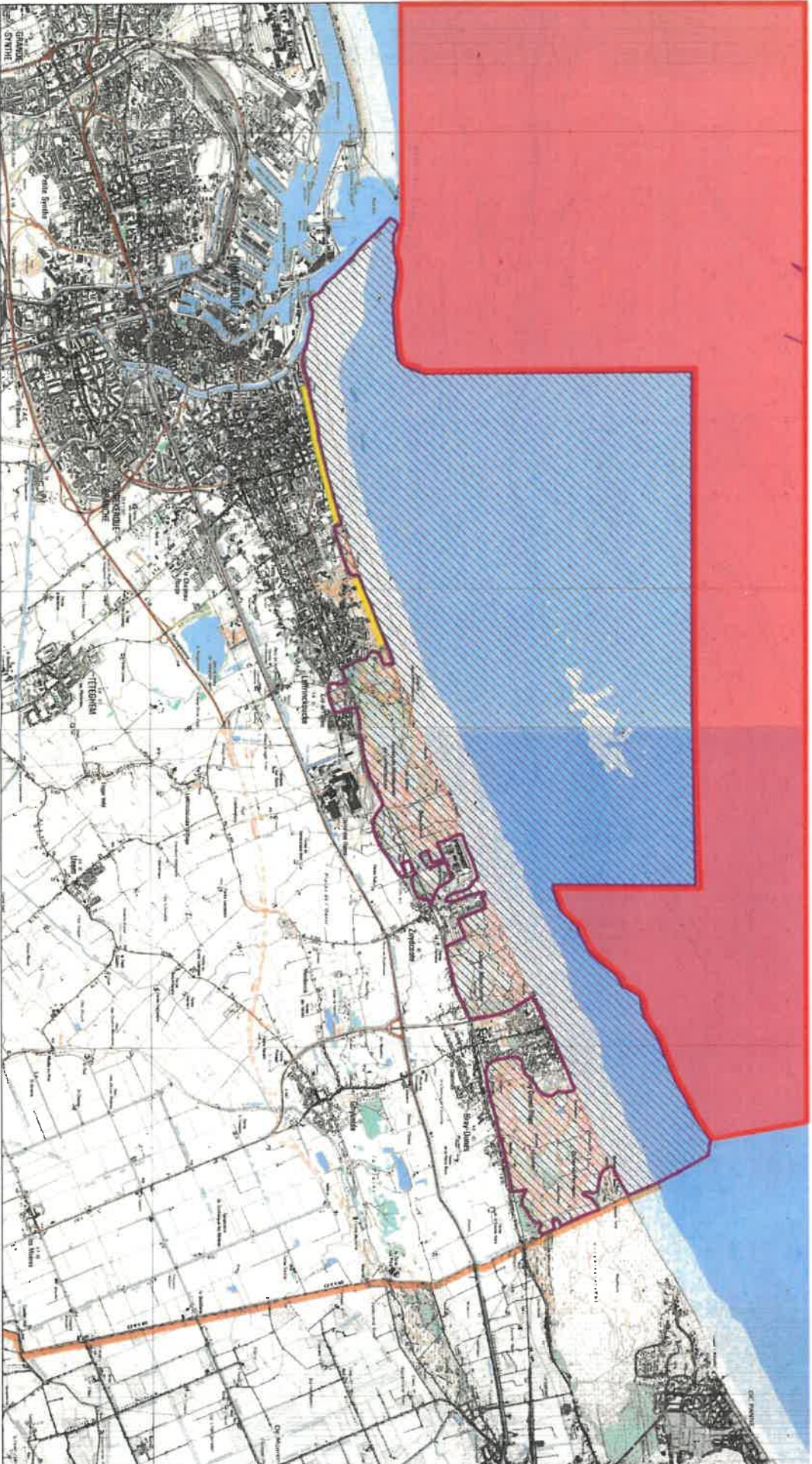
A (lieu) : Dunkerque Le (date) :

15/03/21

Nom, fonction et signature cachet

**Martine Arlabosse
Maire-adjointe de Malo-les-Bains**





Code: FR3100474 Zone natura 2000 - Dunes de la plaine flamande



DUNKERQUE

Monsieur Rémi Lardeur
Direction départementale des territoires et
de la mer du Nord
Délégation à la mer et au littoral
Pôle Encadrement Mer et Littoral
62 Boulevard de Belfort
CS 90007
59042 LILLE CEDEX

Affaire suivie par France Lagache
Direction des Affaires Juridiques
Tel : 03.28.26.28.17
Réf : FC/PJ/FL/PS-19.51
Objet : Concession de plage de la commune de Dunkerque

27 JUIN 2019

Monsieur,

Par courrier en date du 10 avril 2019, vous nous indiquez que la concession de plage de Dunkerque prend fin le 31 mai 2019 et que compte tenu des délais de procédure, une prorogation de l'actuelle concession de 12 mois sera inévitable.

Vous nous demandez également de vous préciser si la Ville de Dunkerque compte exercer son droit de priorité dans la procédure de renouvellement de la concession de plage.

En réponse, je vous adresse ci-joint un exemplaire de la délibération du conseil Municipal de Dunkerque en date du 6 juin 2019 autorisant Monsieur le Maire à exercer son droit de priorité et acceptant une prorogation de 12 mois de l'actuelle concession de plage.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.



François Corbier
Directeur général des services

Adresser la correspondance à
Monsieur le maire de Dunkerque
BP 6. 537 - 59386 Dunkerque cedex 1
Tél. 03 28 26 28 10
affaires.juridiques@ville-dunkerque.fr

ECONOMIE TOURISME

28.- Renouvellement de la concession de plage - exercice d'un droit de priorité

Rapporteur : Monsieur Jean-Yves FREMONT, Adjoint au Maire

La concession de plage a été confiée à la commune par arrêté préfectoral du 23 septembre 2011 pour une durée de neuf ans à compter du 1er juin 2010.

Conformément aux dispositions de l'article L2124-4 du code général de la propriété des personnes publiques, l'Etat demande à la commune si elle entend faire valoir son droit de priorité dans la procédure de renouvellement de la concession de plage.

Dans ce cas, le dossier sera soumis à l'approbation du préfet après enquête publique.

En qualité de station classée, la commune réunit les conditions permettant de solliciter l'attribution de la concession de plage et garantit un service public de qualité, accessible à tous.

C'est pourquoi, il est proposé au conseil municipal d'autoriser la commune à exercer son droit de priorité dans l'attribution de la concession de plage de Dunkerque et de la solliciter pour la durée maximale de douze ans.

Compte tenu des délais de procédure, l'Etat propose de proroger de 12 mois l'actuelle concession.

Aussi, il vous est demandé de bien vouloir :

- Autoriser la commune à exercer son droit de priorité dans le renouvellement de la concession de plage de Dunkerque
- Accepter la prorogation de l'actuelle concession sur 12 mois
- Autoriser le Maire ou son Adjoint délégué à signer tout acte à intervenir dans le cadre de cette procédure

Avis favorable en date du 10/05/19 de la commission Economie, tourisme, commerce, animation, sécurité

ADOPTE.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE
EXECUTOIRE A COMPTER DU

Pour le Maire,
l'Adjoint Délégué,



POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE
Patrice Vergriete

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

VILLE DE DUNKERQUE
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Convoqué le 31 mai 2019
pour la séance du jeudi 6 juin 2019

PRESENTS :

Monsieur Patrice VERGRIETE	Maire
Madame Karima BENARAB	1ère Adjointe au Maire
Monsieur Jean-François MONTAGNE	Adjoint de quartier
Madame Martine ARLABOSSE	Adjointe de quartier
Madame Leïla NAIDJI	Adjointe de quartier
Madame Alice VARET	Adjointe au Maire
Monsieur Yves PANNEQUIN	Adjoint au Maire
Madame Catherine SERET	Adjointe au Maire
Monsieur Michel TOMASEK	Adjoint au Maire
Madame Monique BONIN	Adjointe au Maire
Monsieur Guillaume FLORENT	Adjoint au Maire
Madame Nadia FARISSI	Adjointe au Maire
Monsieur Jean-Yves FREMONT	Adjoint au Maire
Madame Diana DEQUIDT	Adjointe au Maire
Monsieur Bernard MONTET	Adjoint au Maire
Madame Marjorie ELOY	Adjointe au Maire
Monsieur Alain SIMON	Adjoint au Maire
Monsieur Etienne DUQUENNOY	Adjoint au Maire
Monsieur Pascal LEQUIEN	Adjoint au Maire
Monsieur Davy LEMAIRE	Adjoint de quartier
Madame Fabienne CASTEL	Maire-délégué
Monsieur Guy LECLUSE	Conseiller municipal
Madame Anne-Marie FATOU	Conseillère municipale
Monsieur Régis DOUILLIET	Conseiller municipal
Monsieur Jean-Philippe TITECA	Conseiller municipal
Madame Martine COUDEVYILLE	Conseillère municipale
Monsieur Francis DUYCK	Conseiller municipal
Monsieur Gérard GOURVIL	Conseiller municipal
Madame Annette DISSELKAMP	Conseillère municipale
Madame Catherine SERLOOTEN	Conseillère municipale
Monsieur Guy SAINT-MARTIN	Conseiller municipal
Madame Elisabeth LONGUET	Conseillère municipale
Monsieur Frédéric VANHILLE	Conseiller municipal
Madame Catherine VANDORME	Conseillère municipale
Madame Stéphanie PEEREN	Conseillère municipale
Madame Nadia AMARA	Conseillère municipale
Madame Olivia HENDERYCKX	Conseillère municipale
Madame Séverine WICKE	Conseillère municipale
Monsieur Rémy BECUWE	Conseiller municipal
Monsieur Roméo RAGAZZO	Maire-délégué
Madame Joëlle CROCKEY	Conseillère municipale
Monsieur Christian HUTIN	Conseiller municipal
Monsieur Wulfran DESPICHT	Conseiller municipal
Madame Delphine CASTELLI	Conseillère municipale
Madame Angélique VERBECKE	Conseillère municipale
Monsieur Adrien NAVE	Conseiller municipal

ABSENT(S) :

Madame Claudine DUCELLIER	Conseillère municipale
---------------------------	------------------------

ABSENT(S) AYANT DONNE POUVOIR :

Conformément aux dispositions de l'article L2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales ont donné pouvoir écrit de voter en leur nom : Monsieur Laurent SCHOUTTEET à Madame Olivia HENDERYCKX, Monsieur Djoumoi SAID à Monsieur Michel TOMASEK, Madame Laura EVRARD à Madame Leïla NAIDJI, Monsieur Michel DELEBARRE à Monsieur Wulfran DESPICHT, Monsieur Philippe EYMERY à Monsieur Adrien NAVE, Madame Martine FORTUIT à Madame Angélique VERBECKE.

Direction des affaires juridiques
France LAGACHE

Renouvellement de la concession de plage - exercice du droit de priorité - extension de la période d'exploitation à 8 mois

Le Maire de la Ville de Dunkerque

Vu l'article L 2122. 22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 11 juin 2020 en application du texte susvisé,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 6 juin 2019 autorisant la commune à exercer son droit de priorité dans le renouvellement de la concession de plage de Dunkerque et autorisant le maire à signer tout acte à intervenir dans le cadre de la procédure,

Vu le décret en date du 5 mars 2019 portant classement de la commune de Dunkerque en station de tourisme,

DECIDE

Article 1 :

Conformément aux dispositions de l'article R 2124-17 du code général de la propriété des personnes publiques, la commune entend demander l'extension de la période d'exploitation de la plage de Dunkerque à 8 mois, du 15 mars au 15 novembre de chaque année.

Cette demande est motivée par :

- la fréquentation touristique importante de la commune classée station touristique
- la présence d'une offre hôtelière importante et de qualité
- les nombreux lieux touristiques à visiter à Dunkerque
- l'offre d'activités sportives en lien avec la plage
- la nécessité de développer la station balnéaire pour répondre aux attentes des visiteurs.

Article 2 :

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr

Article 3 :

Monsieur le directeur général des services de la mairie et monsieur le trésorier receveur municipal, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Dunkerque, le

22 FEV. 2021



Le Maire

Patrice Vergriete



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Réf. 0116/DML/DPM

Dunkerque, le 22/03/2021

Service Territorial Flandres et Littoral
Délégation à la Mer et au Littoral
Encadrement et contrôle des activités maritimes
Affaire suivie par : Rémi LARDEUR
Tél. : 03 28 24 98 31
remi.lardeur@nord.gouv.fr

L'Adjoint au Chef du Service Territorial Flandres et Littoral
à
Monsieur le Préfet maritime de la Manche et de la mer du
Nord

État Major
Division Action de l'État en MercrediBP1
50115 CHERBOURG Naval

Objet : Dossier de concession de plage de la commune de Dunkerque – demande d'avis simple
Ref : article R.2124-25 du code général de la propriété des personnes publiques

Dans le cadre du renouvellement de la concession de plage de Dunkerque, la commune de Dunkerque a, conformément aux dispositions de l'article R.2124-21 du code général de la propriété des personnes publiques exercé sont droit de priorité.

Un dossier comprenant les pièces énumérées au sein de l'article R.2124-22 du code général de la propriété des personnes publiques a été déposé auprès des services de l'État en charge de la gestion du domaine public maritime.

Conformément aux dispositions de l'article R.2124-25 du code général de la propriété des personnes publiques, je sollicite votre avis et vous prie de trouver ci-joints :

- un plan de situation de la future concession de plage
- le dossier de concession déposé par la ville de Dunkerque comportant notamment les modalités de mises en œuvre de la future concession de plage (exploitation économique, aménagements prévus et accès à la plage) et ses annexes.
- deux plans d'aménagements comprenant la localisation des lots de plage, accès PMR et réseaux
- un tableau des lots de plage détaillant leur superficie et leur mode d'exploitation
- le formulaire d'évaluation des incidences Natura 2000 relatif au site FR 3100474 « Plaine maritime flamande »
- la délibération du conseil municipal de Dunkerque visant à exercer le droit de priorité relatif au renouvellement de concession.

L'avis formulé par vos services doit être, par la suite, joint au dossier soumis à l'instruction administrative et à l'enquête publique prévues aux articles R.2124-26 et R.2124-27 du code général de la propriété des personnes publiques.

Je vous saurai gré de bien vouloir porter votre avis à la connaissance de mes services, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier. L'absence de réponse équivaut à un avis favorable.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout complément d'informations.

Thierry LAFORGE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord
Adjoint au Chef du Service Territorial Flandres et Littoral

Adresse : 62 Boulevard de Belfort, CS 90007 - 59042 LILLE Cedex
Tél. : 03 28 03 83 xx

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.nord.gouv.fr

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://www.facebook.com/prefetnord) - twitter.com/prefet59 - [linkedin.com/company/prefethdf/](https://www.linkedin.com/company/prefethdf/)





**PRÉFET
MARITIME
DE LA MANCHE
ET DE LA MER DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture maritime de la Manche
et de la mer du Nord**

Cherbourg-en-Cotentin, le 09 avril 2021

Division « action de l'État en mer »

N° 0- 7770 -2021/PREMAR MANCHE/AEM/NP

Affaire suivie par L. Jaouen
laetitia.jaouen@intradef.gouv.fr

Le vice-amiral d'escadre Philippe Dutrieux
préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord

à

Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord

OBJET : demande d'avis simple – concession de plage de la commune de Dunkerque.

RÉFÉRENCE : courrier n° 0116/DML/DPM du 22 mars 2021.

Par courrier cité en référence, vous m'avez adressé pour avis une demande de concession de plage pour la commune de Dunkerque, du 1^{er} juin 2021 au 31 mai 2033.

Au regard des responsabilités dont j'ai la charge en application de l'article R2124-25 du code général de la propriété des personnes publiques, j'émetts un avis favorable à ce projet, sous réserve de compléter la notice des incidences Natura 2000 comme suit :

- Fournir une carte positionnant le projet vis-à-vis des sites Natura 2000 concernés (article R414-23 du code de l'environnement) ;
- Compléter la liste des sites Natura 2000 concernés : le formulaire semble indiquer que seule la ZSC FR3100474 – Dunes de la plaine maritime flamande est concernée, or la concession se superpose également à la ZPS FR 3112006 – Bancs des Flandres.

Conformément à l'arrêté n° 03/2017 du préfet maritime, le pétitionnaire devra, sans délai, signaler ou faire signaler toute découverte d'engin suspect présent sur le littoral aux autorités compétentes suivantes et suivre leurs consignes :

- **Préfecture maritime / division « action de l'État en mer »** :
Tel : 02.33.92.60.61 Mèl : sec.aem@premar-manche.gouv.fr
- **Centre des opérations maritimes de Cherbourg** :
Tel : 02.33.92.60.40 (H24) Mèl : comnord.off-permanence.fct@intradef.gouv.fr

Le préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord,
par délégation, l'administrateur général de 2^{ème} classe
des affaires maritimes Thierry Dusart
adjoint pour l'action de l'État en mer,

LISTE DE DIFFUSION

DESTINATAIRE :

- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord
(servir Monsieur Rémi Lardeur : remi.lardeur@nord.gouv.fr)

COPIES :

- Monsieur le directeur départemental adjoint des territoires et de la mer, délégué à la mer et au littoral du Nord
- OPS (N4)
- Archives (AEM n° 3.6.3.0. – chrono)



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Réf. 0144/DML/DPM

Dunkerque, le 15 avril 2021

Service Territorial Flandres et Littoral
Délégation à la Mer et au Littoral
Encadrement et contrôle des activités maritimes
Affaire suivie par : Rémi LARDEUR
Tél. : 03 28 24 98 31
remi.lardeur@nord.gouv.fr

L'Adjoint au Chef du Service Territorial Flandres et
Littoral

à

Monsieur Olivier RYCKEBUSCH
Maire de Leffrinckoucke
330 rue Roger Salengro
59495 LEFFRINCKOUCKE

Objet : Dossier de concession de plage de la commune de Dunkerque – demande d'avis simple
Ref : Article R.2124-26 du code général de la propriété des personnes publiques

Monsieur le Maire,

Dans le cadre du renouvellement de la concession de plage de Dunkerque, la commune de Dunkerque a, conformément aux dispositions de l'article R.2124-21 du code général de la propriété des personnes publiques, exercé son droit de priorité.

Un dossier comprenant les pièces énumérées au sein de l'article R.2124-22 du code général de la propriété des personnes publiques a été déposé auprès des services de l'État en charge de la gestion du domaine public maritime.

Conformément aux dispositions de l'article R.2124-26 du code général de la propriété des personnes publiques, j'ai l'honneur de solliciter votre avis et vous prie de trouver ci-joints :

- un plan de situation de la future concession de plage
- le dossier de concession déposé par la commune de Dunkerque comportant notamment les modalités de mise en œuvre de la future concession de plage (exploitation économique, aménagements prévus et accès à la plage) et ses annexes
- deux plans d'aménagements comprenant la localisation des lots de plage, accès aux personnes à mobilité réduite et réseaux
- un tableau des lots de plage détaillant leur superficie et leur mode d'exploitations
- le formulaire d'évaluation des incidences Natura 2000 relatif au site FR 3100474 de la plaine maritime flamande
- la délibération du conseil municipal de la ville de Dunkerque visant à exercer son droit de priorité relatif au renouvellement de la concession
- l'avis favorable formulé par le Préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord en date du 09 avril 2021

L'avis formulé par vos services doit être, par la suite, joint au dossier soumis à l'enquête publique prévue à l'article R.2124-27 du code général de la propriété des personnes publiques.

Adresse : 20 rue l'Hermitte – 59140 DUNKERQUE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

Service territorial flandres et littoral

Délégation à la mer et au littoral

Je vous saurai gré de bien vouloir porter votre avis à la connaissance de mes services, dans un délai de deux mois, à compter de la date de réception du dossier. L'absence de réponse dans ce délai vaut avis favorable.

Mes services restent à votre disposition pour tout complément d'informations.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments distingués

Thierry LAFORGE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

Adjoint au Chef du service territorial flandres et littoral

Pour le Directeur
et par délégation
L'inspecteur Principal
des Affaires Maritimes
Thierry LAFORGE



Adresse : 20 rue l'Hermitte – 59140 DUNKERQUE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

Service territorial flandres et littoral

Délégation à la mer et au littoral

Leffrinckoucke, le 17 juin 2021



**MAIRIE
DE
LEFFRINCKOUCKE**

Jumelée avec la ville de
WEGORZEWO (Pologne)

LE MAIRE DE LEFFRINCKOUCKE

à

**Direction Départementale des Territoires
et de la Mer**
Service territorial Flandres et Littoral
Délégation à la mer et au littoral
20 rue de l'Hermitte
59140 DUNKERQUE

N/Réf : OR/LV/EL 21 029

Objet : avis concession de plage de Dunkerque.

Affaire suivie par : Madame Laëtitia Veillon
Directrice Générale des Services

Monsieur le Directeur,

Vos services m'ont fait parvenir le dossier relatif au renouvellement de la concession de plage de Dunkerque, pour laquelle la ville de Dunkerque a exercé son droit de priorité.

Après avoir examiné les éléments que vous avez transmis à l'appui de cette demande, et conformément à l'article R2124-26 du code général de la propriété des personnes publiques, j'ai l'honneur de vous adresser mon avis favorable, afin que celui-ci soit joint au dossier d'enquête publique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Vue PLU

Chef		DDTM 8902	ADJONCTE	
Adjoint		Service Territorial	Pôle EGAM	
Secrét.		Flandres et Littoral	Pôle GN	
HL		24 JUIN 2021	RT FLI	
TML			RT FLI	
Délai :	/	info	SàD	O
	<input checked="" type="checkbox"/>	PR	ER	X



Le Maire,

. RYCKEBUSCH

Réf. 0148/DML/DPM

Dunkerque, le 15 avril 2021

Service Territorial Flandres et Littoral
Délégation à la Mer et au Littoral
Encadrement et contrôle des activités maritimes
Affaire suivie par : Rémi LARDEUR
Tél. : 03 28 24 98 31
remi.lardeur@nord.gouv.fr

L'Adjoint au Chef du Service Territorial Flandres et
Littoral

à

Madame Virginie HELIN
Conseil départemental du Nord
Direction de la ruralité et de l'environnement
51 rue Gustave Delory
59047 LILLE Cedex

Objet : Dossier de concession de plage de la commune de Dunkerque – demande d'avis simple
Ref : Article R.2124-26 du code général de la propriété des personnes publiques

Madame,

Dans le cadre du renouvellement de la concession de plage de Dunkerque, la commune de Dunkerque a, conformément aux dispositions de l'article R.2124-21 du code général de la propriété des personnes publiques, exercé son droit de priorité.

Un dossier comprenant les pièces énumérées au sein de l'article R.2124-22 du code général de la propriété des personnes publiques a été déposé auprès des services de l'État en charge de la gestion du domaine public maritime.

Conformément aux dispositions de l'article R.2124-26 du code général de la propriété des personnes publiques, j'ai l'honneur de solliciter votre avis et vous prie de trouver ci-joints :

- un plan de situation de la future concession de plage
- le dossier de concession déposé par la commune de Dunkerque comportant notamment les modalités de mise en œuvre de la future concession de plage (exploitation économique, aménagements prévus et accès à la plage) et ses annexes
- deux plans d'aménagements comprenant la localisation des lots de plage, accès aux personnes à mobilité réduite et réseaux
- un tableau des lots de plage détaillant leur superficie et leur mode d'exploitations
- le formulaire d'évaluation des incidences Natura 2000 relatif au site FR 3100474 de la plaine maritime flamande
- la délibération du conseil municipal de la ville de Dunkerque visant à exercer son droit de priorité relatif au renouvellement de la concession
- l'avis favorable formulé par le Préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord en date du 09 avril 2021

L'avis formulé par vos services doit être, par la suite, joint au dossier soumis à l'enquête publique prévue à l'article R.2124-27 du code général de la propriété des personnes publiques.

Adresse : 20 rue l'Hermitte – 59140 DUNKERQUE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

Service territorial flandres et littoral

Délégation à la mer et au littoral

Je vous saurai gré de bien vouloir porter votre avis à la connaissance de mes services, dans un délai de deux mois, à compter de la date de réception du dossier. L'absence de réponse dans ce délai vaut avis favorable.

Mes services restent à votre disposition pour tout complément d'informations.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués

Thierry LAFORGE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

Adjoint au Chef du service territorial Flandres et littoral



Pour le Directeur
et par délégation
L'inspecteur Princip.
des Affaires Maritimes
Thierry LAFORGE

Adresse : 20 rue l'Hermitte – 59140 DUNKERQUE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

Service territorial Flandres et littoral

Délégation à la mer et au littoral



Direction Générale Adjointe
Solidarité Territoriale

Direction Ruralité Environnement

• Service Agriculture, Eau et
Environnement

Tél : 03.59.73.58.25
virginie.helin@lenord.fr

Réf. : PH/OB/MH/DG/DDRE-202100506
Dossier suivi par : V. HELIN

Direction départementale des territoires
et de la mer
Service Territorial Flandres et Littoral
Délégation à la Mer et au Littoral
Encadrement et contrôle des activités maritimes
20, rue l'Hermitte
59140 DUNKERQUE

A l'attention de Thierry LAFORGE
Adjoint au chef de service territorial Flandres et
Littoral

Lille, le **11 JUIN 2021**

Objet : Dossier de renouvellement de concession de plage de la
commune de Dunkerque, avis Natura 2000

Monsieur,

Par courrier du 15 avril dernier, vous avez fait parvenir au Département,
pour avis simple, le dossier de renouvellement de concession de plage
de la commune de Dunkerque relatif à l'article R.2124-26 du code
général de la propriété des personnes publiques.

Dans ce cadre, vous sollicitez l'avis du Département en tant qu'opérateur
du Site Natura 2000 FR3100474 des « Dunes de la plaine maritime
flamande » sur le formulaire d'évaluation des incidences Natura 2000
relatif au site précité, réalisé par la commune de Dunkerque qui a exercé
son droit de priorité dans le cadre du renouvellement de la concession.

Après examen du dossier, je vous informe que le Département émet un
avis favorable à la concession de plage.

En effet, les aménagements projetés et leur localisation ne sont pas de
nature à avoir un impact sur les habitats et les espèces concernées par la
Directive « Habitats, Faune, Flore » situées au sein du site Natura 2000
FR3100474 intitulé « Dunes de la Plaine Maritime Flamande ».

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les
meilleurs.

Pascal HOSSEPIED
Directeur Ruralité et Environnement

lenord.fr

Réf. :

Lille, le 06/06/2021

Service Eau Nature et Territoires
Cellule Biodiversité
Affaire suivie par : Elodie LUST
Tél. : 03 28 03 84 03
elodie.lust@nord.gouv.fr

La responsable du service Eau Nature et Territoires
à
Le responsable du service territorial Flandre Littoral

Objet : Réponse à la demande d'avis relatif au dossier de demande de renouvellement de concession de la plage de Dunkerque au titre du réseau Natura 2000

PJ :

Réf. :

Le service Eau Nature et Territoires de la DDTM a été saisi dans le cadre du renouvellement de la concession de la plage de la commune de Dunkerque. Cette plage est inscrite dans la zone spéciale de conservation FR3100474 « Dunes de la plaine maritime flamande ».

La ville de Dunkerque, en tant que pétitionnaire, a fourni dans le cadre de son dossier de renouvellement un avis simplifié concernant les incidences sur le site Natura 2000, au titre de l'item 21° du R 414-9 du code de l'environnement.

Dans le document remis, la ville de Dunkerque fait référence à l'incidence potentielle de la concession sur les oiseaux marins, les mammifères marins et les habitats naturels présents sur le secteur.

Il est dommage que tous les habitats n'aient pas été mentionnés, tels que la laisse de mer qui est pourtant un habitat pouvant être impacté suite aux aménagements prévus (notamment les cabines de plage). Cependant, il existe un traitement des dépôts de laisse de mer effectué dans un autre cadre et dont les conditions de réalisation ne sont pas du ressort du pétitionnaire.

Plusieurs recommandations sont apportées par la ville de Dunkerque dans le dossier de demande de renouvellement de la concession qui permettraient de limiter l'impact des différents lots sur le site et ainsi, éviter les incidences potentielles de ceux-ci sur le site Natura 2000.

Ainsi, au titre des évaluations des incidences, la DDTM émet un avis favorable de la concession de la Plage de Dunkerque telle que présentée dans le dossier et en application des différents arrêtés mis en annexe, sous respect des conditions ci-dessous :

- ne pas causer de nuisances sonores
- éviter les perturbations de nuit par un faible éclairage
- baliser des espaces pour la mise au rebut des déchets (poubelles, bacs...)
- vérifier si des nids d'espèces nicheuses ne se sont pas formés lors de l'installation ou le démantèlement des structures (aide possible des associations naturalistes très présentes sur le secteur) et si tel est le cas, prendre des mesures de préservation de l'espèce en question.

La responsable du service Eau Nature
et Territoires


Isabelle DORESSE

Réf. 0147/DML/DPM

Dunkerque, le 15 avril 2021

Service Territorial Flandres et Littoral
Délégation à la Mer et au Littoral
Encadrement et contrôle des activités maritimes
Affaire suivie par : Rémi LARDEUR
Tél. : 03 28 24 98 31
remi.lardeur@nord.gouv.fr

L'Adjoint au Chef du Service Territorial Flandres et
Littoral

à

Monsieur Guillaume DANCOISNE
Directeur Général des Services
Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre
124 avenue du large
59942 DUNKERQUE Cedex 2

Objet : Dossier de concession de plage de la commune de Dunkerque – demande d'avis simple
Ref : Article R.2124-26 du code général de la propriété des personnes publiques

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre du renouvellement de la concession de plage de Dunkerque, la commune de Dunkerque a, conformément aux dispositions de l'article R.2124-21 du code général de la propriété des personnes publiques, exercé son droit de priorité.

Un dossier comprenant les pièces énumérées au sein de l'article R.2124-22 du code général de la propriété des personnes publiques a été déposé auprès des services de l'État en charge de la gestion du domaine public maritime.

Conformément aux dispositions de l'article R.2124-26 du code général de la propriété des personnes publiques, j'ai l'honneur de solliciter votre avis et vous prie de trouver ci-joints :

- un plan de situation de la future concession de plage
- le dossier de concession déposé par la commune de Dunkerque comportant notamment les modalités de mise en œuvre de la future concession de plage (exploitation économique, aménagements prévus et accès à la plage) et ses annexes
- deux plans d'aménagements comprenant la localisation des lots de plage, accès aux personnes à mobilité réduite et réseaux
- un tableau des lots de plage détaillant leur superficie et leur mode d'exploitations
- le formulaire d'évaluation des incidences Natura 2000 relatif au site FR 3100474 de la plaine maritime flamande
- la délibération du conseil municipal de la ville de Dunkerque visant à exercer son droit de priorité relatif au renouvellement de la concession
- l'avis favorable formulé par le Préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord en date du 09 avril 2021

L'avis formulé par vos services doit être, par la suite, joint au dossier soumis à l'enquête publique prévue à l'article R.2124-27 du code général de la propriété des personnes publiques.

Adresse : 20 rue l'Hermitte – 59140 DUNKERQUE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

Service territorial flandres et littoral

Délégation à la mer et au littoral

Je vous saurai gré de bien vouloir porter votre avis à la connaissance de mes services, dans un délai de deux mois, à compter de la date de réception du dossier. L'absence de réponse dans ce délai vaut avis favorable.

Mes services restent à votre disposition pour tout complément d'informations.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués

Thierry LAFORGE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

Adjoint au Chef du service territorial flandres et littoral

Pour le Directeur
et par délégation
L'Inspecteur Principal
des Affaires Maritimes
Thierry LAFORGE



Adresse : 20 rue l'Hermitte – 59140 DUNKERQUE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

Service territorial flandres et littoral

Délégation à la mer et au littoral

Réf. 0146/DML/DPM

Dunkerque, le 15 avril 2021

Service Territorial Flandres et Littoral
Délégation à la Mer et au Littoral
Encadrement et contrôle des activités maritimes
Affaire suivie par : Rémi LARDEUR
Tél. : 03 28 24 98 31
remi.lardeur@nord.gouv.fr

L'Adjoint au Chef du Service Territorial Flandres et
Littoral

à

Monsieur Patrice VERGRIETE
Président de la Communauté urbaine de Dunkerque
Pertuis de la Marine
59140 DUNKERQUE

Objet : Dossier de concession de plage de la commune de Dunkerque – demande d'avis simple
Ref : Article R.2124-26 du code général de la propriété des personnes publiques

Monsieur le Président,

Dans le cadre du renouvellement de la concession de plage de Dunkerque, la commune de Dunkerque a, conformément aux dispositions de l'article R.2124-21 du code général de la propriété des personnes publiques, exercé son droit de priorité.

Un dossier comprenant les pièces énumérées au sein de l'article R.2124-22 du code général de la propriété des personnes publiques a été déposé auprès des services de l'État en charge de la gestion du domaine public maritime.

Conformément aux dispositions de l'article R.2124-26 du code général de la propriété des personnes publiques, j'ai l'honneur de solliciter votre avis et vous prie de trouver ci-joints :

- un plan de situation de la future concession de plage
- le dossier de concession déposé par la commune de Dunkerque comportant notamment les modalités de mise en œuvre de la future concession de plage (exploitation économique, aménagements prévus et accès à la plage) et ses annexes
- deux plans d'aménagements comprenant la localisation des lots de plage, accès aux personnes à mobilité réduite et réseaux
- un tableau des lots de plage détaillant leur superficie et leur mode d'exploitations
- le formulaire d'évaluation des incidences Natura 2000 relatif au site FR 3100474 de la plaine maritime flamande
- la délibération du conseil municipal de la ville de Dunkerque visant à exercer son droit de priorité relatif au renouvellement de la concession
- l'avis favorable formulé par le Préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord en date du 09 avril 2021

L'avis formulé par vos services doit être, par la suite, joint au dossier soumis à l'enquête publique prévue à l'article R.2124-27 du code général de la propriété des personnes publiques.

Adresse : 20 rue l'Hermitte – 59140 DUNKERQUE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

Service territorial flandres et littoral

Délégation à la mer et au littoral

Je vous saurai gré de bien vouloir porter votre avis à la connaissance de mes services, dans un délai de deux mois, à compter de la date de réception du dossier. L'absence de réponse dans ce délai vaut avis favorable.

Mes services restent à votre disposition pour tout complément d'informations.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués

Thierry LAFORGE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

Adjoint au Chef du service territorial flandres et littoral

Pour le Directeur

et par délégation

L'inspecteur Principal

des Affaires Maritimes

Thierry LAFORGE



Adresse : 20 rue l'Hermitte – 59140 DUNKERQUE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

Service territorial flandres et littoral

Délégation à la mer et au littoral

Réf. 0145/DML/DPM

Dunkerque, le 15 avril 2021

Service Territorial Flandres et Littoral
Délégation à la Mer et au Littoral
Encadrement et contrôle des activités maritimes
Affaire suivie par : Rémi LARDEUR
Tél. : 03 28 24 98 31
remi.lardeur@nord.gouv.fr

L'Adjoint au Chef du Service Territorial Flandres et
Littoral

à

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques
des Hauts-de-France et du Département du Nord
Pôle Gestion Publique
Division Domaine – Gestion D3
82 Avenue du Président Kennedy
59033 LILLE CEDEX

Objet : Dossier de concession de plage de la commune de Dunkerque – demande d'avis et décision conditions financières
Ref : Article R.2124-26 du code général de la propriété des personnes publiques

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre du renouvellement de la concession de plage de Dunkerque, la commune de Dunkerque a, conformément aux dispositions de l'article R.2124-21 du code général de la propriété des personnes publiques, exercé son droit de priorité.

Un dossier comprenant les pièces énumérées au sein de l'article R.2124-22 du code général de la propriété des personnes publiques a été déposé auprès des services de l'État en charge de la gestion du domaine public maritime.

Conformément aux dispositions de l'article R.2124-26 du code général de la propriété des personnes publiques, j'ai l'honneur de solliciter votre avis sur ce projet, ainsi que votre décision relative aux conditions financières de la concession de plage.

Je vous prie donc de trouver ci-joints :

- un plan de situation de la future concession de plage
- le dossier de concession déposé par la commune de Dunkerque comportant notamment les modalités de mise en œuvre de la future concession de plage (exploitation économique, aménagements prévus et accès à la plage) et ses annexes
- deux plans d'aménagements comprenant la localisation des lots de plage, accès aux personnes à mobilité réduite et réseaux
- un tableau des lots de plage détaillant leur superficie et leur mode d'exploitations
- le formulaire d'évaluation des incidences Natura 2000 relatif au site FR 3100474 de la plaine maritime flamande
- la délibération du conseil municipal de la ville de Dunkerque visant à exercer son droit de priorité relatif au renouvellement de la concession

Adresse : 20 rue l'Hermitte – 59140 DUNKERQUE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

Service territorial flandres et littoral

Délégation à la mer et au littoral

- l'avis favorable formulé par le Préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord en date du 09 avril 2021

L'avis formulé par vos services doit être, par la suite, joint au dossier soumis à l'enquête publique prévue à l'article R.2124-27 du code général de la propriété des personnes publiques.

Je vous saurai gré de bien vouloir porter votre avis à la connaissance de mes services, dans un délai de deux mois, à compter de la date de réception du dossier. L'absence de réponse dans ce délai vaut avis favorable.

Mes services restent à votre disposition pour tout complément d'informations.

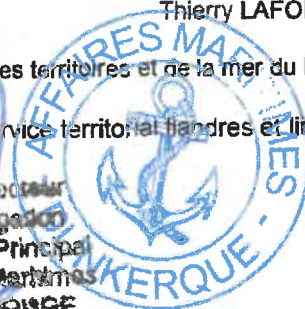
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Thierry LAFORGE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

Adjoint au Chef du service territorial Flandres et littoral

Pour le Directeur
et par délégation
L'inspecteur Principal
des Affaires Maritimes
Thierry LAFORGE



Adresse : 20 rue l'Hermitte – 59140 DUNKERQUE

Direction départementale des territoires et de la mer du Nord

Service territorial Flandres et littoral

Délégation à la mer et au littoral